

ÉCHANGES 81

janvier-juin 1996

bulletin du réseau

« Échanges et mouvement »

SOMMAIRE

Etats-Unis : Une période de transition, mais vers quoi ? p. 3 ♦ Un an de grève dans deux journaux de Detroit, p. 11 ♦ Lettre de Seattle, p. 14
♦ Textes et documents, p. 16

Mexique : Textes et documents, p. 19

Russie : Notes de Moscou sur le mouvement ouvrier russe, p. 21
♦ La situation économique, p. 23 ♦ Lettre d'Odessa, p. 24
♦ Résumés et traductions de journaux russes, p. 24

Iran : Sur les émeutes ouvrières d'avril 1995, p. 30

Grande-Bretagne : La grève des dockers de Liverpool dure depuis septembre 1995, p. 32 ♦ Scargill et son «Socialist Labour Party », p. 36

Europe : Textes et documents (Allemagne, Belgique, Espagne, Grande-Bretagne, Irlande, Italie, France, ex-Yougoslavie), p. 37 ♦ **Grèce :** lettre d'Athènes, p. 41
♦ **Hongrie :** EdF s'implante en Europe de l'Est, p. 42

Théorie : Requiem pour la classe ouvrière ? p. 44 ♦ Crises monétaires, reflet de la crise mondiale du capital (suite), p. 39 ♦ La valeur sans le travail : une réponse de *Temps critiques*, p. 59

Cinéma : *Land and Freedom*, de Ken Loach, p. 61

Notes de lecture : *Le communisme n'a pas encore commencé*, de Claude Bitot (Spartacus), p. 66 ♦ *Les Internationalistes du troisième camp...*, p. 68

DESTINATAIRE

ÉCHANGES
BP 241
75866 PARIS CEDEX 18
FRANCE

ÉCHANGES

Bulletin du réseau « Echanges et mouvement »

pour abonnement, informations et correspondance :
BP 241, 75866 Paris Cedex 18, France
PO Box 91, London WC1 N3 XX, United Kingdom

Abonnement : 60 FF ou £ 7,00 pour quatre numéros
comprenant les brochures publiées dans l'année.
Préciser édition anglaise ou française

AUTOUR D'ÉCHANGES

RÉFLEXIONS ET DOCUMENTATION

Un camarade participant à *Echanges* a entrepris de publier, irrégulièrement et à titre d'essai, un bulletin *Réflexions et Documentations* qu'il présente comme suit : « L'objet de la mise en circulation interne est, dans un premier temps, de tisser un lien entre nous par la publication de projets d'articles, par la mise en commun de documentations et par des échanges sur les grands problèmes de ce monde. »

Axes de recherche projetés : la crise capitaliste et la loi de la valeur, la condition salariale, le syndicalisme, textes historiques, le mouvement se réclamant de la révolution sociale, le prolétariat, valorisation et dévalorisation et nouvelles techniques, etc.

Projet ambitieux, modestes moyens, expliquent les limites présentes de cette entreprise — bien facile à critiquer dans son imperfection et réservée pour l'instant à un cercle très limité.

Ce qui autorise un coût très réduit et une distribution de la main à la main. Rien d'autre n'est prévu pour le moment.

DANS LE MONDE, UNE CLASSE EN LUTTE

Le numéro 13 (mars 1996) est paru et le n° 14 (mai 1996) en préparation. Une modification assez sérieuse : l'augmentation des tarifs postaux. Cette augmentation ne touche pas tant la distribution collective faite par dépôts (librairies, centre communautaires divers, etc.) que les envois individuels pour lesquels nous demandons 6 enveloppes adressées et timbrées — maintenant à 2,70 FF au lieu de 2,40 FF (12,50 % de plus).

Bien sûr, on renouvelle les appels à une diffusion groupée (financée éventuellement par l'envoi de timbres) et à un apport d'informations sur les luttes où qu'elles se déroulent.

GREVES ET MANIFESTATIONS EN FRANCE NOVEMBRE - DECEMBRE 1996

Nous avons pensé présenter dans ce numéro un panorama critique des articles et textes publiés sur le mouvement de décembre ainsi que les critiques et réponses à la brochure d'Echanges " LA LUTTE DE CLASSES EN FRANCE , NOVEMBRE ET DECEMBRE 1995, Témoignages et discussions sur un mouvement social différent " (toujours disponible à Echanges contre un timbre à 10 F) (traduite en partie en anglais (pas encore publiée) et intégralement en japonais - déjà publiée -) . L'abondance des matériaux nous contraint à penser à une brochure. Ce n'est donc que partie remise. Ce que nous préparons essaiera de faire ressortir la mise à jour ou la répétition, sous la pression des événements (les "terribles pépins de la réalité" comme aurait dit Prévert) des positions et analyses des 25 dernières années.

Signalons quand même deux ouvrages plutôt opposés , dont la critique est préparée mais qui faute de pages libres n'a pu trouver place dans ce numéro :

Louis MARTIN - JOURNAL D'UN GREVISTE -Decembre 95, janvier 96 -
Théorie et marche à pied (T.C. - BP 17 - 84300 Les Vignères) 50 FF

REMARQUES SUR LA PARALYSIE DE DECEMBRE 95 (sans auteur), 30FF
Editions de l'Encyclopédie des Nuisances , 74 rue de Ménilmontant, 75020 Paris

~~~~~

## BEAUCOUP DE BRUIT

ces temps-ci dans la médiatisation de gauche comme de droite autour du fascisme, de l'anti fascisme, du négationnisme, etc...

toutes idéologiques dans lesquelles chacun essaie de se démarquer voire de se laver des errements du présent et du passé souvent au prix d'une logorrhée particulièrement indigeste. Fort opportunément, ces débats masquent, comme beaucoup d'autres débats médiatiques, les termes d'une lutte de classe qui se poursuit impitoyablement.

Sans que ce soit une participation à ces débats signalons deux ouvrages qui éclairent les relations **réelles** entre nazisme et fascisme d'une part et classe ouvrière de l'autre, non pas dans leurs développements idéologiques mais dans les réalités économiques et sociales sous le fascisme.\*

Malheureusement ces deux ouvrages sont en anglais et à cause de leur caractère iconoclaste ont attendu près de 20 ans pour voir le jour en anglais alors que leur auteur était un universitaire britannique et avait écrit le premier de ces livres en allemand. Nous reviendrons sur ces textes dont voici les titres:

**SOCIAL POLICY IN THE THIRD REICH - The Working Class and the "National Community"** Tim MASON, Berg Publishers

**NAZISM, FASCISM AND THE WORKING CLASS**, Tim MASON, Cambridge University Press, £ 13,99

- THEORIE COMMUNISTE : C. Charrler, BP 2362, 13213 Marseille Cedex
- TAPOL : 111 Northwood Road- Thornton Heath, Surrey CB7 8HW, UK
- TIC TAC : 8 Rue de l'Ange, 63000 Clermont Ferrand, France
- TRADE UNION NEWS : Po Box 184, Cambridge CB4 2XZ, UK 0.
- ECHOS FROM TIENANMEN : c/o HKTUEC, 2d floor, 101 Portland Street, Kowloon, Hong Kong

U

- UMANITA NOVA : - c/o G.C.A. Pinelli, via Roma 48, 87019 Spezzano Albanese, Italie (A) 40.000 LI
- UNPOPULAR BOOKS : Box 15, 138 Kingsland High Road, London E8 2 NS, Royaume-Uni

V

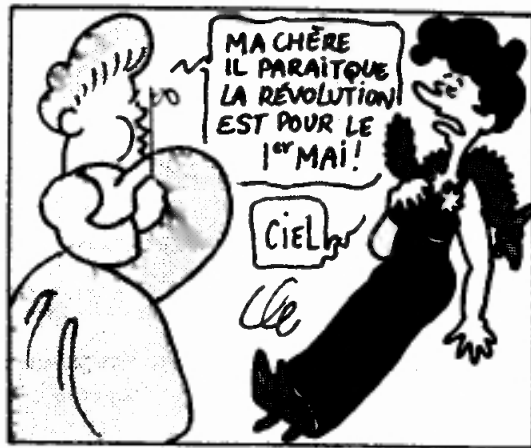
- WORKERS HAMMER : PO Box 1041, London NW5 3 EU, Royaume-Uni
- WORKERS SOLIDARITY ALLIANCE 339 Lafayette Sy, RM 202, New York, NY 10012, Etats-Unis
- WORKERS VANGUARD : Box 1377, GPO nNew York, NY 10116, États-Unis (A) \$ 7.00
- WILDCAT : SISINA, Postfach 301206, 50782 K'in, : Allemagne
- WILDCAT : Wildcat Postfach 308325, 20354 Hamburg, Allemagne
- WILDCAT : Wildact im Friedensb,ro M2 15 b, 68151 Mannheim, Allemagne
- WILDCAT : SISINA Postfach 360527, 10975 Berlin, Allemagne
- WILDCAT : Postlagerkarte 17 26 49 E, 7800 Frei

burg, Allemagne :

- WORKERS SOLIDARITY : PO Box 40400, San Francisco, Ca 94140, Etats-Unis
- WORKERS SOLIDARITY : PO Box 1528, Dublin 8, Irlande : (1) 75 p
- WORKERS SOLIDARITY ALLIANCE 339 Lafayette St., Room 202, New York, NY 10012, Etats-Unis
- WORKERS VOICE : PO Box 338 - Sheffield - S3 9 YX- Royaume-Uni : (1) 50 p.
- WORLD : 235 West 23d Street, New York, NY 10011, Etats-Unis

Z

- ZED BOOKS : 57 Caledonian Road, London N 1 9 BU, Royaume-Uni
- Z MAGAZINE : 18 Millfield St, Woods Hole, MA 02543, Etats-Unis (A) \$50



## ÉTATS-UNIS

### UNE PÉRIODE DE TRANSITION MAIS VERS QUOI ?

*Le vieux mouvement ouvrier représenté par l'AFL-CIO décline sérieusement. L'éthique du travail en prend aussi un coup, au moment même où sa vertu idéologique est bruyamment proclamée. Dans ce contexte, après vingt ans de désindustrialisation, la Marche d'un million de noirs doit être interprétée avec précaution. Des tactiques de lutte autrefois rejetées, comme les occupations d'usine, réapparaissent*

Aucun moment peut-être au cours des dernières décennies, la société américaine n'a été aussi clairement divisée et mûre pour des explosions sociales. Sans aucun doute, le conflit social n'a pas encore éclaté à quelque échelle significative, mais les préconditions s'en développent et ne montrent à aucun moment quelque signe qu'elle puissent disparaître prochainement. Jusqu'à présent, une bonne part de la pression des tensions et frustrations a pu paraître désamorcée, récupérée ou fragmentée. Soit qu'elle fût déviée vers des canaux bien contrôlés (au moins pour le moment présent), soit qu'elle fût dirigée, sans que cela soit vraiment nécessaire, vers des stratégies de survie individuelles privées.

Comme exemple de la première tendance, la classe dominante a largement réussi (mais pas complètement) à rendre les bénéficiaires du « Welfare », et les immigrés en particulier, « responsables » du déclin du niveau de vie en les présentant comme des parasites et des cossards. La « réforme » actuelle du « Welfare » va effectivement faire glisser la présente situation vers une organisation d'après-prospérité, une militarisation capitaliste de la politique du travail visant à imposer les normes de la discipline, et à contraindre les secteurs les plus pauvres à entrer dans le

marché du travail à n'importe quel prix et les placer en situation de concurrence directe avec les travailleurs syndiqués, particulièrement ceux du secteur public.

Par exemple, déjà dans plusieurs Etats importants, les bénéficiaires du « Welfare », ont été contraints d'entrer dans des programmes dénommés « workfare », où ils sont employés par les administrations locales comme source de main-d'œuvre de remplacement bon marché, dans le but de réduire le coût de l'emploi des travailleurs en place et qui touchent, eux, une paie décente. Parallèlement à l'utilisation de cette main-d'œuvre de « chômeurs salariés », les autorités municipales et des Etats ont de plus en plus embauchés des travailleurs contractuels et temporaires pour briser les grèves et toute autre forme de lutte. L'été dernier par exemple, le gouverneur de l'état de New Jersey (proche de New York) a brisé une grève des employés de péages routiers, lors d'un week-end particulièrement chargé, en affectant immédiatement à chaque poste des travailleurs de remplacement contractuels, forçant ainsi le syndicat à capituler.

Loin d'être l'exception, cette manière de traiter les conflits est de plus en plus utilisée avant toute autre par les patrons du secteur privé. Les pratiques « fair play » d'une grève rituelle suivie par des négo-

ciations, bien établies par des décennies de paix sociale, sont balayées par les employeurs de secteurs autrefois sans problèmes qui optent maintenant pour la manière forte.

Même le Wall Street Journal observait, au début de 1996, que « provoquer des grèves » est de plus en plus dans la période actuelle l'arme des patrons pour imposer des changements dans les règles de travail, pour se débarrasser des travailleurs « inflexibles », etc.

## Le vieux mouvement ouvrier

Le vieux mouvement ouvrier représenté par l'AFL-CIO décline sérieusement, un déclin et un désarroi que ne changera en aucune façon



*Des institutions traditionnelles de la classe ouvrière, comme le bistro du coin, disparaissent lentement, à passer aux profits et pertes de la privatisation croissante des loisirs, à la fois une conséquence des développements technologiques et des changements dans les standards du divertissement.*

*[Toutes les illustrations de ce numéro sont tirées de la bande dessinée de Phil Casoar et Stéphane Callens : Les Aventures épatantes et véridiques de Benoît Broutchoux, rééditée par le Centre culturel libertaire de Lille (1/2, rue Denis du Péage, 59800 Lille. Tél. : 20.47.62.65)]*

l'élection de Sweeney à la tête de l'AFL-CIO. Même ce qui est célébré comme une renaissance du militantisme est limité à quelques faits illégaux, ponctuels et souvent symboliques, comme par exemple bloquer le trafic ou des actions de façade au nom d'une politique de pression soigneusement orchestrée... Mais de telles tactiques ne vont pas, très significativement jusqu'à mobiliser les travailleurs vers des formes plus larges, plus généralisées, visant à désorganiser la production, ce que, de toute façon, la bureaucratie syndicale existante serait dans l'incapacité absolue d'organiser.

Mais peut-être doit-on accorder une signification plus importante à une accélération de l'érosion (jusqu'à la rupture) avec ce qui constituait la culture et la communauté ouvrière aux Etats-Unis. Avec quelques importantes exceptions,

les grèves les plus sérieuses des quinze dernières années ont éclaté dans des zones éloignées, relativement à l'écart des grandes concentrations urbaines. Nous nous référons ici à Phelps-Dodge, à Austin, à la grève des mineurs de Pittston, aux chantiers navals Beah dans le Maine, etc. et, aujourd'hui, aux grèves en cours à Decatur. Ces grèves dures et menées jusqu'à une fin amère, se sont terminées pour la plupart par des défaites ; elle se sont déroulées dans des villes qui n'avaient que cette seule industrie.

La période où l'on voyait des communautés ouvrières solidement organisées autour d'une industrie dans lesquelles les gens vivaient et travaillaient dans des collectivités soudées autour de l'usine où

- NEW INTERVENTIONS : PO Box 121, Coventry, CV1 5NP, Royaume-Uni
- NEWS AND LETTERS : 59 East Van Buren, Rm 707, Chicago, IL 60605, Etats-Unis

### P

- PARTISAN : Voie Proletarienne, BP 95, 93803 Epinay Cedex
- PERSPECTIVE INTERNATIONALISTE BM Box 8154, London WC1 N 3 XX, UK (A)£ 5.00
- PERSPECTIVE INTERNATIONALISTE Destryker, BP 1181, Centre Monnaie, 1000 Bruxelles, Belgique (A) 300 FB

- PERSPECTIVE INTERNATIONALISTE I.P., 551 Valley Road, Suite 131, Montclair, N.J. 07043, Etats-Unis (A)\$ 8.00
- THE PEOPLE : 111 W. Evelyn Avenue, Ste 209, Sunnydale, CA 94086-6140, Etats-Unis (A) \$ 4.00

- PHENIX PRESS : PO BOX 824, London N1 9 DL, Royaume-Uni

- LE POINT D'INTERROGATION : Hème c/o I.S., BP 243, 75564 Paris Cedex 12, France

- LE PROLETAIRE : -Editions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon : (A)50FF

- LE PROLETAIRE - II Co-

munista, CP 10835, 20110 Milano, Italie (1) 3000 LI

● LUTTE OUVRIERE : BP 233, 75865 Paris Cedex 18, France

● LE PROLETAIRE -Editions Programme, 12 rue du Pont, 1003 Lausanne, Suisse (1) 3 FS

● PERSPECTIVES CHINOISES : CEIC, 18 F, Oriental Crystal Building, 46 Lyndhurst Terrace, Hong Kong

### Q

● QUAND MEME : Cercle Bernert c/o CNT 33 rue des Vignoles, 75020 Paris, France

### R

● REBELLE-RE-BELLE : BP 35, 68750 Bergheim (sans autre mention)

● REBELLES : CP 205, Succ C, Montreal H2L 4K1, Canada

● RED PEPPER : 3 Gunthorpe Street, London E1 7RP, Royaume-Uni

● RESISTANCE : PO Box 790, Station A, Vancouver BC, Canada V 6C 2 N 6

● RENOUEAU SYNDICAL 66 : BP 213, 68060 Mulhouse Cedex

● DER REVOLUTIONARE FUNKE : Posttigerkarte 00 23 63 B, 10623 Berlin, Allemagne

● REVOLUTIONARY PERS-

PECTIVES Po Box 338, Sheffield, S3 9YX, UK

● LE RIRE : 33 rue Coutellerie, 13002 Marseille, France

● ROUGE : La Brèche, 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil, France

### S

● LA SOCIALE : CP 5209, Succ C, Montreal, Québec, H2X 3N2, Canada (G)

● THE STATE ADVERSARY : PO Box 9263 - Te Aro - Wellington, Nouvelle Zélande

● TALKING LIBERTIES : c/o London ABC, 121 Ralton Road, London SE 24 OLR, UK (1) 60 p.

● SOCIALIST WORKER : PO Box 82, London E3 3 LH, UK

● SOLIDARITE IRLANDE : 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris

● SOLIDARITY BULLETIN : PO Box 73, Norwich, NR3 1 QD, UK

● STREET VOICE : 101 West Road St., 421 Balto, Md 21201, Etats-Unis

● SUBVERSION : Dept 10, Newton St, Piccadilly, M1 1HW, Royaume-Uni (G)

● TEMPS CRITQUES : Editions de l'impliqué, BP 2005, 34024 Montpellier Cedex 01, France

Iona, Espagne

- **ESSAIS** : c/o Laillement, BP 1013, 49015 Angers Cedex, France
- **ETCETERA** : Apartado Correos 1363, 08080 Barcelona, Espagne

F

- **FIFTH ESTATE** : 4632 Second Avenue, Detroit, Mich. 48201, Etats-Unis
- **FLUX** : Box A, The Rainbow Center, 180 Mansfield Road, Nottingham(A)
- **LA FORGE** : 15 Cité Popincourt 75011 Paris : (1) 10 F

G

- **GRAS DOUBLE** : Centre MBE 102, 10 rue Gachet, 64000 PAU
- **GUERRE SOCIALE** : CNT/AIT, c/o CESL, BP 121, 25014 Besançon Cedex (1) 5 FF

H

- **HEAVY STUFF** : c/o London C.W., PO Box 487, London E8 3 QX, UK
- **HKA** : Travesia de las Escuelas, 1-1° - ezk, Bilbao, 48008, Espagne
- **HARINGEY COMMUNITY ACTION**, Box 2474, London N8, Royaume-Uni : (G)
- **HOTLINE** : Rosalia Costa, Box 5, Dhaka 1000, Bangladesh

● **INDEPENDENT POLITICS** : POBOX 55247, Hayward CA 94545

● **0247, Etats-Unis INTERNATIONALIST COMMUNIST REVIEW** PO Box 338, Sheffield S3 9YX, Royaume-Uni (2) £ 5.00

● **L'INTERSYNDICALISTE** : 11 rue St Vincent de Paul, 13004 Marseille, France (A) 40 FF

● **INDUSTRIAL WORKER** : 1095 Market Street, #204, San Francisco, Cal 94103, Etats-Unis

● **IN THESE TIMES** : 2040 N. Milwaukee Avenue, Chicago, Ill 60647, Etats-Unis (A) \$ 78.00

K

● **KAMUNIST KRANTI** : Majdoor Library, Autopln Jhaggi, Faridabad 121001, Indla

● **KATE SHARPLEY LIBRARY** : BM Hurricane, London WC1 N 3 XX, Royaume-Uni

L

● **LEFT BANK DISTRIBUTION** : 4142 Brooklyn NE, Seattle, Wa 98105, Etats-Unis

● **LABOR NOTES** : 7435 Michigan Avenue, Detroit, Michi 48210, Etats-Unis (A) \$15.00

● **LONNSSLAVEN** : Postboks 1920 Vika, N-0125 Oslo, Norvège (A) 100 kr : **LANTERN WASTE** : Post Office Box 346, Petersham, NSW 2049, Australie (1) \$A 2.00

● **LIAISONS** : c/o Echanges, BP 241, 75866 Paris Cedex 18, France

● **LIBERTARIAN LABOR REVIEW** Box 2824, Champaign, Ill 61825, Etats-Unis (4) \$ 12.00

M

● **MIDNIGHT NOTES** : POB 204, Jamaica Plain, Ma 02130, Etats-Unis

● **MONDE LIBERTAIRE** : 145 rue Ameior, 75011 Paris, France (A) 290 FF

● **LUTTE DE CLASSE** : A.C.P. 30 rue Armand Carrel, 93700 Drancy

● **MOTIVA FORLAG** : POSTBOKS, 9340 Vallenga N 0610 Oslo 8, Norvège (G)

● **MOUVEMENT COMMUNISTE** : BP 1666, Centre Monnaie, 1000 Bruxelles, Belgique (A) 130 FF

N

● **NAUTILUS** : 36 rue Louis Turban, 35200 RENNES, France

● **NAUTILUS Verlag** Lutz Schuienburg, Am Brink 10, 2050 Hamburg 80, Allemagne

ils travaillaient, circonstance qui permettait l'émergence de la perception d'une identité ouvrière spécifique à cette phase de longue prospérité du développement capitaliste, tout cela a entièrement disparu, probablement pour toujours. Particulièrement dans les grandes cités.

Des institutions traditionnelles de la classe ouvrière, comme le bistrot du coin, disparaissent lentement mais sûrement, à mettre aux profits et pertes de la privatisation croissante des loisirs, qui représente à la fois une conséquence des développements technologiques (par exemple les vidéo-cassettes largement accessibles et relativement bon marché, au moins si l'on travaille) et des changements dans les standards du divertissement. Vous n'allez plus au bistrot du coin pour discuter de vos problèmes autour d'un pot - mais vous restez à la maison et lorgnez sur une vidéo dans l'isolement privé de votre living-room. Tout en espérant qu'un coup de feu tiré à travers la fenêtre ne viendra pas vous y cueillir.

**T**OUT cela a créé une espérance nostalgique d'une « communauté » idyllique qui remplacerait la marche inlassable du Capital dans la colonisation envahissante de la vie quotidienne. Cette nostalgie est exploitée cyniquement par l'Etat qui, comme nous l'avons noté dans les numéros précédents, aimerait transférer bien des fonctions sociales du « Welfare » vers la « communauté chérie ».

Cette situation n'a peut-être pas atteint des extrêmes aussi absurdes que dans le quartier Fairfield de Baltimore (lire page 6). Pour revenir à notre point de départ, c'est bien plus que les loisirs et la « communauté » qui sont affectés. A dire vrai, c'est une curieuse contradiction de voir qu'au même moment l'éthique du travail en prend aussi un coup — à cause du capitalisme lui-même (nous parlons ici de l'orgueil d'être récompensé dans son travail par une échelle décente de salaires avec des augmentations périodiques et par une garantie d'emploi, pour toute la vie éventuellement), alors que

sa vertu idéologique ne cesse d'être bruyamment clamée à tous vents, le plus souvent de la même façon pathologique que la fièvre s'élève juste avant qu'on soit proche de la mort. Et cela sera la source de contradictions futures.

Comme la conscience des gens est souvent à la traîne derrière une réalité changeante, cela peut prendre quelque temps avant que tout cela soit bien évident pour tous. Mais le ciment traditionnel s'est évanoui même chez des employeurs qui garantissaient un emploi stable à vie comme IBM ou IIT, qui jettent aujourd'hui les travailleurs à la rue comme autant de pièces inutilisées. Et l'éthique du travail qui se délite est

### L'ABSENTÉISME CHEZ LES TRAVAILLEURS AMÉRICAINS

Seion un rapport publié par *Industry Week* du 13 août 1994, le taux d'absentéisme chez les travailleurs américains s'est accru de 9 % pour la seule année 1993, confirmant une tendance qui avait commencé à s'affirmer depuis trois années, après un lent déclin.

Les organismes gouvernementaux connaissent le plus fort taux d'absentéisme, en moyenne 2,98 heures de congés maladie pour 100 heures de travail, suivis de près par le secteur des usines, avec 2,55 heures. Un absentéisme élevé est aussi noté dans les services publics et parmi les employés de l'enseignement supérieur.

L'augmentation du taux d'absentéisme cause des soucis aux services chargés de la « gestion du personnel » car comme le notait un « Directeur aux ressources humaines » : « Avec une force de travail réduite, peu de gens sont disponibles pour venir remplacer l'absent ou prendre en charge son travail en cas d'absence non planifiée ».

15 septembre 1995

## Le quartier Fairfield de Baltimore, « zone de développement fédéral »

Le quartier Fairfield de Baltimore, qui a gagné le titre de « zone de développement fédéral » (encore un de ces mots magiques). Là, à moins de trois ou quatre kilomètres de la façade scintillante des boutiques pour yuppies (« shoppes » comme elle sont maintenant dénommées [N.D.T. : contraction de « shop » et « yuppies »]) et des attractions pour touristes du port intérieur, se situe la ville fantôme post-industrielle la plus étendue des Etats-Unis. Des zones urbaines similaires de East-St-Louis, Detroit et Camden (New Jersey), zones de guerre où la marchandise n'a plus cours, semblent réellement embourgeoisées en regard de Fairfield.

On reste stupéfié et effrayé quand on voit ce qu'est devenu

ce quartier. Autrefois, c'était une zone industrielle très active et prospère, avec un ensemble de cités entre les usines chimiques et les réservoirs de stockages divers ; maintenant, elle est pratiquement vide d'industries et d'habitants.

### TRAVAILLEURS SOCIAUX ET PLANIFICATEURS URBAINS

Des kilomètres d'infrastructures abandonnées (y compris un chantier de construction de toute une cité d'HLM, envahi par les herbes folles) s'étirent dans un silence pesant. On s'attend à voir des buissons apparaître dans les rues désertées.

Même au plus fort de sa « prospérité », Fairfield — une ville à majorité noire — était misérable

et sous-développée. Les voies secondaires n'étaient pas pavées, la plupart des maisons n'avaient pas de tout-à-l'égout. Aujourd'hui toute la zone a été comme éviscérée et quelques survivants, principalement des vieux propriétaires de leurs maisons, y restent encore, dispersés parmi les ruines.

En vertu de son titre de « zone de développement fédéral », Fairfield a vu atterrir une petite armée de travailleurs sociaux et de planificateurs urbains, qui se sont mis à œuvrer dans une zone vide d'habitants pour « recréer une communauté », à commencer par la construction d'un « centre-ville » pour préparer Fairfield à sa nouvelle fonction économique : les recyclage des déchets industriels toxiques. Un brillant avenir !

comme une rue à deux voies avec d'importantes ramifications qui disparaîtrait dans une restructuration professionnelle à sens unique.

Il est impossible de voir exactement d'après les indicateurs sociaux quelle est l'étendue de ce nouveau refus du travailleur. L'absentéisme, le vol, le sabotage au sens large, l'usage de la drogue sur le lieu de travail, toutes actions qui sont habituellement déqualifiées sommairement comme individualistes et hors de toute conscience de classe et habituellement ignorées à la fois par les gauchistes traditionnels et l'aile droite des sociologues industriels.

Il est caractéristique que les quelques articles qui sont parus sur ce sujet dans la presse consacrée au management et aux « ressources humaines » se concentrent généralement sur les échelons supérieurs des cols blancs, et pas du tout sur les cols bleus ou sur les secteurs où l'on trouve un prolétariat particulièrement exploité de cols blancs ou de travailleurs des services. Mais les statistiques montrent que ces comportements sont de plus en plus fréquents.

Une des rares exceptions à cette ignorance générale traitant ouvertement de cette désaffection des travailleurs se trouve dans une étude menée par

91360 Marolles en Hurepoix,  
France

● COLLECTIVE ACTION  
NOTES : POB 22962, Balto,  
MD 21205, Etats-Unis

● COMMUNIST HEADACHE : c/o Black Star, PO  
Box 446, Sheffield, S1 1NY,  
Royaume-Uni

● COURANT ALTERNATIF :  
OCL/Egregore, BP 1213,  
51058 Reims Cedex, France  
(A) 220 FF

● CASABLANCA : 31 Clerkenwell Close, London EC1  
ROAJ, UK (1) £ 2.00

● C.D.L. : Voir SOCIALE  
(LA)

● CENTRO DI DOCUMENTAZIONE : CP 308 -5500  
Lucca, Italie : Bulletin gratuit

● CHARLATAN STEW : PO  
Box 17138, Seattle, WA  
98107, Etats-Unis

● CHRMSS : 8 rue Malher,  
Paris Cedex 04, France (A)  
300 FF

● CIRA : 24 Avenue de  
Beaumont, CH 1012 Lausanne,  
Suisse

● CLASS WAR : PO Box  
1021, Edinburgh, EH8 9PW,  
UK 12 Issues, £ 6.00

● CNT : 39 rue de la Tour  
d'Auvergne, 75009 Paris,  
France

● COMMUNISME : BP 54 -  
BXL 31, Bruxelles, Belgique  
(1) 12 FF

● COMMON SENSE : PO  
Box 311, Southern District  
Office, Edinburgh EH 91 SF  
(1) £ 3.95

● CONTRA FLOW : 56 A  
Info-Shop, 56 Crampton St.,  
London SE 17, Royaume-Uni

● LE COQUELICOT : B P  
4078, 31209 Toulouse  
Cedex, France

● COUNTER-INFORMATION : c/o 52 Call Lane,  
Leeds LS1 6 DT, Royaume-Uni  
(G)

● COUNTER-INFORMATION : Pigeon Hole, Cl, c/o  
11 Forth Street, Edinburgh,  
AH1, Royaume-Uni (G)

● COLLEGAMENTI WOB-  
BLY : Milano c/o A. Caruso,  
CPO 10591, 20100 Milano ;  
Italie

● COLLEGAMENTI /WOB-  
BLY : Torino c/o Renato  
Strumia, Lungo Antonelli 13,  
10153 Torino, Italie

● COLLEGAMENTI/WOB-  
BLY : Paris c/o Thirion,  
2, rue des Poissonniers,  
65018 Paris, France

● COLLECTIVE : BP  
74,75960 Paris Cedex 20  
(A) 120 FF

● COMIDAD : Vincenzo Italiano, CP 391, 80100 Napoli,  
Italie

● COMMON SENSE : PO  
Box 311, Southern District  
Office, Edinburgh, EH91SF,  
Royaume-Uni

● CONFRONTATIONS :  
OSL/ Genève, 7, Boulevard

Carl Vogt, 1205 Genève,  
Suisse (A) 16 FS

● CONFRONTATIONS :  
OSL/ Vaud, CP 687, 1000  
LAUSANNE 9, Suisse

● CONFRONTATIONS :  
OSL/Fédération Libertaire  
des Montagnes, CP 621,  
2300, La Chaux de Fonds

● CONTACT : BP 11- 34830  
Clapiers, France

● CONTRA FLOW : 56 Info  
shop, 56 Crampton St, London  
SE17, Royaume-Uni

● CONTRA PONTO : Edições  
Dinossauro, Apartado  
1483, 1013 Lisboa Codex,  
Portugal

● COQUELICOT : BP  
4078,31029 Toulouse,  
France

### D

● DAAD EN GEDACHTE :  
Schouw 48-11, 8232 Lelystad,  
Hollande

● DEMOLITION DERBY :  
CP 1554, Succ. B, Montreal  
PQ, Canada

● DISCUSSION BULLETIN :  
PO Box 1564, Grand Rapids,  
MI 49501, Etats-Unis  
(A) \$ 5.00

### E

● ENCICLOPEDIÀ : CDH-  
S/AEP Passeig de Sant Joan,  
26, 1er, 1a, 08010  
Barcelona,

● L'ESCLAVE SALARIE :  
Apdo 92062, 08080 Barce-

## ADRESSES

Listes d'adresses des publications citées dans ce numéro d'*Echanges* et dans les numéros antérieurs.

Les intéressés voudront bien vérifier ces adresses et nous en aviser en cas d'erreur ou d'omission. Le titre est celui de la publication et l'adresse citée est celle donnée dans les publications. Dans la dernière colonne figure le rix soit de l'abonnement annuel (A), soit de un ou plusieurs numéros (chiffre dans la parenthèse), (G) si c'est gratuit; le prix est celui figurant dans le numéro le plus récent; pour les publications étrangères, il peut ne pas correspondre à celui des envois à l'étranger pas toujours mentionnés; de même, pour les publications françaises, le prix indiqué est valable pour la France mais pas toujours hors de France. Si aucun prix n'est mentionné, écrire à l'adresse indiquée

### A

- AAA : Po Box 11331, Eugene, Oregon 97440, Etats-Unis
- A INFOS : c/o CES, BP 4202, 76723 Rouen, France (12 autres adresses) (G)
- ACCRATADUR : Ateno Libertario, Apdo 3141 - 50080 - Zaragoza, Espagne, 10 n°, 500 ptas
- APAC-INFO : BP 6 -St Gilles 1, B 1060 Bruxelles, Belgique
- AUT.DEM.NETWORK : 39 Vesta Road, Brockley, London SE4 2 N5, UK
- ANARCHIST BLACK CROSS : c/o 121 Bookshop, 121 Railton Road, London SE 24, UK (1) 40 p
- A CONTRE COURANT : BP 2123, 68060 Mulhouse Cedex, France (A) 50 FF
- L'AFFRANCHI : Case Postale 172, CH 1000 Lausanne 6, Ouchy, Suisse (5) 80 FF
- AGAINST THE CURRENT : 7012 Michigan Avenue, Detroit, MI 48210, Etats-Unis (A) \$ 18.00
- AK DISTRIBUTION (UK) : PO Box 12766, Edinburgh, Scotland EH 8 9 YE
- AK PRESS : PO Box 40682, San Francisco, CA 94140 7350, U S A
- DIE AKTION : Editions Nautilus, Am Brink, 21029

Hamburg, Allemagne

- ALTERNATIVE LIBERATAIRE : BP 177, 75967 Paris Cedex 20, France (A) 70 FF
- ALTERNATIVE PRESS REVIEW : c/o CAL Press, PO Box 1446, Columbia, MO 6 5205-1446 (1) 3.95 \$
- ALL. OPPOSITION NUISANCES : V. Brisset, BP 5, 43380 Lavoûte Chilhac, France
- ANALYSIS : 27 Old Gloucester Street, London WC 1 N 3 XX, Royaume-Uni (A) : £.12.00
- APACHE : BP 232 - 75624 Paris Cedex 13, France
- AUFHEBEN : c/o Prior House, Tilbury Place, Brighton, BN2 2GY, Royaume-Uni

### C

- BALANCE : Apartado 220 10 - 08080 Barcelona, Espagne
- BATTAGLIA COMUNISTA : CP 1753, 20101 Milan, Italie
- BIBLIOTHEQUE DES EMEUTES : BP 295, 75867, Paris Cedex 18, France
- BLACK AUTONOMY : 323 Broadway Avenue East, Box 914, Seattle, Wa 98102 (1) \$ 2.00
- BULLETIN OUVRIER : C.Fletcher 19 rue de l'Alun,

Kepner-Tregoe, une firme de consultants en management qui a interviewé plus de 1 500 travailleurs et managers. Le résultat fut si surprenant que la firme fit une seconde enquête pour vérifier les premières constatations. Selon le président de Kepner-Tregoe, « la réponse, décapante, est surprenante... Les travailleurs n'aiment pas leurs entreprises et un changement social fondamental se développe dans ce pays en matière de relations de travail... Les travailleurs entendent tout le verbiage sur "comment nos gens sont le capital le plus important que nous possédions" et cela les fait vomir ». Dans presque toutes les catégories de l'enquête — de la « satisfaction globale » pour le travail à des opinions sur les nouvelles équipes de travail, une majorité écrasante des travailleurs interviewés rejetaient clairement les vues des managers sur le nouveau « pouvoir délégué de décision », par exemple le langage bien châtié dissimulant une brutale déqualification et une exploitation accrue dans une surexploitation. Si, actuellement, de telles opinions deviennent largement répandues, elle restent encore au niveau du mécontentement individuel et sont encore à prendre le cours d'une expression collective. Mais, comme nous l'avons déjà noté, la frontière entre le désespoir individuel et l'action collective de masse est en vérité bien ténue. La classe ouvrière américaine en particulier a une constante de réactions soudaines après des périodes de calme apparent. Certainement, l'aliénation grandissante sur le lieu de travail est une précondition pour un affrontement futur.

## Le rôle du travail des immigrés

En nombre croissant, les travailleurs descendants d'étrangers, principalement latinos et asiatiques, qui occupent les échelons les plus bas de

la force de travail et qui ont importé avec eux leurs propres méthodes traditionnelles de lutte, sont essentiellement concentrés dans les plus grandes villes des Etats-Unis.

D'une certaine façon, ils sont beaucoup plus militants que les travailleurs américains de souche. Par exemple, nous avons entendu parler d'une grève en 1991 à Los Angeles à American Racing Equipment, où tous les travailleurs en grève étaient d'anciens enseignants d'une région particulièrement pauvre du Mexique qui avaient émigré aux Etats-Unis. Leur grève victorieuse de cinq jours, de toute évidence, découlait des traditions militantes qu'ils avaient acquises au Mexique.

**E**n même temps, il est important de ne pas donner trop d'importance à de tels développements ou bien de caractériser tel ou tel secteur ouvrier comme une « avant-garde ». Comme le notait un lecteur de Los Angeles: « ...avec les militants de "Janitor for Justice" (et ils sont des centaines), leurs leaders utilisent des actions de masse — qui peuvent effectivement être très perturbatrices pour négocier des accords avec les patrons qui paient les travailleurs avec un lance-pierre. Par exemple, leur dernier accord précisait que la plupart des employés d'immeubles (depuis les gardiens aux préposés à l'entretien) verraient leurs salaires passer de 5,25 dollars à 6,80 dollars de l'heure (de 26,25 francs à 34 francs) au cours des prochaines années. Mais les autres employés d'immeubles, qui gagnent déjà 6,80 dollars de l'heure ou plus, verraient leurs salaires virtuellement gelés.

La direction "progressiste" du Local 399 du syndicat SEIU et leurs apologistes "gauchistes" célébrèrent cette situation comme démontrant que "les travailleurs savaient faire des sacrifices en solidarité avec leurs camarades travailleurs". Que dire alors des "sacrifices" consentis par des capitalistes pleins de morgue ? L'extension des remboursements maladie

fut aussi négociée dans cet accord mais il faudrait travailler des heures supplémentaires pour y avoir droit ».

## La marche d'un million de Noirs

Pour comprendre quelques-unes des contradictions de cette marche, on doit d'abord comprendre l'océan de souffrances qui dévaste la communauté noire. Pendant près de vingt ans, conséquence de la désindustrialisation, il règne dans le ghetto une atmosphère de guerre fratricide et nihiliste, une implosion de colère et de frustration combinée à la réussite sociale visible de la minorité grandissante d'une classe moyenne présentée habituellement comme la preuve que l'Amérique a réellement dépassé le racisme : si vous n'en faites pas partie, c'est votre faute et pas celle du système. Il est impossible de faire comprendre la froide violence effarante qui surgit en conséquence de ce désespoir qui tourne en rond. La seule comparaison qui vienne à l'esprit est celle d'une zone de guerre, bien que l'ennemi ne se trouve pas à l'extérieur en face de vous, mais soit la personne qui vit à côté de vous. Par exemple, le nombre de meurtres, à Baltimore seulement, depuis 1970 surpasse celui des victimes de la guerre civile en Irlande du Nord dans la même période. Pour cela, l'appel bien vague à une « réparation » frappa à cor et sensible de la plupart des noirs ordinaires. Mais il est vrai aussi que la plupart des villes américaines, avec d'importantes populations de noirs et de latinos, sont de vraies poudrières potentielles, chacune d'entre elles pouvant exploser séparément, comme à Los Angeles ou comme lors des mini-émeutes qui ont éclaté en 1995 à Paterson dans le New Jersey, à Indianapolis, à Miami et à Lexington (Kentucky) entre autres, sans compter d'autres explosions plus petites et plus localisées. Cela dit, c'est intéressant de voir comment les médias ont contribué à fabriquer la « Marche du

million de noirs ». Six bonnes semaines avant la marche, on pouvait observer que nulle part la moindre infrastructure de base n'existait. Contrairement aux autres manifestations nationales sur un sujet quelconque, qui sont toujours ignorées ou minimisées avant et après leur déroulement, la « Marche du million » reçut une couverture médiatique positive surprenante. Ceci pouvait être dû à deux facteurs. L'un d'eux était que la marche fut considérée comme « non-menaçante » donc promue sans grand risque. L'autre que les médias aiment à exagérer et à faire du sensationnel avec la division raciale grandissante (qui naturellement fut combinée au cirque Simpson) de sorte que la marche pouvait être vue comme un symptôme de l'abîme entre l'Amérique noire et blanche et, dès lors, mis en lumière sous cet angle. Quelles qu'en aient été les intentions, la promotion médiatique eut l'effet — probablement pas intentionnel — de transformer l'événement en un référendum spontané d'orgueil des Noirs, ce qui accrût la participation dans une proportion sans commune mesure avec les efforts réels des organisateurs.

Il est indéniable que les participants pouvaient apparaître appartenir d'une manière disproportionnée à un milieu aisé. Le seul coût du voyage à Washington aurait dû exclure les secteurs les plus pauvres de la population noire. Nous avons vu personnellement un sans-logis de Baltimore appeler les organisateurs locaux de la marche pour demander s'il y aurait des bus gratuits. Il lui fut répondu que s'il avait voulu réellement participer à la marche, il aurait pu mettre de côté l'argent pour ça, puisque la publicité pour la marche avait circulé pendant deux mois. Pas besoin de dire qu'il ne put y aller et certainement bon nombre d'autres pour les mêmes raisons. Le rôle de Louis Farrakhan doit être considéré dans le contexte. Il est vu pour la plupart comme un docteur qui aurait fait le bon diagnostic, mais personne n'est disposé à suivre la ligne qu'il propose

(sente), Pierre m'avait surpris en me disant que, plutôt que de le supprimer, il fallait rendre impossible son accumulation, mais qu'il était plus simple de le garder pour les échanges de la vie courante (au moins, je suppose, dans une « phase de transition » [?]).

Même si ceci est en contradiction avec l'idéologie ultra gauche, il est vrai que les systèmes des bons sont bureaucratiques et que, en Espagne 36, les anarchistes n'ont pas supprimé l'argent, même si sa circulation était limitée... »

### D'un camarade du Canada :

« ... Seules remarques un peu conséquentes, il aurait fallu parler de la "FFGCI" et non de la "FFGC" — pour la rigueur historique et un éventuel futur historien qui se pencherait sur cette période. Aussi : l'UC de Barta de l'Union communiste se différencie non seulement par le titre de son journal, mais par son sigle "UC (IV)" (Note bas de page 6 de l'édition en français).

### D'un camarade de Marseille

« ... Je ne cache pas que j'ai été un peu déçu. Disons plutôt que je suis un peu resté sur ma faim, eu égard au titre choisi... Il est toujours bon que l'itinéraire d'un militant ne soit pas perdu pour ceux qui viennent ensuite et, rien qu'à ce titre, la brochure se justifiait. La première partie aurait donc gagné, à mon sens, à être complétée d'un choix d'articles ou de lettres de Pierre Lanneret pour illustrer ce que l'on apprenait sur sa vie politique dans la partie I.

Par contre, je n'ai guère vu l'intérêt de reprendre un article déjà paru dans les *Cahiers Léon Trotsky*, article qui n'est pas inintéressant mais qu'il suffisait de signaler pour les personnes intéressées, la revue étant toujours disponible et facile à se procurer. D'autant qu'il ne nous donne qu'une présentation rapide de ces internationalistes pendant la seconde guerre mondiale...

Le sujet étant, à mon sens, aussi passionnant qu'ignoré, y compris dans les cercles restreints de

ceux qui pourraient s'y intéresser, il serait utile d'aller plus loin. Par exemple en republiant un choix large et significatif de textes produits par ces militants... » (ce camarade se propose d'aider à faire un tel travail si quelqu'un l'entreprend).

### D'un camarade de Nice :

« ... Malgré deux éléments intéressants : la vie de Pierre et l'inventaire des groupes pendant la guerre, le document est particulièrement décevant. De quoi s'agit-il ? De nous décrire les étapes d'un militant et d'un inventaire. Je le croyais pour ceux qui pourraient être intéressés, les militants actuels et du futur, c'est le "troisième camp" sur le plan idéologique pendant la guerre qu'il nous était intéressant de comprendre. De cela, il n'est pratiquement pas parlé.

Nous avons seulement une description des scissions, des regroupements, des tendances générales ; il en est bien question, mais jamais à fond sur les raisons de nos positions pendant la guerre, de nos motivations, des raisons de notre attitude devant les problèmes théoriques, traditions du "mouvement ouvrier" en France et en Allemagne. Et tout cela depuis la Commune, et surtout de l'anarcho-syndicalisme et du développement du mouvement ouvrier avant la guerre de 14.

Il apparaîtrait que tous les groupes ont agi sans clarification politique, sans raisons politiques. C'est ainsi que m'apparaît le document dans son entier. J'ai eu dans ma famille, très récemment, à expliquer — à leur demande — à mes enfants les raisons de mon attitude pendant la guerre. J'y ai vu la difficulté à faire comprendre notre position, notre expérience, et j'essaie aujourd'hui de mettre mes idées en ordre, particulièrement sur le "défaitisme révolutionnaire", sur les relations entre les différences entre la 1<sup>re</sup> et la 2<sup>e</sup> guerre mondiale, sur la notion de l'URSS et du stalinisme, et des crimes hitlériens. Tout cela dans le cadre d'une difficile contradiction.

A la fin du compte, nous n'avons pas encore réglé le problème de l'anti-fascisme. »





rique et plus générale en quatre parties qui amorcent des réponses à ces questions :

- 1 — Comment le capitalisme a-t-il évolué à travers les tentatives de réforme et l'impact des nouvelles technologies ?
- 2 — Quelles sont les perspectives présentes ?
- 3 — Comment peut se faire le passage à une société communiste ?
- 4 — Quel serait le contenu d'une telle société ?

C'est sur ces points que finalement beaucoup pourrait être dit et que la réflexion pourrait être étendue. Mais cela dépasse le cadre de cette présentation comme cela dépassait peut être également le cadre limité du livre. D'autant plus limité par les considérations préalables sur le « communisme russe ».

C.B.  
décembre 1995

### L'itinéraire d'un militant

*Internationalists in France during The Second World War*

Phoenix Press

*Les Internationalistes du « troisième camp » en France pendant la deuxième guerre mondiale*

Acratie, 80 F

Nous avons présenté l'édition française, petit livre à la publication duquel ont contribué des camarades d'*Echanges*, dans le n° 80 (p 70). Il a été adressé aux abonnés à jour de leur souscription, et est toujours disponible à *Echanges* au prix de 30 F (en librairie, 60 F).

L'édition anglaise vient de paraître, postée dans les mêmes conditions et est aussi disponible au prix de 30 F ou 4 £.

Quelques commentaires sur cette publication :

D'un camarade du Nord :

« ... je n'ai connu Pierre que sur la fin de sa vie ... ce qui est dit dans le texte correspond à ce que j'ai connu de lui. Tout au plus aurais-je pu préciser un côté très pragmatique face aux questions théoriques (ou aux dogmes ?). Ainsi sur la question de l'argent dans une société future (ou plutôt de son ab-

comme remède. En d'autres termes, des milliers de gens vont l'écouter lorsqu'il dénonce le racisme : il est le seul parmi les figures nationales noires à le faire clairement, d'une manière violente et sans ambages. Pourtant bien peu sont disposés à rejoindre la « Nation de l'Islam » ou même à en devenir les sympathisants. La « Nation » reste un groupe minuscule, qui compterait seulement 10 000 à 15 000 membres, selon des estimations. Pour l'instant, son audience est hors de proportion avec les effectifs réellement enrôlés.

DANS les années passées, Farrakhan s'est subtilement déplacé d'une politique de recrutement parmi le lumpen prolétariat noir, qui avait précédemment constitué la base essentielle du NOI (ex prisonniers, etc.) pour se concentrer sur les noirs de la classe moyenne (étudiants et professionnels aux diplômes universitaires). Son rôle prééminent dans la marche est encore un autre exemple de sa façon de s'introduire dans cette couche et de se situer comme un défenseur des intérêts de la petite bourgeoisie noire.

Cela dit, on ne peut dénier que Farrakhan soit un très sinistre personnage réactionnaire dont le rôle, à long terme, peut être celui d'une version américaine de Buthelezi en Afrique du Sud.

Il est surprenant que bien peu d'observateurs, pour ou contre, ne soulignent que Farrakhan reçoit de l'argent du gouvernement. Le NOI obtint des millions de dollars sous forme de contrats pour fournir des services de sécurité dans les projets de construction dans les villes. Étonnant contraste de ce généreux prétendu « soutien neutre » avec le sort que connurent les Panthers, Malcolm X et même Martin Luther King. Ainsi, quelle que soit la position annoncée publiquement, les dirigeants voient clairement ce démagogue comme quelqu'un digne d'être soutenu financièrement. Pas besoin de dire que ce cordon ombilical de dollars sera très utile, dans l'avenir, pour faire jouer à Farrakhan un rôle bien intéressant en

retour à un moment ou à un autre, tout autant qu'à l'aider à se transformer en un diviseur de la masse des noirs. Il n'est pas impossible de voir un jour Farrakhan fournissant les troupes de choc pour briser des émeutes futures dans les villes par exemple.

Quant aux effets à long terme de la Marche du million, il est encore trop tôt pour en parler, même pour dire s'il y en aura. Parce qu'elle a transmis un message plutôt flou, dont n'importe qui peu se prévaloir dans sa propre perspective politique, tout cela reste assez imprécis. Le fait que les orateurs sur le podium comprenaient des noirs occupant des fonctions officielles électives, responsables de coupes claires dans les budgets locaux, de licenciements et de restrictions dans les avantages locaux dans quelques-unes des villes les plus importantes — toutes choses ayant frappé sans commune mesure la classe ouvrière noire et les pauvres — laisse à penser que le conflit de intérêts de classe peut avoir été bien enveloppé pour une journée, celle de la Marche, mais pas spécialement pour une coalition à longue échéance.

Et quel que soit le contenu plein de contrition du message officiel de la Marche du million, il est clair aussi que celle-ci, malgré tout cela, fut peut-être la première protestation implicite et la plus large contre le « Contrat pour l'Amérique » ; ce que les Républicains ont été contraints de reconnaître même alors qu'ils ramaient mal à l'aise en essayant d'y trouver des éléments réconfortants autour de leur propre vision généralisante.

## Conclusions

Ce que suggèrent ces observations partielles, généralement admises, c'est que le vieux cadre institutionnel de l'après-guerre mondiale (la dernière) qui gouvernait le conflit de classe aux États-Unis est régulièrement battu en brèche et émasculé — un processus qui a conduit à ébranler les vieilles allégeances et ne peut que continuer à s'accélérer dans un futur prévisible. Aucune nou-

velle réforme, dans le style de la vieille tradition américaine d'acheter le mécontentement des masses avec des concessions partielles, n'est en vue. Ce qui se profile, c'est la seule possibilité de choisir où doivent se situer les réductions du niveau de vie. Comme les émeutes de Los Angeles l'ont largement démontré, dans leur brutal contraste avec les rébellions urbaines des années soixante, aucun programme contre la pauvreté déversant de l'argent pour éteindre le feu ou autres mesures similaires n'est apparu dans les rues. Ironiquement, ce qui fut autrefois considéré comme des tactiques « ultra gauche » pendant la longue période de prospérité, et confiné alors dans les espérances de groupes minuscules et insignifiants, des tactiques telles que les occupations d'usine, apparaissent maintenant objectivement des mesures très pratiques et très réalistes. De la même façon que, dans la Grande Dépression des années trente, les occupations d'usines surgirent d'un sens commun, comme une réponse au nombre grandissant de chômeurs que le désespoir aurait poussé à accepter de jouer les jaunes pour briser les grèves traditionnelles.

**P**OUR la première fois depuis des décennies, toutes les vieilles solutions réformatrices (confiance dans les leaders, les Démocrates, revendications limitées, etc.) apparaissent des utopies sans espoir. Naturellement, ces solutions réformatrices n'étaient pas l'expression d'une « fausse conscience », mais le résultat de périodes de relative prospérité au cours desquelles il était possible de contraindre les capitalistes à recracher quelque avantage, au moins dans l'immédiat. Mais quels que soient les intentions et les buts, ces tactiques sont aujourd'hui bien mortes. Il n'y a plus de miettes nouvelles à distribuer pour personne, car les conditions objectives existant précédemment pour des réformes, même les plus limitées, ont été balayées. Quand les luttes surgiront, elles pourront être contraintes d'affronter ce fait. Les débâcles récentes

des grèves des ouvriers du pneumatique de Bridgestone/Firestone, puis de Caterpillar, ont pu démontrer, dans l'amertume, l'épuisement de toutes les différentes factions du mouvement ouvrier traditionnel. Et dans cette période de transition de ce qui — nous l'espérons — pourrait signifier les balbutiements d'un nouveau mouvement ouvrier, les leçons devront être apprises et les conclusions tirées dans le cours de la lutte elle-même.

C.P.

5 décembre 1995

« The Million Man March », par Michael Albert, *Z Magazine*, décembre 1995.

« Black America : The Promise of the Million Man March », par Ron Daniels, *Z Magazine*, janvier 1996.

« Million Man March ignored Capitalist Cause of Racism », *The People* 28/10/95

« African-American History and Politics », *Against The Current*, n° 60 jan.-fév. 1996, série d'articles sur le mouvement noir aux Etats-Unis dont « Perspectives de la marche du million d'hommes » et « Le marxisme créatif de C.L.R. James »

Dans *Independent Politics*, n° 12, nov. déc. 1995, plusieurs articles sur la « Million Man March » : « Un énorme rassemblement soulignant le racisme et la suprématie blanche », « Impressions de la rue » et « Un vision de la gauche »

Dans *Street Voice* n° 58, nov. 95 : « Réflexions sur la "Million Man March" »

Sur le massacre des protections sociales : « L'assaut sur la Sécurité Sociale » dans *Z Magazine*, nov 1995

Sur les grèves aux Etats-Unis : voir page 11 la lettre sur la grève des journaux de Détroit - « Staley's Legacy of struggle, Lessons of Defeat » (sur la grève de Staley) et « Detroit Newspaper strike : a bitter winter » (dans *Against The Current*, n° 61 mars avril 1996). Dans *Independent Politics* n° 12, nov. déc. 1995, une interview avec un responsable de « Staley Road Warriors » (les combattants de la rue à Staley) : « Une escarmouche dans la guerre des travailleurs »

« Les travailleurs ont-ils gagné la grève de Boeing? », *The People*, 23/3/96

« Lutte dans les champs de tomate » « Le syndicat United Farm Workers dans les années 90 », sur une lutte des ouvriers agricoles en Californie, *Independent Politics*, n° 10 juillet-août 1995

Un zine pour les amateurs du travail temporaire *Temp slave*, impossible à décrire tant il collectionne des articles aussi brefs que percutants : Kaffo, POB 8284, Madison, WI 53708 - 8284.

pas de périr. En fait, dès sa naissance, l'URSS n'était pas communiste et ne pouvait pas l'être, les conditions matérielles — comme l'enseigne la plus élémentaire analyse marxiste — n'étant nullement réunies dans ce pays économiquement arriéré et semi-féodal.

**L**A réalité, écrit C. Bitot, c'est « que le communisme n'est ni mort ni tenté. Ce qui en Europe de l'Est semblait en 1991 être en réalité une forme de capitalisme d'Etat. Ceux qui persistent à penser que les changements qui s'y déroulent maintenant marquent le triomphe du capitalisme ne voient pas plus loin que le bout de leur nez ». Ce qu'il faut, ajoute-t-il, c'est regarder attentivement tous les problèmes qu'affrontent les économies de l'Ouest, analyser tous les phénomènes de crise que l'on peut observer partout : là-bas le démontage du Welfare State, ici la baisse continue du niveau de vie, pour comprendre que le capital n'a aucune raison de se présenter comme victorieux ».

On peut comprendre pourquoi l'auteur centre une partie de son ouvrage sur la naissance du bolchevisme et son développement. Mais cela déséquilibre quelque peu sa recherche. Car le véritable thème auquel il se consacre, en réalité, n'est pas

tant de démythifier le « communisme soviétique » mais de répondre aux questions que pose la crise globale du monde capitaliste et dont l'effondrement de l'URSS n'est qu'un aspect. Cette question, c'est : quelles sont les perspectives d'une société dans laquelle les relations de production sont basées sur l'exploitation du travail salarié et dans laquelle l'accumulation du capital est le moteur du développement.

Au début de la première partie, Claude Bitot résume les positions et analyses de Marx et Engels qui montrent clairement ce qu'ils entendaient par communisme (une chose fort éloignée de la réalité russe caractérisée par les leaders bolchevistes). De ce point, l'ouvrage pourrait aller directement à la seconde partie, « Perspectives », les développements historiques fonctionnant d'une certaine manière comme une introduction à cette seconde partie, plus conséquente à notre avis et plus en prise sur les problèmes qui, quels que soient les défiles divers sur la « fin du communisme », sont d'une manière ou d'une autre au centre des préoccupations presque quotidiennes de chacun : quel est le devenir de ce que nous vivons, avec en arrière-plan une autre question : que peuvent faire les exploités en regard de ce devenir?

Claude Bitot divise cette approche plus théo-



Ce qui n'est pas encore commencé ne peut pas mourir

*Le communisme n'a pas encore commencé*

par Claude Bitot  
Spartacus, 130 F

EN suivant les mêmes développements, avec les mêmes arguments que ceux exposés dans *Le communisme n'a pas encore commencé*, on pourrait dire que le communisme n'a montré nulle part le plus petit signe d'un début. Ce sont des questions maintes fois débattues, souvent évoquées par le biais d'autres articles. La disparition et du capitalisme d'Etat russe dans sa forme soviétique (ou plutôt sa transformation en une autre forme de capitalisme) a fait tomber définitivement pour le plus grand nombre le masque d'un prétendu « communisme » qui dissimulait bien mal une société d'exploitation du travail.

Il y avait effectivement beaucoup à dire sur le véritable caractère du régime russe: dans une première partie, le livre retrace, en un bilan historique, quelle fut l'évolution du capital dans les cent cinquante dernières années, remplaçant ainsi en perspective la Révolution Russe et ses conséquences pour le mouvement ouvrier, notamment européen. Même si l'on peut faire des réserves sur certains points, le mérite de cette première partie est précisément de considérer toute une période historique et non plus une fraction, comme si le monde était né en 1917. Sou-

haitons que beaucoup suivent cette voie, maintenant que masques et barrières idéologiques ne s'opposent plus à ce que ces connaissances et analyses soient limitées à un seul cercle d'initiés. Il ne s'agit plus en effet non seulement d'aller au-delà du stalinisme, non seulement au-delà du bolchevisme et du léninisme, mais aussi d'un ensemble de pratiques et de concepts qui furent au cœur de la social-démocratie sous toutes les formes qu'elle put prendre.

Dans l'introduction, l'auteur remet les pendules à l'heure pour tous ceux qui, de tous bords, de toute la gamme de l'éventail politique et quelles que furent ou soient encore leurs intentions, assimilaient le régime soviétique au « communisme » et

proclament maintenant la « fin du communisme » en rapport avec ce qui s'est passé en Europe de l'Est au cours de la décennie écoulée. Pour eux-ci, le communisme serait né — en tant que réalisation concrète — en 1917, et serait mort en 1991, au moment où l'URSS avait cessé d'exister. L'auteur écrit: « Toutefois, une question se pose: l'ex-URSS avait-elle démontré qu'elle était communiste, c'est-à-dire

— si un tel mot a un sens — sans classe, sans Etat, sans salariat, réalisant à la place une communauté humaine où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous ? Le fait qu'en son sein régnait l'exploitation, l'oppression, la corruption, les privilèges et une multitude d'autres aliénations montre qu'il n'en était rien. Cette mort annoncée du communisme ne repose donc sur rien: ce qui n'existe pas ne mérite

**Son véritable sujet n'est pas tant de démythifier le « communisme soviétique » mais de répondre aux questions que pose la crise globale du monde capitaliste et dont l'effondrement de l'URSS n'est qu'un aspect**

## Un an de grève dans deux journaux de Detroit

*En juillet 1995, 2 000 travailleurs appartenant à six syndicats différents se sont mis en grève contre les deux principaux journaux de Detroit, Free Press et Journal. Aujourd'hui — mai 1996 —, la grève en est au même point. Les syndicats ont lancé un boycott des journaux, qui a rencontré un succès remarquable. Et ils publient un hebdomadaire alternatif*

LA nuit dernière à Baltimore, deux travailleurs en grève des journaux de Detroit sont venus parler dans ce qui fut un meeting — peu suivi — de soutien à leur grève. J'étais impliqué dans le comité d'organisation de ce meeting. Comme cette lettre va toucher plusieurs personnes hors des Etats-Unis, je veux brièvement rappeler quelques faits concernant cette grève qui est présentement la lutte la plus significative aux Etats-Unis.

En juillet 1995, 2 000 travailleurs appartenant à six syndicats différents se sont mis en grève contre les deux principaux journaux de Detroit - *Free Press* et *Journal* - qui, loin d'être concurrents, se sont retrouvés dans un JOA (Joint Operating Agreement - Accord pour des opérations conjointes), un accord en vertu duquel les deux journaux coopèrent de diverses façons, la plus significative étant une édition du dimanche commune. Deux énormes trusts nationaux des médias sont propriétaires des deux journaux - Knight, Ridder et Gannet -, ce dernier publiant *USA Today*.

Outre le fait que ces deux journaux exigeaient de leur personnel des concessions draconiennes (travail partiel, salaire au mérite, réduction des prestations maladies), les dites concessions s'ajoutaient à ce qui avait déjà été concédé lors de la signature du dernier contrat en 1989 (un gréviste nous a dit que sa paie annuelle avait alors diminué de 10 000 dollars (50 000 F) par an. On doit ajouter que Detroit est encore une des villes des Etats-Unis

où la syndicalisation est la plus forte. Cette attaque sur les syndicats était une provocation ouverte et un signe certain de la confiance croissante des patrons dans le climat social actuel. De plus, la direction des journaux avait amené 2 000 gros bras d'une boîte de sécurité, Vance Security, pour « contrôler » la grève; un retour un siècle en arrière à l'ère de Pinkerton (1) et un signe éclatant de la manière dont les relations de travail reviennent régulièrement à des méthodes du passé.

AU cours de l'été 1995, et jusqu'au début de l'automne, plusieurs milliers de manifestants tentèrent avec des piquets de masse de s'opposer à la sortie des journaux. Il furent attaqués par la police, des douzaines de travailleurs furent sérieusement malmenés mais, au moins une fois, les journaux du dimanche furent évacués hors de l'imprimerie assiégée par hélicoptère. Pierres et bouteilles volaient sur les flics qui répliquaient à coup de grenades lacrymogènes et arrêtèrent pas mal de manifestants. Lors d'une tentative de faire sortir les journaux, six camions foncèrent à travers l'une des portes de l'imprimerie évitant de peu d'écraser plusieurs grévistes. Lors d'une manifestation, un camion de journaux fut mystérieusement renversé et incendié alors que les caméras de TV filmaient la scène: cet incendie était l'oeuvre des séides de la firme Vance Security, un élément parmi d'autres d'une campagne de désinformation destinée à donner l'im-

pression que les grévistes pratiquaient la violence. La police du district enquête auprès de Vance pour établir le rôle de cette firme dans cet incendie criminel.

Les journaux eurent recours aux tribunaux et obtinrent rapidement une injonction limitant les effectifs des piquets, ce qui eut l'effet de stopper immédiatement les manifestations. Comme un gréviste le soulignait, les tribunaux mettent les bouchées doubles quand il s'agit d'interdire mais sont incroyablement lents lorsqu'il s'agit d'un procès ordinaire. Le National Labor Relations Board (NLRB - Conseil national des relations sociales) est un organisme fédéral gouvernemental qui a pour mission d'instruire et d'arbitrer les conflits du travail, y compris les pratiques patronales abusives. C'est bien connu de toutes les directions de firmes, qui ne font que jurer qu'elles feront appel de toute décision du NLRB qui leur serait défavorable, « jusqu'à ce que chaque gréviste soit mort ».

Aujourd'hui — mai 1996 —, la grève en est au même point. Les syndicats ont lancé un boycott des journaux, qui a rencontré un succès remarquable :



Les grévistes ont commencé à publier un journal alternatif dans le but de briser le black-out des médias; aujourd'hui (mai 1996), cet hebdomadaire diffuse à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires dans la région de Detroit.

les ventes ont chuté par dizaines de mille, les principaux annonceurs se sont retirés et il est clair que les journaux perdent constamment de l'argent. Mais comme les propriétaires en sont de grandes firmes nationales qui peuvent se permettre de perdre des millions de dollars en travaillant à perte, le boycott, bien qu'effectif, n'a pas les conséquences qu'il pourrait atteindre.

Les grévistes, de leur côté, ont commencé à publier un journal du dimanche alternatif dans le but de briser le black-out quasi total des médias; en mai 1996, cet hebdomadaire diffuse à plusieurs centaines de mille d'exemplaires dans la région de Detroit.

UNE anecdote amusante sur le boycott des annonceurs : quand les grévistes démarchèrent la firme « 7-11 » (2) en la priant de ne pas assurer la diffusion des journaux, « 7-11 » rapidement retira les journaux de la distribution sans discuter. Cela surprit les grévistes jusqu'à ce qu'ils apprennent, quelques mois plus tard, en prenant la parole à un meeting à New York, que durant la grève des journaux de 1987, plusieurs boîtes de « 7-11 » avaient été mystérieusement vandalisées (vitrines brisées, certaines incendiées). Signe évident que les dirigeants se tiennent au courant de tels faits.

Les syndicats ont aussi imprimé un panneau en lettres blanches et rouges vif à piquer dans les pelouses, devant des maisons (3), soulignant « Ici, pas de Journal ni de Free Press »; on peut voir ce panneau devant les maisons de plus de 100 000 personnes. Mais on peut voir aussi, à ce sujet, combien vicelards sont les propriétaires de journaux qui ont promis, en douce, de verser 10 dollars (50 F) pour chaque panneau qui leur serait remis. Les panneaux ont commencé à disparaître mystérieusement chaque nuit (probablement les flics de Vance); souvent, on a pu constater des traces de pneus

Ken Loach, en cinéaste qui mène le public à l'événement, a respecté la réalité. Où est le « crime »? Nous croyions savoir que les anarchistes étaient pour l'indépendance de l'art révolutionnaire... : qui eurent les mains libres pour le persécuter avec vilénie et barbarie.

La sympathie du réalisateur pour le POUM est nette et elle ne pouvait pas ne pas limiter la portée du film. Nonobstant, ce que Ken Loach a fait est énorme. Celui-ci, une fois de plus, nous a prouvé que le Septième Art peut devenir une redoutable arme de prise de conscience pour l'homme en renouvelant et enrichissant sa conception de l'univers. A l'heure où les « médias » annoncent tous azimuts l'impossibilité historique du socialisme (communisme), *Land and Freedom* avive, par son souffle généreux, l'espoir d'une pleine libération de l'humanité.

LES dizaines de milliers de paysans pauvres et d'ouvriers espagnols qui, à plusieurs reprises, donnèrent la mesure de leur radicalité — mais aussi de leur immaturité politique — ne sont pas tombés en vain les armes à la main. Car leur défaite dans l'honneur de l'ultime lutte de Barcelone généra les éléments de l'unité de classe, de la formation d'organismes de lutte classistes, conditions de la victoire de la révolution mondiale. Les victimes tombées en mai 1937 appartiennent au prolétariat, et uniquement à lui. La CNT, qui collabora au sauvetage de l'Etat bourgeois et géra les affaires du capitalisme syndical, ne peut les revendiquer. Nous en profitons pour recommander à nos amis lecteurs la réédition chez « Spartacus », en 1979, de textes parus dans les temps dans *l'Internationale* organe de l'Union communiste, animée par notre regretté camarade Chazé. Et nous déplorons l'absence de traduction du livre *Jalones de derrota, promesa de victoria*, de Munis, sur

les barricades de Mai 37 avec ses camarades du groupe des Bolchéviks-Léninistes. Ses idées sont actuellement défendues par le groupe l'Esclave Salarie dont le n°2 de la revue, paraissant simultanément en espagnol et en français, contient une bonne présentation de *Tierra y Libertad* (voir p. 37).

R.C.,  
novembre 1995



P. S. — Au moment même de la sortie de *Land and Freedom* sur les écrans français, le public « germanopratin » cultivé était invité au centre Georges-Pompidou à une rétrospective du cinéma lettriste de Maurice Lemaître (rien à voir avec Frédéric Lemaître, le grand acteur shakespearien), images griffées (!), cinéma anti-images (!!). Fait suite à ce cinéma celui de Guy Debord, autre opération de négation et de destruction : écran noir sur fond de salle noire. Or, un cinéma sans cinématographie est une chose qui n'existe absolument pas. Qu'en tire le spectateur? N'ayant rien de substantiel à dire, le situationnisme, courant extrême de la petite-bourgeoisie enragée, croit faire de la dialectique, hégélo-marxiste, qui plus est, avec une série d'antonomases.

R.C.

POUM l'organe politique du prolétariat. Une fois la fine fleur du prolétariat massacrée, la contre-révolution put donner libre cours à sa barbarie. L'historiographie officielle a fait des Brigades Internationales le paradigme de l'organisation au service d'un peuple en lutte. Tout cela est faux !

Par le biais de l'armée républicaine et des Brigades Internationales — ces dernières créées par le Comintern stalinisé —, l'URSS s'opposait en Espagne au renforcement de l'Allemagne nazie. La « GPU », dirigée par les Russes Orlov et Ovsenko, l'Italien Togliatti, le Hongrois Geröc — pour ne citer que les principaux satrapes — fonctionnait comme une toute puissante Inquisition, infiltrée dans tout l'appareil d'Etat sous Largo Caballero et Negrin.

**C** est que nous donne à voir le film, c'est aussi la mise au pas de la milice « poumiste », composée essentiellement d'Allemands et d'Anglais, où règne une forte solidarité. Elle est liquidée par les mitrailleuses pour son refus de la militarisation. Les « Brigades Internationales » sont souillées du sang de dizaines de victimes du stalinisme. La répression déchaînée frappa de plein fouet les organisations du POUM, amalgamé au fascisme et accusé par les Negrin et consorts d'être en cheville avec les franquistes.

Après l'écrasement du dernier sursaut d'indépendance de classe des ouvriers, les staliniens ont les mains libres pour « nettoyer » et réduire tout le monde au silence.

Tomberent sous leurs coups H. Freund, Xoff, K. Landau, A. Martínez, A. Nin, E. Wolff, dans le

N.B. Le « GPU » avait installé ses quartiers généraux à Barcelone, sous la direction d'E. Gerö, celui-là même qui, secrétaire général du Parti communiste hongrois, fera tirer le 21 octobre 1956 sur les manifestants de Budapest.

A. Ovsenko était le « héros » de la prise du Palais d'Hiver, en novembre 1917, à Pétrograd. Il compte parmi les premiers partisans de L. Trotsky.

camp marxiste, F. Barbieri et C. Berneri, chez les anarchistes, tous torturés.

Cinéaste de grand talent, comme il y en a peu, Ken Loach regarde les événements de cette Espagne martyrisée avec les yeux de George Orwell. C'est le livre, *La Catalogne libre* qu'il a ainsi porté à l'écran.

Aujourd'hui en Espagne, *Tierra y Libertad* a fait découvrir à la jeune génération l'œuvre sinistre du parti communiste espagnol, bourreau du prolétariat pour la défense du capital national. Il a provoqué la colère de Santiago Carillo. On comprend pourquoi. Ne fut-il pas le grand responsable de massives exécutions sans jugement à la « Cartel Model » ?

En France, les trotskystes de la « Ligue Communiste révolutionnaire » (LCR) ont rendu au film un vibrant hommage dans leur presse et ont, de plus, organisé une projection-débat dans une salle parisienne.

Mais voilà : en même temps, la LCR se rapprochait à grande vitesse du parti de R. Hue, soutenait les candidats PCF dans diverses élections cantonales, et aujourd'hui, l'entrisme de ces honteux épigones est un fait avéré. Ils ont rejoint ce parti qui, à propos des barricades de Barcelone, écrivait dans *l'Humanité* sous la plume de Gabriel Péri : « Putsch fasciste ! » et demandait, comme la *Pravda*, l'« extermination des éléments anarcho-syndicalistes et trotskystes ».

**E**n France aussi les anarchistes en ont été fort mécontents, s'estimant lésés dans la reconnaissance de leurs mérites au service du capital.

Ceux du groupe « FA » (Fédération anarchiste) de Perpignan en ont profité pour cracher leur venin sur le POUM que les chefs anarchistes Federica Montseny et Garcia Oliver avaient réussi à isoler, faisant ainsi le jeu des staliniens : de toute évidence, ils auraient voulu que Ken Loach fasse un film pour la CNT, pas pour le POUM.

sur la pelouse, ce qui est bien la marque d'un coup de main... Pour en apporter la preuve, un membre du syndicat a fixé une alarme secrète à son panneau, quand il fut piqué, l'alarme a sonné et il put prendre le voleur la main dans le sac : c'était un jaune du journal qui avait dans son van une demi-douzaine de panneaux semblables votés ailleurs. Tout aussi mystérieusement, on ne trouve pratiquement plus dans toute la zone de Detroit de boîtes à journaux (2) en fonctionnement — pour quelque étrange raison.

Les dirigeants nationaux de l'AFL-CIO ont proclamé que gagner la grève de Detroit était une priorité. Malgré cette rhétorique, il est clair qu'ils n'en ont nullement apporté la preuve. Bien qu'ils aient avancé de l'argent pour permettre le démarrage du journal des grévistes et envoyé quelques hauts bureaucrates à Detroit, ce que le syndicat considère comme une priorité est de récolter des votes pour Clinton en novembre — une tâche à laquelle l'organisation syndicale a consacré, pour mettre son action en conformité avec la parole de ses dirigeants, 36 millions de dollars (180 millions de francs). Ils ont décidé pour juillet 1996 une Marche nationale à Detroit (ce qu'un gréviste appelle dans sa naïve confusion un « jour de grève nationale »). Il y a encore d'énormes illusions ou espoirs parmi les grévistes sur l'AFL-CIO et le nouveau leadership de Sweeney (4), bien que quelques critiques aient pu s'exprimer en sourdine.

**L'**expérience de la grève a eu clairement un effet de radicalisation. Un des orateurs lors du meeting, un *teamster* gréviste, a raconté comment il pouvait vivre à Sterling Heights, un faubourg blanc de Detroit, probablement un de ces secteurs où les travailleurs blancs ont déménagé pour échapper à la violence du centre de la ville, côtoyant la police locale qu'il retrouvait parmi les supporters de l'équipe locale junior de base-ball. C'est à Sterling Heights que se trouve la principale imprimerie des journaux de Detroit, et ce fut là que se tinrent, l'été 1995, les piquets de masse les

plus militants. Maintenant, il a dû se battre avec les mêmes flics dans les rues quand ils se ruaient sur les piquets, engoncés dans leurs survêtements de cuir et leurs casques, frappant tout le monde à droite et à gauche. Cela n'était pas prévu dans le « rêve américain ». C'était quelque chose que l'on pensait réservé aux ghettos noirs, pas aux banlieues des travailleurs blancs, là où toujours chacun « respectait les règles ».

Mais, comme la grève des journaux de Detroit le démontre amplement, il n'y a plus aujourd'hui de zone de sécurité aux Etats-Unis. Tout est bon à récupérer et personne n'est à l'abri du massacre actuel sur les salaires et les conditions de travail.

C.P.

2 mai 1996

PS : lors de l'organisation de ce meeting, j'ai tenté d'y intéresser les syndicats locaux pour qu'ils viennent et fassent quelque chose. Et — c'est bien significatif, à la fois de l'érosion de la solidarité de base et de l'incertitude totale des appareils syndicaux traditionnels (y compris les gauchistes et les « progressistes » profondément enterrés dans ces structures bureaucratiques) — il n'y a eu pratiquement pas une réponse. Un signe évident de l'épuisement du mouvement ouvrier traditionnel...

(1) Dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, une agence privée, Pinkerton National Detective Agency, fournissait sur demande aux patrons des contingents de gardes armés chargés de briser les grèves par la force. Il en résultait, dans beaucoup de conflits, de véritables batailles rangées avec tués et blessés de chaque côté.

(2) Aux Etats-Unis, chaque journal est souvent déposé dans de petites boîtes dans la rue avec un côté vitré qu'il suffit de soulever pour prendre le journal en déposant le prix correspondant, ce dont se charge la firme « 7-11 ».

(3) A Detroit, comme dans beaucoup de villes américaines, hors du centre — « downtown » —, les maisons sont séparées de la rue par un espace, souvent une pelouse.

(4) Sur le changement de direction de l'AFL-CIO, voir : « AFL-CIO. Under Sweeney No Gain for Workers : le changement de direction à la tête du syndicat américain ne changera pratiquement rien pour les luttes » (*The People*, 9 décembre 1995)

• Sur cette grève de Detroit : « Labor Today : Showdown in Motown » (*Z Magazine*, janvier 1996).

## Lettre de Seattle

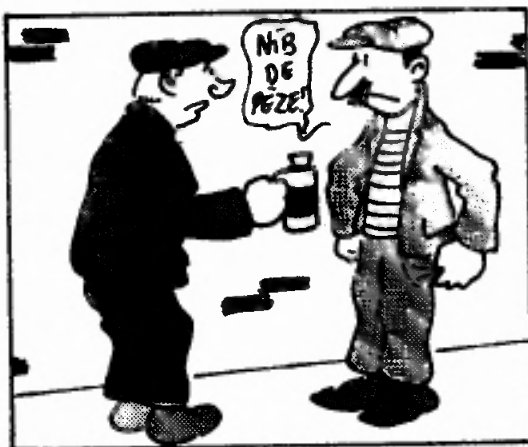
*La pauvreté s'accroît, et même dans les secteurs qui sont encore syndicalisés, les salaires ne suivent pas le coût de la vie*

« **L**ES conditions de vie aux Etats-Unis sont plutôt pauvres pour la plupart des gens, je l'ai dit maintes fois... Et malheureusement, cela semble de pire en pire, alors que les élites ne font même plus semblant d'éprouver un intérêt quelconque pour le maintien de la paix sociale par un minimum de services sociaux. La pauvreté s'accroît et tous les emplois dans les services sociaux sont sévèrement restreints. Même dans les secteurs qui sont encore syndicalisés, comme les travailleurs sociaux du secteur public et les enseignants, les salaires ne suivent pas le coût de la vie et souvent même sont réduits en termes réels. De plus en plus d'emplois sont convertis en emplois à temps partiel ou temporaires, qui ne comportent aucune garantie maladie ou autres avantages, même alors que ceux qui travaillent à côté d'eux à plein temps dans la même firme faisant le même travail reçoivent encore de tels avantages. Souvent il en résulte que des groupes d'ouvriers de différentes ethnies ou d'un certain milieu racial, tout autant qu'hommes et femmes, se considèrent comme des rivaux ou des adversaires dans la lutte pour la survie. Dans l'école où R. a travaillé, tous les enseignants sont représentés par le syndicat, mais les remplaçants, qui doivent avoir les mêmes qualifications que les enseignants titulaires, n'ont aucun système de santé ou autres avantages tels que retraite, etc. Les écoles paient seulement ces avantages divers pour les titulaires. De plus, le syndicat qui négocie le contrat représente un certain nombre de catégories d'emplois dont certains sont plus sûrs que d'autres. Dans cette classification d'emplois, quelques enseignants ont pratiquement la garantie d'emploi renou-

velée chaque année, alors que d'autres peuvent être licenciés à la fin de l'année scolaire, quelle que soit la durée de leurs services dans l'école considérée. Et quelques enseignants n'ont même pas un contrat leur garantissant l'emploi jusqu'à la fin de l'année scolaire de sorte qu'ils peuvent être embauchés à un tarif réduit; et le syndicat ne bouge pas, par crainte de perdre sa représentativité dans le marchandage concernant les mieux payés.

### *Les écoles publiques sous le feu de la droite bigote*

En outre, le système des écoles publiques est sous le feu de la droite, particulièrement la droite bigote. Comme les nantis ont émigré vers les banlieues, les écoles du centre des villes ne perçoivent plus leur part dans les taxes locales (impôt foncier et taxe d'habitation) qui constituent 70 % des ressources des écoles publiques dans l'Etat de Washington. Comme toutes les dépenses du gouvernement



*La pauvreté s'accroît et tous les emplois dans les services sociaux sont sévèrement restreints.*



*La République réprima à tour de bras : écrasement de la grève des cheminots au moment des élections d'avril 1933, des soulèvements de paysans à Arnedo et Casas Viejas (province de Cadix) où les « braceros » se levèrent au cri de « Viva la Anarcia ». Et surtout, en octobre 34, massacre des mineurs dans les Asturies. Ce que donne à voir le film Tierra y Libertad, c'est aussi la mise au pas, en 1937, de la milice « poumiste », liquidée par les mitrailleuses.*

A plusieurs reprises, nous entendons lancer des vivats à la République, preuve de la force de broyage des consciences par l'engrenage antifasciste.

« **V**IVE la République ! » ?... pourtant, celle-ci s'était montrée sous son jour réactionnaire et anti-ouvrier. A l'abdication d'Alphonse XIII, en juillet 1931, ce sont des jours de liesse et d'espérance. Vint la République qui réprima à tour de bras : écrasement de la grève des cheminots au moment des élections d'avril 1933, des soulèvements de paysans à Arnedo et Casas Viejas (province de Cadix) où les « braceros » se levèrent au cri de « Viva la Anarcia ». Et surtout, en octobre 1934, massacre des mineurs dans les Asturies où, grâce au front prolétarien à la base, « Unio Hermanos Proletarios » (UHP), les ouvriers tirent en échec durant plusieurs semaines les forces répressives lancées contre eux. Tard venu à maturité, le capitalisme espagnol fut amené à asseoir sa domination dans une période où le capitalisme est entré dans une crise générale de sénescence qui se fit sur un prolétariat non domestiqué. Parce qu'il entraîne les exploités dans le gouffre d'une guerre étrangère à leurs véritables inté-

rêts, l'« antifascisme est le pire produit du fascisme » (A. Bordiga). Leur sang généreux ne coule plus pour leur affranchissement des chaînes du capital. Sans la négation prolétarienne de l'antifascisme, formule d'étouffement des poussées prolétariennes, la lutte pour le socialisme devient impossible.

Le film met en relief la forte volonté d'émancipation des masses espagnoles. Les images sont aussi très éloquentes sur leur état d'exaltation antifasciste, que le « Frente Popular » fit naître et entretint pour les tenir éloignées de la révolution. Et ce gouvernement comprit quatre ministres anarchistes qui acceptèrent les portefeuilles ministériels sans consulter la base de la CNT. Un plénum entérina la décision des « chefs » anarchistes. Désormais, pour eux les travailleurs et « braceros » devaient aller au front.

**D**URANT les « Journées de mai 37 », la CNT appela ses adhérents à abandonner les barricades pour reprendre le travail dans « l'ordre ». Après ce dernier épisode héroïque, elle exclut de ses rangs les « Amigos de Durruti ». Ainsi, les masses espagnoles paupérisées furent trahies par la CNT, dupées par la direction du POUM. Fondateur du POUM, A. Nin, pris au piège du pouvoir bourgeois, ne sut pas faire du

loin majoritaires dans la population. Les centres prolétariens n'étaient pas nombreux ; l'industrie espagnole est celle de l'extraction minière, d'autre part l'industrie légère. Incontestablement, l'Espagne est l'un des pays les plus arriérés de l'Europe.

Le particularisme s'y manifeste avec une exceptionnelle vigueur par les tendances centrifuges des provinces. Armée et clergé sont puissants. Faute de place, nous ne pouvons pas récapituler toutes les insurrections, toutes les jacqueries, toutes les grèves générales qu'a connues l'Espagne. Nous voici en 1936. La poussée révolutionnaire, initiée avec la magnifique riposte spontanée du 19 juillet au pronunciamiento franquiste du « Movimiento », fut de courte durée.

**A**u début d'octobre, le gouvernement de la « Generalitat de Catalunya », présidé par le dirigeant du parti Esquerra », Luis Companys, l'ami de la CNT/FAI, dissolvait les Comités de milices antifascistes pour les transformer, avec l'aide de la CNT, en organes d'activation de la production.

A la guerre civile des premières semaines succéda une guerre nationaliste entre les deux fractions de la bourgeoisie espagnole : la fasciste et la démocratique. La doctrine anti-étatique de l'anarchisme espagnol fit faillite, faute d'avoir pris à bras le corps la question primordiale du pouvoir politique. Ses organisations capitulèrent, pour collaborer à l'Etat bourgeois. Elles trahirent le prolétariat en lui enjoignant de ne plus se manifester sur son terrain de classe, par quelques luttes revendica-

tives que ce soient. Au nom de l'« unité » antifasciste, en mai 1937, elles s'opposèrent aux barricades de Barcelone et à la tentative de grève générale insurrectionnelle.

Le film est consacré au POUM. Né de la fusion réalisée en 1935 entre le « Bloc ouvrier-paysan » de Maurin et Gorkin et la « Gauche communiste » d'Andrade et Nin, il veut défendre des positions marxistes dans les problèmes posés par la situation. Ceux qui allaient le constituer avaient été à la tête des Alliances ouvrières dans les Asturies rouges, en octobre 1934. Qui — rappelons-le —

furent « nettoyées » à coups de bombes et de balles par la République espagnole. Rappelons aussi que, considérant ne pouvoir se mêler à des mouvements politiques, la CNT avait donné ordre à ses militants de ne pas participer à l'insurrection.

Par degrés successifs, le POUM évolua sur des positions centristes. Son leader, Andres Nin, participa en tant que « Conseiller à la Justice » (en fait, ministre) au gouvernement de la Generalitat. Au lieu d'entraîner le prolétariat vers sa

pleine indépendance de classe, le POUM le poussa à soutenir le « Frente Popular », essayant pour cela la dure critique de Leon Trotsky. Cependant, une partie de la base du POUM resta convaincue de la nécessité de détruire l'Etat bourgeois de Companys pour réaliser une révolution totale.

De même, la « Juventud Comunista Iberica », rattachée organiquement au POUM, appela inlassablement à la formation de « Soviets ». Cette avant-garde politique du prolétariat venait de la ceinture industrielle de Barcelone, Gerona et Taragona.

**Le film met en relief la forte volonté d'émancipation des masses espagnoles. Les images sont aussi très éloquentes sur leur état d'exaltation antifasciste, que le « Frente Popular » fit naître et entretint pour les tenir éloignées de la révolution**

pour l'éducation ont été réduites, les écoles dans le centre des villes où vont les enfants des plus pauvres ou des familles à revenu modeste sont celles qui sont le plus durement touchées. La droite bigote essaie aussi de prendre le contrôle de beaucoup de conseils d'administration d'écoles publiques locales et d'y introduire une censure sociale et politique. De toute cette situation découle une pression croissante et une inquiétude chez beaucoup d'enseignants, même dans une ville « libérale » (une sorte de sociale-démocratie) comme Seattle.

Dans un article de 1992, « Derrière la scène de la politique présidentielle », qui est toujours d'actualité, on trouve une vue très valable, par Douglas D. Noble (1), sur la relation entre les besoins du capital et leur traduction dans les politiques du gouvernement concernant les conditions sociales et les services sociaux comme par exemple l'enseignement public.

### **Divisions ethniques et raciales : de la Yougoslavie aux États-Unis**

Nous trouvons que ce que vous avez écrit sur l'ex-Yougoslavie est bien venu et correct. Pourtant, nous sommes intéressés par des informations plus spécifiques sur la manière dont des gens ont été encouragés ou manipulés pour qu'ils en viennent à se battre entre eux à partir de divisions construites politiquement. Nous ressentons fortement le fait que de telles divisions ethniques et raciales ainsi construites sont utilisées régulièrement aux États-Unis et il est important pour nous de comprendre quel processus est utilisé pour séparer des voisins. Nous pensons que le mythe officiel que ces animosités sont anciennes et inévitables est très dangereux pour nous tous. Mais nous savons que dire cela n'est pas suffisant. Cela doit être appuyé de plus d'informations.

Un article de mai 1994, « La politique de l'identité », par Manning Marable (1), traite de ce problème des tensions ethniques et raciales. Malheureusement, ces tensions sont importantes en ce qu'elles fa-

çonnent la réalité de la classe ouvrière américaine et influencent les possibilités d'une insurrection sociale ici même.

Un autre article de *The Nation* (1995), « Le boom des prisons » (1), est très significatif et reflète bien et vérifie ce que Marable discute dans l'article précédemment cité. C'est également essentiel pour la compréhension de la réalité ouvrière de prendre en considération de secteur carcéral en expansion. Dans la critique du livre *Trade Unions against Terror Guatemala City ; 1954-1985*, par Deborah Levenson Estrada, on trouve des informations sur les conditions de travail dans cet hémisphère et quelques références sur les luttes ouvrières ailleurs. Une autre critique concerne le livre *If you poison us. Uranium and Native Americans*, par Peter H. Eichstaedt. L'ouvrage et la critique contiennent beaucoup d'informations sur les conditions incroyables de vie et de travail des *natives* américains et les dangers auxquels l'industrie nucléaire a exposé ceux qui vivent sur ce continent. Revue et livre concernent aussi la question des divisions et de la brutalité des divisions raciales et ethniques dans ce qui est appelé ici le « racisme environnemental ».

Nous suivons et trouvons un encouragement dans les activités de quelques jeunes libertaires de gauche dans la ville. Quelques-uns sont impliqués dans une station de radio universitaire locale, d'autres dans le mouvement pour le soutien à la lutte des sans-logis, d'autres encore dans un restaurant géré collectivement, The Black Cat Cafe en référence au symbole de grève des IWW.

(15 septembre 1995)

(1) Les articles cités dans cette lettre dont les photocopies sont disponibles à *Echanges* :

« Behind the Scenes of Presidential Politics. "Let Them Eat Skills" » (Douglas D. Noble) ; « The politics of Identity (When Fritz Hollings of South Carolina described African diplomats as "cannibals", the Senate said nothing : Why the double standard on hatred ?) » ; « The Prison Boom : Making the Path (Trade Unionists against Terror - Guatemala City, 1954-1985) » ; « Bury My Heart at Los Alamos (If you poison us : Uranium and Native Americans) ».

● **Collective Action Notes** : Nous avons déjà signalé cette publication américaine reliée à *Echanges* qui contient, outre une chronologie des luttes dans le monde avec traductions réciprocques de « Dans le Monde une classe en Lutte », des articles notamment sur les conditions de travail et de vie aux Etats-Unis (certains de ces textes traduits dans des numéros précédents d'*Echanges* et dans celui-ci. Les numéros récemment parus 5, 6, 7 et 8 peuvent être obtenus soit directement POB 22982, BALTO, MD 21203, Etats-Unis soit, à défaut, à *Echanges*)

● La coalition chrétienne, le parti républicain et l'extrême droite, le nouveau dynamisme de la droite (*Against the Current*, n° 58, septembre-octobre 95)

● Sur la lutte de classe aux Etats-Unis : Le rallye du 25 juin à Decatur, La classe ouvrière Industrielle aujourd'hui (pourquoi elle compte encore) (*Against The Current*, n° 58, septembre/octobre 95)

● Les nouveaux étudiants activistes - Les milices et les théories de la conspiration -

Les nouvelles formes de l'Etat impérial (en anglais dans *Z Magazine*, n° 9, septembre 95)

● Offensive anti-prolétarienne aux Etats-Unis (*Le Prolétaire* n° 431, mai-juin 95)

● Critique du livre *Midnight Oil* dans *Capital and Class*

● La grève de Caterpillar dans *People's Weekly*

● Le déclin des Etats-Unis - *Problèmes économiques* n° 2419

● La grève de Soo Line (*In Defence of Marxism*, octobre 94)

● Le mouvement ouvrier aux Etats-Unis (*In These Times*, 20/3/95)

● La grève des journaux de Detroit (*The People*, 9/9/95)

● **L'éthique des « hackers » met l'accent sur l'information libre** (d'un article du *Los Angeles Time*) : Un congrès des « hackers » s'est tenu à New York dans lequel les participants ont échangé leurs expériences dans l'entrée dans les codes de sécurité et autres activités illégales dans le monde des ordinateurs. L'article rattache ces activités à un grand mépris des bureaucraties et à une lutte pour faire que « toute informallon

puisse être libre et accessible à tous »

● **La production « Just in time » pourrait bien être une relique du passé** (*Baltimore Sun* 19/8/94) : Les stockages des compagnies regorgent de matières premières et de produits finis à cause de fluctuations sauvages des prix de beaucoup de marchandises de base sur le marché mondial. Il devient ainsi très dommageable économiquement d'acheter ces marchandises selon les principes de « just in time production ». Le résultat est que les firmes abandonnent maintenant cette politique, une vulnérabilité qui n'avait pas été prévue au départ.

● **Les usines japonaises en Amérique du Nord** (*Critical Sociology*, vol 20, n° 1, 1994) : cet article examine l'expérience des transplantations japonaises aux Etats-Unis et conclut qu'en dépit de tout les coups de clairon sur les techniques supérieures de production, des problèmes sérieux ont surgi chaque fois que le style japonais de gestion a été mis en pratique. L'article cite les résistances ouvrières comme

## “LAND AND FREEDOM”

### UN FILM DE VÉRITÉ SOCIALE

*Le film de l'anglais Ken Loach (en espagnol, Tierra y Libertad) est un des premiers films à rendre compte de la guerre d'Espagne, et peut-être le premier qui, cherche à montrer le véritable rôle du parti communiste. Sa lecture des événements, forcément interprétative, suscite justement la polémique (1).*

**L**and and Freedom n'est pas, heureusement, passé inaperçu. C'est un film différent des productions habituelles parce qu'il a pour lui la rare qualité de faire un cinéma de vérité sociale, ce qui donne à réfléchir sur comment transformer la vie. Cette fois, c'est plus que ce documentaire terrible qu'est *Tierra sin pan. Los Hurdos*, de Luis Bunuel (1932), qui tourne ensuite *l'Espagne en armes* (1937).

Comme le russe Poudovkine, Ken Loach a travaillé avec des « non-acteurs ».

Quand le film est sorti sur les écrans, le cinéma avait exactement un siècle d'histoire jalonnée de grands films « réalistes ». Celui-là en est un.

Ce sont précisément les plus grands maîtres du cinéma qui, dans leurs créations, peuvent approcher la réalité à la toucher d'aussi près que possible. Avec courage, Ken Loach a remué le passé, s'attaquant à un problème social et historique : l'Espagne des années 1936/1937.

Dave, un chômeur de Liverpool, membre du PC de son pays, partit en 1936 se battre en Espagne pour remplir ce qu'il croyait être un devoir de solidarité internationaliste. Quelque éloquent émissaire du « Frente Popular » était venu expliquer au cours d'un meeting qu'il fallait barrer la route à Franco : « No pasaran ! ». Enrôlé dans une milice du POUM, il se retrouva sur le front d'Aragon, tenu

par les « poumistes » et les anarchistes de la « Colonne Durruti ».

Bien des années plus tard, à sa mort, Kim, sa petite fille, ouvre une vieille valise et y découvre, pêle-mêle, sa correspondance, des photos prises en Espagne, des coupures du « Daily Workers », journal stalinien anglais. Le flash back est amorcé, et commence le beau film *Land and Freedom*, honnête et forte reconstitution des événements espagnols de cette époque.

**P**OUR ceux qui voient le film, il semblerait que l'Espagne ait connu un véritable bouleversement des rapports sociaux. Ne voit-on pas un curé félon passé par les armes par les miliciens du POUM, ne voit-on pas une paysanne du village libérée des franchistes pousser à la roue pour la collectivisation des terres, scène pivot du film ?

Ce n'est pas notre avis. Il n'entre pas dans notre propos de faire une leçon d'histoire de la période considérée : elle est suffisamment connue de nos lecteurs. Néanmoins, nous soulignons plusieurs points.

En Espagne peu industrialisée, la paysannerie faisait problème, petits paysans et « braceros » de

(Voir *Echanges* n° 80, page 16, et dans ce numéro, page 37)



du capital, et ce capital, sous quelque forme qu'il se présente, c'est bien de la richesse.

» A partir du moment où cette richesse ne dépend que de moins en moins de la quantité de travail, il est inutile de tout ramener à la plus-value marxiste.

» Pourquoi cet acharnement à vouloir sauver des bouts d'économies de Marx en en laissant tomber d'autres, subrepticement, alors qu'ils forment un tout (loi d'airain des salaires, paupérisation absolue). Page 44, 2<sup>e</sup> colonne, il est fait référence, sans rire, aux "tables de la loi du marxisme".

» 4 — La productivité n'est pas en baisse, mais en hausse, et ce malgré le coût du capital fixe en augmentation, et il me semble qu'il y a un contresens sur ce que j'ai dit en parlant d'intensité d'utilisation du capital fixe : cela produit bel et bien du travail de nuit... mais pas sous la forme de "l'esclavage" du XIX<sup>e</sup> siècle. Plus les gens travailleront la nuit, moins ils feront d'heures ! comme c'est déjà un peu le cas partout (3).

» Je ne supporterais pas l'idée de l'accroissement de l'exploitation parce que je ferais disparaître le travail vivant. Je fais pourtant remarquer que le travail salarié est bien plutôt généralisé que supprimé, mais je dis aussi qu'il y a inessentialisation de la force de travail et cela ne produit pas une contradiction de la société du capital au sens où elle ne produirait plus de plus-value, mais parce qu'elle détruit la valeur (sans jeu de mot) qui est au centre de son développement : le travail (sous-entendu : le travail qui transforme le monde et non pas le travail en soi : quand on ne fait plus travailler les flics, comme c'est le cas maintenant, leur situation se dégrade, c'est bien connu, on n'accroît pas l'exploitation ! Pourquoi maintient-on les nombreuses caisseries de super-marchés, alors que les moyens de les supprimer existent : pour maintenir l'exploitation, pour extraire la plus-value ? Non, c'est pour le moment une volonté de l'Etat, des dirigeants, afin de sauvegarder les rapports sociaux (4).

» 5 — Que le capitalisme ne réalise pas le communisme, c'est sûr, mais qu'il n'ait pas réalisé toute une partie des tâches dévolues à la transition, c'est beaucoup moins sûr.

» 6 — Je ne suis pas rancunier et je pense toujours qu'*Echanges* est une bonne revue, très utile, mais dont l'utilité n'est pas identique à celle de *TC*. Je pense plutôt qu'elles sont complémentaires. Cela ne n'empêchera pas toutefois de formuler une dernière remarque, à nouveau sur la méthode. La critique de G. B. m'a au moins permis de me rendre compte de la complexité de ces questions et surtout de la difficulté qu'il y a à en débattre, des manques de la théorie critique. Elle m'a aussi permis de préciser un peu ma position (qui n'est d'ailleurs pas définitive : je n'ai pas Ricardo et Marx derrière moi pour être sûr de mon coup !).

» Mais qu'a-t-elle permis à G.B. ? de répéter les tables de la loi marxiste, comme il le dit sans humour ? de les agrémenter d'exemples actuels pour rendre plus digérable l'invariance de la théorie ? » Réellement, je ne crois pas que ce soit la bonne méthode pour y voir plus clair et faire qu'on s'isasse mieux ce qui se passe.

J. W.

30 janvier 1996

(2) C'est pour cela aussi que le problème de la valorisation en dehors du travail ou sans le travail se pose au niveau du capital global et de la reproduction d'ensemble de la société du capital, et non au niveau des capitaux particuliers. Ceux-ci subissent les exigences de la reproduction, les taux d'intérêt, les lois du marché et il leur devient plus simple de plaquer que de produire.

(3) Il n'y a pratiquement que les néo-classiques (... et quelques marxistes) pour utiliser les notions de productivité du capital et du travail comme deux choses distinctes. Là-dessus cf. les travaux de Zariffa et ma remarque à ce propos dans le n° 6-7 de *TC*.

(4) De même, une simulation américaine estime à près de 40 % du total les licenciements possibles dans l'industrie américaine, sans incidence notable sur la productivité d'ensemble.

» Pourquoi alors ne le font-ils pas ?

un des facteurs, allant des tentatives de créer des sections syndicales à des formes plus cachées de résistance quotidienne, telles que le refus de participer aux équipes organisées par la direction pour « relever le moral » et des sabotages de

la production. Il est cité un article écrit par un étudiant travaillant sur la chaîne qui put ainsi observer directement ces résistances et les décrire (Laurie Graham « Inside Japanese Transplant ; a critical perspective Work and occupation »)

• **Totalitarianism, US - style and the need for a revolutionary new beginning** (Totalitarisme, style US et la nécessité d'un nouveau départ révolutionnaire). Est-ce que l'idée de liberté peut aujourd'hui remobiliser les mouvements de masse ?

## Crime, capitalisme et Amérique noire

Résumé de l'article de C. Stone Brown reproduit dans *Z Magazine* - octobre 1995

LES Etats-Unis ont plus d'un million et demi de citoyens en prison (ce chiffre a doublé en dix ans, le taux le plus élevé du monde). « L'industrie de la prison » (construction et gestion des prisons par des firmes privées) a été encouragée par des exemptions d'impôts et divers avantages. Elles prolifèrent avec des perspectives de profit telles, que le propriétaire d'une de ces firmes a pu déclarer : « Le crime paie. Je déteste dire ça, mais c'est une bonne affaire ».

Les Etats-Unis comptent déjà des prisons privées pour « 50.000 lits » (on compte comme pour les hôtels) et on prévoit que la tendance va s'amplifier. Le Corrections Corporation of America (CCA), fondé en 1983 par un universitaire diplômé de West Harvard Business School, est devenue une valeur sûre de Wall Street : les cours varient en fonction des statistiques du FBI et du Département de la Justice et c'est une multinationale qui gère 21 prisons aux Etats-Unis, Australie et dans le Royaume Uni.

American Express et General Electric, en mal de diversification, ont investi des millions de dollars dans des prisons privées de l'Oklahoma et du Tennessee. Le « condamné » est devenu ainsi une marchandise recherchée et l'intérêt n'est

plus dans sa « réinsertion » dans la vie civile mais dans sa « réinsertion » future dans le système pénitentiaire (ce qui se produit souvent déjà mais qui devient ici un investissement. Peu importe alors que ces prisons privées privilégient, encore plus que les prisons « ordinaires » la force et que les conditions défient toute comparaison. L'intérêt aussi, et non des moindres, c'est que la marchandise prisonnier peut être rentabilisée car elle présente une force de travail qui peut être directement exploitée ou « sous-traitée » à des firmes. Cela existe aussi dans les prisons « normales » mais lorsque la rentabilité devient la loi, cela prend un tout autre caractère et une tout autre dimension. On a dépassé les « petits boulots » pour passer au stade industriel, de l'électronique à la confection, de la métallurgie à la fabrication des saucisses.

Avec, en principe, toute garantie de paix sociale ; on voit même maintenant des prisons d'un Etat « acheter » des prisonniers d'autres Etats pour rentabiliser les installations. Des contrats sont ainsi passés entre des Etats pour vendre « leurs » prisonniers à des prisons sises dans d'autres Etats. Le propriétaire d'un centre de détention du Texas peut ainsi observer : « C'est une sorte d'usine, dans un sens ». Le Texas a trouvé là une mine et « embauche » 155 000 prisonniers du Texas et d'ailleurs.

(News and Letters, août - septembre 95) copie à Echanges

• Nous avons souvent parlé de *Street Voice* (*Shop ste*

• Des discussions en vue de la fusion des trois « grands » syndicats UAW (automobile, USW (sidérurgie) et IAM (métallurgie) (Est-ce que trois pygmées peuvent faire un géant ?) avec la constatation que les « syndicats ignorent la lutte de classe » (*The People*, 16/8/95) ce que complète un autre article dans ce même numéro, « La trahison de la classe laisse l'AFL-CIO en pleine déconfiture » ; pourtant l'analyse n'est pas poussée bien loin puisque la conclusion pose que « on a besoin d'un véritable syndicat ». Plus d'un siècle de tentatives de bâtir « un véritable mouvement syndical » ont pourtant montré et démontré qu'aucune structure permanente de lutte dans le système capitaliste ne peut échapper aux lois du système qui n'assignent d'autre fonction au syndicat que celle que les « puristes du syndicalisme » reprochent aux fédérations en place et qui inexorablement s'inclinent pour pervertir les meilleures bonnes volontés.

*wards for the underclass*) bulletin paraissant régulièrement à Baltimore et donnant la parole à tous ceux qui n'ont habituellement aucun moyen d'expression. Impossible de donner un aperçu des brèves mais nombreuses informations de base de ceux qui galèrent dans l'exclusion ou qui peuvent leur être réellement utiles. (En anglais. on peut en envoyer quelques exemplaires récents aux intéressés.)

• *Labor Notes* paraît chaque mois et donne, d'un point de vue syndicaliste essayant de réformer et « démocratiser » les bureaucraties syndicales; des informations sur les luttes de base et les tentatives d'apporter quelque clarté sur les dédales des appareils syndicaux et leur attitude dans les luttes.

• US Elections : une poussée à droite, amis qui a donné le coup de pouce ? article de *Class Struggle*, novembre-décembre 94 (copie à Echanges)

• « Reinforcing Racism with the War on Drugs » Holly Sklar (*Z Magazine* -décembre 1995)

• « Le capital financier et industriel dans la présente crise: Politique des USA: le déclin » dans *Against The Current* n° 57, juillet/août 95

• « Countdown to Gernage-

don ! » « Est-ce que les scientifiques américains ont relâchés des germes dangereux ? », par Keith Hammond ; article de *The Nose*, ACME Publishing, 60 Federal St, Suite 502, San Francisco, Cal 94107 (copie à Echanges)

#### SUR LES BLACK PANTHERS

• *Bad. The autobiography of James Carr* (Pelagian Press, BCM Signpost, London WC1N 3XX, £ 5.95). Ce n'est pas un texte théorique mais l'histoire d'une vie et d'un combat. C'est une des nombreuses histoires d'une même période de quelques-uns radicalisés par leur expérience carcérale. Carr n'est nullement intimidé pour parler de sa participation dans des rackets, des viols collectifs et de l'homosexualité brutale avec les autres prisonniers. Mais il a survécu à toute cette violence et est finalement parvenu à comprendre toute cette situation et le monde qui la créait. Lorsqu'il fut relâché, après des années de prison, il rejoignit les Black Panthers, considéré comme un héros, pour découvrir bientôt qu'ils n'étaient pas assez radicaux à son gré. Sa critique des B.P. est d'autant plus valable à cause de sa propre histoire de lutte dans les prisons. Ceux qui se sont radicalisés

## « La valeur sans le travail » : une réponse de Temps critiques

L'article publié dans le n° 80 d'Echanges, p 42 a valu à son auteur la réponse suivante

« JE réponds ici à un article paru dans *Echanges* de juillet-décembre 1995 sur la valeur sans le travail et la revue *Temps critiques* (TC dans le texte).

» D'abord, je m'étonne un peu du ton et de la méthode employés : l'article incriminé est signé de mon nom et non de TC. Nous ne sommes pas plus un groupe politique que ne l'est *Echanges*, une simple lecture attentive de la revue le montre bien.

» De même le ton polémique particulier rappelle *Révolution internationale* dans sa lutte perpétuelle contre les faux conseillistes ou les vrais bordiguistes. Enfin, dans la forme, il y a tellement de citations pour appuyer les accusations ou l'argumentation qu'il n'y a plus guère de texte proprement dit.

» A part cela :

» 1 — L'article dégage ce qu'il pense être des tendances, et par exemple, il ne dit jamais qu'il n'existe plus d'exploitation. Il ne dit pas non plus que le prolétariat a disparu, mais que le prolétariat en tant que classe antagoniste a disparu. De même la lutte de classes au sens de Marx. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a plus de luttes ou de conflictualité, comme le montre bien le mouve-

(1) L'auteur de la critique publiée dans *Echanges* n° 80 a fait une brève réponse. Il y souligne qu'il y a des divergences telles entre les positions ainsi précisées que la poursuite du débat semble sans issue. Il pense que sa propre réponse ne vaut pas la peine d'une publication. Signalons que *Temps Critiques* a publié une plaquette sur les mouvements de novembre-décembre 95, qui peut être obtenue à *Temps Critiques* contre 10 F (chèque ou timbres).

ment de décembre 1995 (cf. aussi la brochure que nous avons publiée). Ces tendances continueront d'ailleurs à être explorées dans la suite que je donne à cet article et qui paraîtra dans le n° 9 de TC, au printemps 1996.

» 2 — Toute la critique que vous faites de mon article est établie sur le fétichisme d'une loi de la valeur, dernier garde-fou d'une orthodoxie de l'économie classique. Si cette loi tombe, tout tombe.

» Un exemple de ce fétichisme est bien donné par la référence à la fameuse, trop fameuse, baisse tendancielle du taux de profit : jusqu'à quand va-t-il baisser, jusqu'où, jusqu'à quand va-t-il être contrecarré ? On ne le saura jamais, car ce n'est pas du domaine de l'argumentation.

» De même, parler de loi de la valeur ne peut se comprendre que si on se réfère au travail productif. Or la distinction n'est pas faite, comme le montre l'exemple des retraites qui est cité. L'allongement de la durée de travail dans le temps ne concerne que les fonctionnaires et assimilés, en grande majorité non productifs. Pour les autres travailleurs du privé, il s'agit d'un allongement de la durée de cotisation et non pas de la durée du travail (on les vire dès cinquante ou cinquante-cinq ans !), ce n'est donc sûrement pas pour en retirer de la plus-value absolue qu'est prise la mesure.

» C'est justement un problème de faux-frais lié au coût général de la reproduction (2).

» 3 — La distinction entre création de richesse et accumulation de plus-value me paraît sans objet pour ce qui nous préoccupe. Le but n'est d'ailleurs pas d'accumuler de la plus-value, mais

Après ce bref rappel, revenons en aux faits actuels, depuis le Krach d'octobre 87 qui a anéanti près de 2000 milliards de dollars, et à sa suite toute une série de dévalorisation financière, la question n'est pas le manque de Kapital productif, mais son excès. Marx disait qu'il :

« n'est donc rien de plus faux que d'attribuer pareille situation à un manque de capital productif. Il y a alors précisément excès de capital productif, soit par rapport à l'échelle normale, mais pour l'instant réduite, de la reproduction, soit par rapport à la paralysie de la consommation. » P 508

Cette paralysie, a aussi sa recette réformiste, qui consiste à dire que pour passer la crise il suffirait de relancer la consommation populaire. Cette "théorie de la sous-consommation" fut à plusieurs reprises l'objet de la critique marxiste. Ce sont d'ailleurs les mêmes qui revendiquent, la suppression de la spéculation et la consommation populaire, critique exclusivement morale du Kapital.

La critique du Kapital ne se réduit pas à la défense de la sphère de production contre la sphère de spéculation, c'est à dire une lutte entre le tome 1 et 2 du Kapital de Marx. le Kapital est mouvement il est un procès d'ensemble, une totalité le tome 3 du Kapital montre ce procès d'ensemble comme une totalité à combattre .

G.B le 15 Mai 1996

1) La crise « mexicaine » s'est que la crise des banques américaines qui détiennent 60 % de la dette du Mexique. Les avoirs sur ce pays représentent 70 % des actions ordinaires de la Bank of America et de la manufacture haover, première et quatrième banques américaines.

2) C'est pourquoi toutes les nations adonnées au mode de production capitaliste sont prises périodiquement du vertige de vouloir faire de l'argent sans l'intermédiaire du « procès de production » (tome du *Capital*, page 63 de l'éd. de Moscou).

Ce sont là en effet toute les illusions engendrées par l'« argent facile » qui affirment que la valeur peut se créer au sein de la sphère de circulation, alors qu'elle ne fait que se réaliser dans cette sphère.

3) Les DTS (droits de tirage spéciaux), créés en 1970, se présentent comme une monnaie supranationale, dont la valeur est constituée par un panier de cinq devises (dollar, mark, franc, yen, livre).

en prison commettent souvent l'erreur de voir le système carcéral comme l'exemple le plus clair de la manière dont le monde fonctionne en général. Carr montre clairement que cela ne se passe pas comme cela. En fait, la prison est la sous-culture la plus importante du capitalisme, une bureaucratie semi-féodale, avec sa propre économie et sa propre culture. Cela conduit les prisonniers radicaux à voir leur combat comme étant le plus important et le résultat est souvent un avant gardisme de type militaire. C'est en cela que Carr jugeait les B.P. « L'idéologie de la guérilla réduit toutes les questions révolutionnaires à des problèmes quantitatifs de force militaire ». Finalement, c'est à la fois suicidaire et futile,

aussi bien dans la prison que hors de la prison. Juste alors qu'il terminait ce livre, Carr fut assassiné dans des circonstances restées mystérieuses. (adapté d'une critique de *Class War* n° 70, dec. 95/Janv. 96)

● « Self Defence with the Black Panther Offence » : deux pages sur l'histoire des Black Panthers, presque trente ans après leur fondation à l'automne 1966, à l'occasion de la production d'un film relatant leur odyssée tragique, dans *Class War* (avril/mai 1996).

Ce journal renvoie aussi à différents livres sur ce sujet: *The Panthers Speak* (Philip S. Foner) ; *Panther* (M. van Pebbles, sur la réalisation du film), *Black Panthers for Beginners* (Herbert Boyd) et aux témoignages directs de

Black Panthers eux-mêmes, Newton, Seale et Cleaver. *Black Autonomy* (avril-mai 95) donne une large critique du livre *FBI Secrets: an Agent's Expose*, par Wesley Swearingen (Southend, Boston), ex agent du FBI qui révèle toutes les activités du FBI pour « neutraliser » les Panthers et une liste d'autres livres sur la guerre sans merci livrée aux USA contre toute révolte organisée. (liste à *Echanges*)

#### CANADA

● « The Plague of Nationalism continues in the Quebec referendum » : sur le nationalisme au Québec dans *Fifth Estate* printemps 96 - « Québec après le référendum » dans *Against The Current* n° 60 Jan.fév. 96

## Mexique

Documents, dans l'attente d'un article global sur le Mexique :

● Le chaos annoncé (A *Contre Courant*, n° 67, octobre 95)

● *Solidarité Chiapas* - juillet 95 (Comité de Solidarité avec les peuples du Chiapas en lutte -33 rue des Vignoles, 75020 Paris) et *Bulletin heb-*

*domadaire du Comité de Solidarité avec les peuples du Chiapas en lutte* (33 rue des Vignoles, 75020 Paris)

● Dans *APAC Info* n° 15 différents documents.

● Les frères de la Côte - Les gros sabots du sous-commandant (copie à *Echanges*) -extraits de déclarations des zapatistes -EZLN- ou de Mar-

cos qui aurait «relégué dans une lointaine préhistoire de l'Imposture, les méthodes marxistes-léninistes» : « Aujourd'hui, on peut commander aux masses sans être une avant-garde (tout simplement en leur obéissant) » ● De l'oppression à la révolte populaire et indienne; repères économiques (*Alter-*

*native Libertaire* n° 32 )

● Solidarité Chiapas dans *Courant Alternatif* n° 51 qui donne également des documents et des adresses

● Le Mexique n'est pas seulement le Chiapas pas plus que la rébellion au Chiapas une affaire mexicaine (*Collective Action Notes* n° 5 )

● Interview de l'économiste mexicain Paco Ignacio Taibell - Le Che, le Chiapas et la littérature (*Alternative Libertaire*, n° 34, juin 95)

● Le melting-pot mexicain et Lettre du sous commandant Marcos (en anglais dans *Z Magazine*, n°9 septembre 95); dans le même numéro : Amérique Latine: la politique de l'assassinat

● Qui paie pour la crise économique au Mexique (en anglais, *News and Letters*, janvier/février 95)

● Maquilladoras après NAFTA (ALENA) (Problèmes économiques n° 2411)

● Avec les indiens du Chiapas (critiques de livres et commentaires) (*Courant Alternatif* n° 48, avril 95)

● Mexique dans *The People* n° 104 28/1/95

● DIE AKTION (édition Nautilus) publiée (en allemand) un numéro spécial très complet entièrement consacré - sous le titre «Land und Freiheit» - au mouvement zapatiste, essentiellement un court commentaire, une

chronologie et de nombreux documents (lettres et déclarations du mouvement et des leaders )

● Quatre pages de «Crachons dans les soupères du post modernisme» d'une attaque sans concessions contre des textes publiés sur le Mexique par les «Editions du Phéromone» (copie à Echanges)

● Sur le mouvement zapatiste, abondance de textes qui dans leur diversité ne permettent guère de voir clair: Rébellion Zapatiste: an 03 dans *Courant Alternatif*, n° 57, mars 96 - «FZLN-FNI: interview avec le commandant Daud» dans *Hika* n° 65, mars 96 - «Entre nous: autour du mouvement zapatiste (Etcetera n° 26 novembre 95) ainsi qu'une correspondance du Mexique - Au delà des passe-montagne du sud-est mexicain (Sylvie Deneuve, Charles Reeve, Paris, août 95) (cet article existe aussi en allemand dans «Der revolutionäre Funke» n° 8) - A propos de la solidarité avec les zapatistes (Marc Geoffroy, Berlin, juin 95) - «Mit Den Augen Hören (Hanna Mittelstaedt) : dix jours au Chiapas (Verlag Peter Engstler, Oberwald-behrungen 13, 97845 Osthelm/Rhön) 10 DM - Les-

sons of the Chiapas uprising dans *Against The Current* n° 60, jan-tév. 96 - Mexico, The Chiapas and the Zapatistas (réimpression d'un texte de camarades grecs en anglais par Subversion - 50 p) - «Révolution en Amérique» dans *Wildcat* n°64-65, mars 95 - «The Consulta Nacional» dans *Z Magazine*, nov 95- Chiapas : révolte et guérilla (L'esclave salarié n°, janvier 95) - «Trouble in Tabasco»: des turbulences politiques frappent les puits de pétrole du Mexique: dans *The People* 23/3/96 - «Rébellion Zapatiste: An 03» dans *Confrontations* n° 32 avril 96 - «Une aventure sociale du bout du monde» dans *Le Coquelicot* n° 3 et 4, brefs aperçus sur l'EZLN - «Femmes en guerre» sur le rôle des femmes dans le mouvement zapatiste dans *Hika*, n°66 avril 1996

## BRÉSIL

● « Le mouvement des paysans sans terre » (*Alternative Libertaire* n° 42, avril 96)

● « Occupation des terres et réforme » et « Travail forcé au Brésil aujourd'hui » dans *Against The Current* n° 59, nov. dec. 96

justification de son réformisme social-démocrate. Selon Bernstein, le crédit facilitait la capacité d'adaptation du capitalisme et le moyen de supprimer les crises. Rosa Luxembourg allait répondre de manière acide à cette vision en démontrant que le crédit est justement un facteur d'aggravation des crises. (voir Réforme sociale ou révolution, petite collection maspero)

Le sieur Kantsky, dans cette histoire ne devait pas rester en reste et il alla quérir chez St Simon la vieille idée de l'exploiteur oisif et de l'exploiteur actif. Tout ceci devait naturellement déboucher sur une proposition qui voulait que le propriétaire "actif" contrairement à l'exploiteur "oisif" ne soit pas exproprié sans contrepartie.

Chaque fois que le Kapital entre violemment en crise, nous voyons réapparaître cette tentative d'opposer le travail au capital, non pas sous l'angle de la lutte des classes, mais sous l'angle de la lutte des productifs contre les oisifs (usuriers et spéculateurs)...

"Cette distinction entre "industrie" et "finance", entre "capital productif" et "capital parasite", est aussi vieille que le capitalisme lui-même. Elle a servi de couverture à une lutte fallacieuse contre le "jeu de l'intérêt" et les spéculateurs irresponsables. Aujourd'hui cette lutte entre cliques capitalistes constitue pour l'essentiel un phénomène dépassé, car la fusion de l'industrie et de la finance est si complète qu'elle exclut toute distinction "morale" entre celle-ci et celle-là. Mais, même auparavant, tous les capitalistes, et pas seulement les financiers, ne voyaient dans la production rien d'autre qu'"un mal nécessaire pour faire de l'argent". Et quand bien même seul le processus de production est générateur de profits, on a toujours "voulu faire de l'argent sans son intermédiaire". (Marx et Keynes, Paul Mattick aux édts Gallimard

L'entreprise la plus spectaculaire de cette opposition, fut montée avec succès par les théoriciens nazis. C'est M Rosenberg théoricien du nazisme qui va s'en prendre à l'or qu'il oppose au sang.

" La grande lutte mondiale entre l'or et le sang, dit-il, avait déjà commencé d'une façon dramatique le 2 août 1914. Le conflit de 1939-1940 en est la continuation gigantesque, mais sur le plan d'une conscience plus élevée."

(Cité dans "la philosophie et les mythes de G Politzer édts soc: p321)

Bien entendu l'or, c'est la finance mondiale usurière les ploutocraties et le sang c'est l'Allemagne.

En période de crise, les réformateurs de ce monde montent toujours au créneau pour nous donner des recettes 'nouvelles' pour sauver la société des mauvais côtés du Kapital. La dichotomie entretenue entre le capital productif ( le bon) et le capital spéculatif des oisifs et rentiers ( le mauvais )fait sa réapparition. C'est toute la gauche, les syndicats, les organisations troskistes et autres qui reviennent à la charge avec cette absurdité.

A l'origine, cette dichotomie fut mentionnée par St Simon qui opposait les oisifs et non oisifs c'est à dire le monde du travail (industriels compris) aux rentiers...celà était positif pour l'époque, comme première délimitation de classe.

"...dans l'esprit de Saint-Simon, l'opposition du tiers-état et des ordres privilégiés prit la forme de l'opposition entre "travailleurs" et "oisifs". Les oisifs, ce n'étaient pas seulement les anciens privilégiés, mais aussi tous ceux qui vivaient de rentes, sans prendre part à la production et au commerce".  
( Engels: Anti-Dühringp 295  
edt sociale)

Pendant au moment où le Kapital émerge avec sa révolution industrielle, la contradiction fondamentale se manifeste entre la bourgeoisie capitaliste et le prolétariat, la dichotomie se transforme en son contraire.

A l'exemple de Mr. Proudhon, nos réformateurs modernes vont chercher le bon et le mauvais côté du Kapital. Le productif devient facteur de progrès, et le spéculatif facteur de destruction, cette contradiction sur le plan politique se manifeste actuellement par l'opposition entre les néo-keynésiens et leur mythe de l'Etat providence et les monétaristes, partisans du libéralisme. Les néo-Keynésiens devraient de manière conséquente s'en prendre au crédit, puisque le crédit comme l'indique Marx (T 3 chap 27) est à la base de la spéculation, ce que Proudhon présentait déjà.

Pour résoudre cette contradiction au sein même du MPC, Proudhon proposait la mise en place d'un système économique "mutualiste", dont la condition première n'était autre que la suppression du capital productif d'intérêt. Sa recette consistait à promouvoir la création d'une banque nationale dont la fonction serait de prêter de l'argent à taux zéro.

Si pour Proudhon, le crédit représente le "diable" pour Bernstein il sera la

## RUSSIE

### Une histoire de fureur significative

*Notes de Moscou  
sur le mouvement ouvrier russe*

**D**EPUIS l'effondrement de l'Union Soviétique, le mouvement ouvrier en Russie a été en plein désarroi, tout comme les autres aspects de la vie de l'ancienne super puissance. Ou peut-être même plus. Pour les travailleurs, après tout, tout a tourné pour en faire les premières victimes de la dévastation économique présente de ce pays.

Le coup le plus dur fut naturellement l'incroyable récession de la production - Plus de la moitié pour la production industrielle. Même en Russie, où les gens ont bien appris à imiter l'eau sous la glace : pour s'écouler sous la pression sans se laisser eux-mêmes compresser, le chômage a grimpé jusqu'à 10-12 millions, c'est à dire jusqu'à 25 % de la population capable de travailler. La plupart des autres travailleurs seulement à temps partiel. Et les rares qui ont encore un travail peuvent à peine joindre les deux bouts : le revenu moyen d'un ouvrier russe, en septembre dernier, était de 222 000 roubles (100 \$ = 500 F - 1 F = 1 000 roubles). Une politique fiscale et financière absurde du gouvernement rend la situation encore pire : dans beaucoup de cas, les usines se trouvent mieux de réduire leur production, même profitable, de manière à obtenir des subsides gouvernementaux.

Désillusion, colère, fureur, tels sont les sentiments dominants des travailleurs dans tout le pays. Et pourtant, les futurs historiens, vraisemblablement, porteront au crédit des dirigeants « démocratiques » modernes de la Russie l'usage ma-

gistré d'une loi étrange de la vie russe : vous ne pouvez pas rendre la vie du peuple russe meilleure sans la rendre pire.

Le prix de l'essence grimpe à Moscou, l'essence est russe et les voitures dans les rues de Moscou sont de plus en plus nombreuses. Il y a souvent des bagarres et aussi des meurtres politiques ; pourtant les gens sont plus calmes et plus gentils que jamais.

En fait, la situation en Russie n'a pas explosé dans des actions radicales - malgré les nuages noirs qui s'accumulent à l'horizon social : au cours des neuf premiers mois de 1994, on a compté presque 400 grèves contre 264 pour toute l'année 1993. La principale revendication dans ces grèves était le retard dans le paiement des salaires.

**L'**explication de la relative passivité des ouvriers (impensable à l'Ouest) n'est pas difficile à trouver. Bien des travailleurs caressent encore un vague (bien trop vague maintenant) espoir dans des réformes. Beaucoup d'entre eux sont bien conscients que ces espoirs sont illusoire ou, de toute façon, bien modestes. Mais l'alternative est encore plus effrayante : celle de voir revenir les bons vieux communistes avec leur cortège de mensonge et de répression, et leur joujou de la « mobilisation de masse ». Non, les gens en Russie n'aiment pas les « communistes ».

Tel est l'arrière-plan du mouvement ouvrier en Russie. En vérité, un bien étrange mouvement.

avec ses syndicats « réformés » poursuivant une politique ambiguë et largement imprécise autour de l'idée de « partenariat social ». Les leaders syndicaux appellent à des grèves et à des « actions de protestation », mais pas au point de « menacer l'économie et la stabilité sociale ». On en tire l'impression qu'ils organisent le mouvement ouvrier presque à contre-cœur.

**P**RENONS pour exemple l'interview récent de Alexandre Solovyov, secrétaire de la Fédération Russe des Syndicats Indépendants, publié dans le journal *Vek* : « Nous maintenons de bonnes relations avec les businessmen, s'empresse de corriger Solovyov, car ils sont contraints d'éviter d'utiliser des travailleurs à cause de la pression du gouvernement. » Le résultat, c'est que les entrepreneurs russes modernes sont encore de « mauvais partenaires » pour les travailleurs.

Ainsi, le gouvernement convient parfaitement à une coopération avec les syndicats, mais s'y montre désespérément mauvais. Les businessmen sont totalement inadaptés à s'engager dans un partenariat, même s'ils semblent pouvoir y réussir. Quelle logique étrange d'une vie si étrange. La conscience ouvrière, paraît-il, ne semble pas même se lever à l'horizon. Et que nous reste-t-il alors ?

Il y a plus d'un siècle, le poète russe Nekrassov écrivait ces lignes :

« Une capitale est pleine de clameurs, les manifestants  
orient.

La guerre des mots est à son paroxysme,  
Mais là, au cœur de la Russie,  
Règne un silence éternel  
Tant de paroles dans ce pays ne sont lancées  
Dans ce pays, c'est sûr, que pour masquer ce noble  
silence.

## La situa

EN DÉPÎT de toutes les prédictions optimistes des experts économiques étrangers et des promesses du gouvernement russe, la situation dans le pays reste critique. Dans les neuf premiers mois de 1995, la production industrielle n'a excédé celle de 1991 que de 47 % (alors que ce taux était de 73 % en 1992, 63 % en 1993, et juste 50 % en 1994). Le déclin de la population a été de 220 000 en 1992, 770 000 en 1993, 890 000 en 1994 et 540 000 pour les neuf premiers mois de 1995 (en 1991, la population s'était accrue de 80 000).

Le pays s'enfonce de plus en plus dans les dettes envers l'étranger. A la fin de 1995, les estimations des instituts d'analyse économique évaluaient cette dette à 130 milliards de dollars (le Brésil en a une de 122 milliards). Le gouvernement avoue 5,7 millions de chômeurs, mais les syndicats officiels estiment que le chiffre réel est de 12 millions, et les experts indépendants pensent qu'il atteint 20 millions.

Au cours des six premiers mois de 1995, la Russie a connu 1 500 grèves (trois fois plus que



La montée des taux entre 1980 et 1993 début de la chute des taux, doit nous permettre de nous situer à l'intérieur même de la crise actuelle du MPC. En effet le taux d'intérêt est déterminé par le taux de profit général et non par les taux spécifiques de profit de branches particulières, il devrait de ce fait être un bon indicateur de l'état réel de l'économie mondiale.

En effet Marx explique : « qu'un niveau peu élevé de l'intérêt correspond aux périodes prospérité et de profit extra; que la hausse de l'intérêt correspond à la transition entre la prospérité et son opposé, et qu'enfin le maximum d'intérêt, jusqu'à l'extrême limite de l'usure, à la crise » (T3 p 376)

Si nous reprenons ce schéma, nous avons effectivement la période de prospérité de l'après seconde guerre mondiale, jusqu'aux années 70, la hausse des taux commence en 80 et trouve son point culminant en 1984.

La chute des taux depuis 92, ne correspondrait plus à une ouverture vers 'la reprise' mais au contraire comme le soulignait déjà Marx à na 'ralentissement des affaires' (T3 p 376) ce qui se confirme avec la stagnation actuelle.

Cependant comme nous venons de le voir, la période des 30 glorieuses avec des taux d'intérêts bas se fait sur la base d'un endettement généralisé et d'une inflation croissante.

De même la hausse des taux (provoquée par les USA) dans le but d'attirer des capitaux chez eux par des placements alléchants, et une inflation moins forte qu'ailleurs et donc un relèvement du cours du dollar.

Les transferts massifs de capitaux vers les USA ont contraint de nombreuses places financières à relever artificiellement leur taux d'intérêts pour enrayer l'afflux de capitaux vers les USA.

A partir de 1985, c'est la grande désillusion. Les USA ne parviennent pas à faire face à la concurrence étrangère, et le dollar commence à chuter alors que l'économie américaine entre en récession provoquant de facto le krach d'octobre 1987.

Indiscutablement c'est le déficit extérieur des USA qui est au centre de la crise boursière au 2ème trimestre 1987.

\*

En 1972, un Comité pour la réforme du SMI (Système Monétaire International) composé du FMI et des Banques centrales est créé, le système de Bretton Woods est remis en cause. Ce comité va se caractériser par sa volonté de substituer les DTS au dollar sous le couvert d'une tentative de faire une place plus importante aux (DTS) Droit de Tirages spéciaux (2), et le souci d'adapter l'évolution des réserves aux besoins des économies.

Cependant fin 1974, la réforme capote et la BRI (Banque des Règlements Internationaux) note " Le dollar a gardé son rôle de réserve principale ", et dans son 45<sup>ème</sup> rapport elle déclare:

"En 1974, le monde industriel est entré dans la récession la plus profonde qu'il ait connu depuis la guerre".

L'inflation dite de croissance était devenue le remède magique permettant de repousser les barrières de l'endettement. Ceci en atténuant justement son poids réel au détriment du capital financier.

Ainsi l'inflation de crédit avalisait celle des prix qui débouchait sur celle de la monnaie. La masse imposante de liquidités engendrée par ce qui à l'époque portait le nom "d'inflation de croissance" et se trouvait dans les banques sous la forme d'épargne sans rémunération, c'est transformée en consommation.

La société de consommation dans la deuxième moitié des années soixante devenait le moteur de la croissance. Le taux de rémunération des placements financiers étant très inférieur au taux d'inflation.

\*\*\*

"L'intérêt ne montre pas le Capital en opposition direct avec le travail, mais au contraire, son rapport avec lui, comme simple rapport d'un capitaliste à l'autre." T 3 p 398

Nous allons maintenant voir comment ce manifeste se rapporte.

### 3°) LA HAUSSE MONDIALE DES TAUX D'INTERET (1970-1980).

Le durcissement généralisé des politiques monétaires à partir de 1979 a conduit les taux d'intérêt à des niveaux exceptionnellement élevés. Depuis 1984 en moyenne à près de 6% en Europe et aux USA soit 5 points de plus de leur niveau des années 70.

## tion économique en Russie

dans la même période de 1994) impliquant 250 000 travailleurs (les autorités n'en avouent que 829).

À l'automne 1995, on n'entendit parler que de grèves sporadiques et des protestations des mineurs. Contre le retard dans le paiement des salaires et des plans de réorganisation de l'industrie. La télévision informa que les mineurs de la mine Promyshlemaya firent grève pendant un mois, se barricadant dans les lieux de travail, mais seulement le 2 novembre, alors que la grève était terminée et que des négociations se déroulaient au sujet de la fermeture de la mine. Du 1<sup>er</sup> au 3 octobre, les travailleurs de vingt mines de Primorye (Extrême-Orient) bloquèrent les livraisons de charbon, car les clients redevaient plus de 260 milliards de roubles (260 millions de francs). Les grèves furent interdites. En novembre, les syndicats des mineurs brandirent la menace d'une grève générale si le gouvernement ne payait pas tous les salaires dus avant le 1<sup>er</sup> décembre.

Le 27 décembre, les mineurs de Vorkuta décidèrent après un meeting d'organiser une

grève générale. Revendication : paiement total des salaires, subventions gouvernementales et diminution des taxes.

Le 31 octobre, à Bryansk, les ouvriers des usines Avto et Arsenal se révoltent alors qu'ils attendent leurs salaires depuis un mois. Les grévistes organisent des piquets et bloquent le trafic : deux ouvriers sont accrochés par des camions, l'un d'eux meurt. Les dirigeants des entreprises déclarent ne pas avoir d'argent, ce qui ne les empêche pas de s'enrichir dans des spéculations. Mais ils doivent consentir des concessions partielles.

Le 27 novembre, les enseignants de la zone d'Arkangelsk commencent une grève générale pour que leurs salaires soient fixés au niveau de ceux de l'industrie.

Les grèves de la faim contre le non-paiement des salaires se multiplient : en août et septembre 1995, les ouvriers du bâtiment de la centrale hydraulique Bureyskaya, les mineurs des mines de Krasnobrodskaya et de Samtschalovskaya, etc.

(automne 1995,  
extrait de A.S. Info

## Textes et documents

• « Le comportement des entreprises russes dans un environnement inflationniste - Bulletin de la Banque de France - 3<sup>e</sup> trimestre 95 (copie à *Echanges*)

### • Pétrole et guerre :

«Les concurrents s'affrontent autour du pétrole qui vaut bien de s'entretuer» : un article de *The People* (28 octobre 1995) décrit le grand jeu du capitalisme, de la diplomatie et de la guerre autour des promesses pétrolières que recèle l'Azerbaïdjan (les premières du monde) et de la construction de pipelines (voir guerre de Tchétchénie, un des itinéraires possibles).

## Lettre d'Odessa

*Lettre d'un camarade hollandais résidant en Russie*

LES contacts avec le soi-disant monde du travail est encore . . . « **L** plus difficile ici qu'à Moscou parce que, jusqu'ici, je ne suis pas en contact avec des gens qui s'y intéressent? Je n'ai pas encore non plus trouvé de publications de ce quartier ou donnant des informations à ce sujet. Ce que j'ai vu de la presse odessaise a, en général, la qualité et le caractère de la presse d'un village ou d'une ville de province. On me dit que, sauf un, tous les journaux d'Odessa sont vendus (au sens figuré) à des tenants du pouvoir. L'exception est dite être très courageuse mais semble plutôt portée vers la politique générale, par exemple, sur l'environnement, sujet qui, d'ailleurs à mon avis, est en ce moment particulièrement crucial que la question de savoir si les travailleurs bougent de leur propre initiative plutôt que de celle de leurs dirigeants ou animateurs syndicaux. La situation économique est présentée comme très grave ici. Odessa serait la championne parmi les villes d'Ukraine en matière de mortalité infantile, parmi les jeunes capables de travailler ou parmi les malades du cancer. A Odessa, il règne une corruption épouvantable. S'y opposer c'est risquer sa vie. Heureusement il y en a qui le font et encore heureusement ils trouvent un soutien parmi des milieux influents (surtout dans les milieux universitaires)

A Donetsk, des informations sur le monde du travail auraient été plus faciles à obtenir, mais, pour commencer, cela aurait été par l'intermédiaire d'anarcho-sindicalistes jeunes très radicaux et très actifs qui croient de plus que le monde ouvrier de la région est mûr pour les idées et méthodes anarcho-sindicalistes. Ne crois pas que je rejette les activités des camarades de Donetsk, j'essaie

même de leur trouver un soutien financier, mais je suis sceptique vis à vis de leur optimisme et de leur sens critique.

Pour l'instant, je me sers des sources que j'avais à Moscou dans la mesure du possible. Malheureusement, le manque de temps et mes faibles connaissances de la langue m'ont empêché de me mettre en rapport avec les gens du SMOT\*. Mais avec leur nouveau bulletin d'informations sociopolitiques (ASPD), les gens de Leftinform sont devenus plus intéressants pour vous bien que les rares éléments libertaires semblent avoir totalement disparus de ce groupe. En kiosque on ne vend pas ici Ekspress Chronika et trop rarement Moskovskie Novosti. Par contre, on vend assez régulièrement l'édition anglaise de ce dernier bulletin. Je n'aime pas trop l'acheter parce que je veux me concentrer sur le russe et, en plus elle ne donne pas tous les textes alors que l'anglais des traductions laisse souvent à désirer. . . D'ailleurs, comme je l'ai déjà écrit, je ne vois pour ainsi dire pas d'informations sur des actions spontanées et, faute de mieux, je me contente de vous passer, pour ainsi dire, tout ce que je trouve. . . »

### RÉSUMÉS ET TRADUCTIONS DE QUELQUES JOURNAUX RUSSES

#### ● EKSPRESS CHRONIKA

(6/1/95)

Congrès ouvrier secret

**D**ONETSK. Le 28 décembre 1994, l'un des dirigeants du comité de grève Nikolai Wolybko fit savoir que le « congrès ouvrier » qui avait eu lieu à Kiev les 24 et 25 décembre 1994 et auquel avaient participé 520 dé-

La dévalorisation dans la sphère de circulation atteste qu'actuellement de l'incapacité du MPC de procéder à sa reproduction élargie (momentanément ou définitivement) c'est là l'énigme. Cette situation se confirme quand il y a généralisation de l'exemple "Du Pont", ci dessous:

"Quand il suffit d'acheter des actions de la " Du Pont" pour faire de l'argent plus vite que la société Du Pont n'a elle-même la possibilité d'en faire en fabriquant du nylon, du dacron et des produits chimiques, l'heure de tirer le signal d'alarme est venue " (New York Times, le 27 mai 1955.).

#### 12') LA POLITIQUE DU CONTROLE DES TAUX.

La politique des T.I (Taux d'intérêt) peu élevés, après la seconde guerre mondiale fut le moyen de doper la croissance. Cette politique d'inspiration Keynésienne et à sa suite l'expérience américaine du (New Deal) qui elle même devait être suivie par le célèbre plan de reconstruction US: Le "PLAN MARSHALL" fut l'oeuvre des banques centrales qui contrôleront les taux d'intérêt, par trois moyens:

-La réglementation des taux débiteurs

-La régulation de l'offre de monnaie

-L'action sur les taux débiteurs.

Avec cet arsenal, les autorités monétaires parvinrent à maintenir des taux relativement bas, durant la période des trente glorieuses dopées par cette politique de crédit pas cher qui devait générer un endettement croissant et empirique de l'économie mondiale.

Après la seconde guerre mondiale, la conférence de Bretton Woods avait pour tâche de remédier aux désordres monétaires et financiers de l'entre-deux guerres qui avaient entraîné une spéculation débridée, la déflation, puis la dépression et la fameuse crise de 1929.

Pour remédier à cette situation, les britanniques présentèrent le plan Keynes et les américains le plan White. C'est ce dernier qui fut retenu et en 1944 le F.M.I. (Fonds Monétaire International) est créé afin de maintenir des taux de change stables pour l'économie internationale. Le FMI est donc l'antidote internationale que les capitalistes ont trouvés pour encadrer les dérèglements catastrophiques du "laisser faire".



La première crise des MFE s'est produite au Mexique fin 94 elle sera caractérisée par M Candessens (Directeur du PMI) de "première crise d'envergure dans le nouveau monde des marchés financiers globalisés", se souvenir aussi des pertes importantes de la Barings ( 910 millions de livres selon le Financial Times).

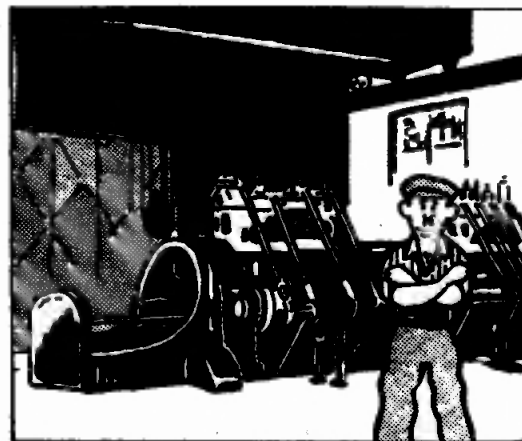
Cette crise va entraîner une défiance vis à vis des MFE.

"Si l'on se situe à présent du point de vue des rendements, on observe, après décembre 1994, un mouvement général de baisse pour la totalité des marchés émergents, en particulier pour les deux zones principales: -15% en Amérique latine et -13% en Asie. Les réactions sont toutefois hétérogènes suivant les pays. En Amérique latine, on observe bien sûr une baisse au Mexique (-24%), mais aussi au Venezuela, en Colombie et au Brésil..."(Lettre économique de la caisse des dépôts et consignations N°76-Mars 96.)

Il faut donc voir dans la "libération financière" et dans la poussée des MFE les prémices d'une dévalorisation internationale massive, c'est-à-dire l'accentuation de l'antagonisme entre la sphère de circulation (celle de la dévalorisation du Kapital) et la sphère de production (celle de la valorisation du Kapital). Cet antagonisme c'est manifesté sous la forme de dévalorisation monétaire en chaîne.

\* Les crises (comme l'indique Marx) réduisent énormément ce Capital-argent fictif ( nous l'avons vu avec la vague de faillites de banques US , par le krach de 87, la dévaluation du franc CFA de 50% en 94, le Krach obligataire américain au début 94, les 900 millions de £ de perte de la Barings, la déroute en chaîne du système financier japonais avec ses 3000 Mds de Prs de créances douteuses, la dévaluation du pesos mexicain de 40% en 1994... ) et , partant le pouvoir de ceux qui le possèdent de prélever de l'argent sur le marché sur la base de ce capital "Chap XXX p519.

Cependant comme l'indique Marx(2), le capitalisme pousse aux crédits internationaux qui eux mêmes sont facteurs de spéculation, par conséquent les banques elles mêmes sont obligées d'orienter leurs activités vers les produits dérivés. La Société générale tire les deux tiers de ses résultats nets de ses activités de marché. Les banques japonaises, qui ne voulaient pas se lancer sur ces terrains y sont allées et sont actuellement dans une situation catastrophique. Pour le moment seule la Bankers Trust new-yorkaise semble se tirer d'affaire, elle se déclare ouvertement "gestionnaire de risque" en 1992, 75% des revenus de cette banque provenaient des produits dérivés.



légues avait été préparé en secret. Selon lui cela témoigne du fait qu'en Ukraine il se produit une consolidation des forces anti réformistes qui préparent tout simplement une « révolution » (ici difficulté de traduction du mot russe perevorot) et ont en fait commencé le sabotage des réformes économiques.

... Les droits de l'homme en 1994, les droits sociaux des travailleurs, les droits des travailleurs se trouvent maintenant sous attaque tant dans les domaines législatif que dans le domaine de l'application des droits. Les expériences du Fonds russo-américain de recherches et d'informations syndicales montrent que les droits des syndicats libres font en fait l'objet de restrictions et qu'ils sont gênés dans l'exercice de leurs activités ; les militants des syndicats libres font souvent l'objet de persécutions tant du côté des directions des entreprises que du côté des pouvoirs centraux et locaux. Quant aux lois en vigueur, les droits des travailleurs furent lésés lors de la transformation des entreprises en sociétés par actions... Des violations massives des droits des salariés de la part des employeurs sont fréquentes quant à plusieurs aspects de l'emploi (embauche et licenciement, conditions de travail et protection contre les accidents, etc.). L'échelle de ces violations est telle que des organisations de protection des

droits doivent s'en occuper.

Le projet de loi sur le travail prévoit l'introduction de contrats de travail (aujourd'hui inexistant) dont une des clauses doit fixer les conditions d'annulation de ces contrats. Cela place les relations individuelles de travail hors du cadre des règles fixées dans les lois sociales. Ce qui fait que le travailleur se trouve seul en face de l'employeur sans protection légale ou syndicale. Aux termes de ce projet de loi, les syndicats n'ont pas le droit de défendre les intérêts des travailleurs dans l'entreprise.

Le projet de loi sur la manière de résoudre les conflits du travail prévoit tant d'étapes dans l'examen des conflits et tant d'interdiction de grève que le seul droit qui reste au travailleur est celui de subir l'arbitraire en silence. De plus, ce projet de loi donne aux employeurs le droit de licouker leur personnel.

Le projet de loi enlève aux syndicats le droit de représenter les intérêts de leurs membres dans les conflits avec les employeurs, ce qui pousse le travailleur à des arrêts de travail spontanés où le compromis est impossible provoquant ainsi des explosions sociales.

La violation des droits des travailleurs de former des syndicats continue. Des comptes en banque des syndicats sont fermés malgré la loi qui stipule que les activités financières des syndicats ne sont pas soumises aux contrôles des organismes d'Etat (celui du comité syndical du dépôt des locomotives « Rybone » dans l'oblast Ryasan et du syndicat « Solidarnost » de Perm).

La direction des entreprises refuse de mener des négociations avec les syndicats sur la conclusion de conventions collectives (usine Pargolov à St Petersburg).

La vie et la santé des militants syndicalistes se trouve souvent menacées. C'est ainsi qu'en juin 1994 fut perpétré un attentat contre A.M. Mi-khaïtchik président du NPG (syndicat indépendant

des mineurs) du puits «Krasni Kouzbass»(Kemerovo) après que le syndicat qu'il dirigeait eût commencé à révéler des manipulations commises par le directeur dans des opérations de «barter». En août 1994, un attentat fut perpétré sur Valérie Finogenov, militant syndical du puits «Berezoskaya» de la Spa «Kouzbassougol». A la veille d'un procès en justice contre le directeur de l'Institut de Physique appliquée de Novossibirsk N.V.dovine, le président du comité syndical fut roué de coups. Le 2 septembre, alors qu'il se rendait à une réunion d'actionnaires, le président du syndicat libre de la Spa « Avtodisel » de Yaroslav fut roué de coups.

Les salaires des travailleurs sont souvent restés impayés à une grande échelle alors que les dirigeants des entreprises permettent à leurs débiteurs de ne pas payer leurs dettes et s'attribuent des salaires de plusieurs millions et font maints voyages à l'étranger sur le compte de l'entreprise.

(Ce dernier article n'est que le résumé d'un texte 6 fois plus long sur les droits bafoués des travailleurs)

#### FINANSOVIE ISVESTIA

(supplément des Izvestia préparé en collaboration avec le journal financier anglais Financial Times) 9/2/95

« Les grèves des mineurs expriment leur déception mais ne résolvent aucun problème »

(Evgeni Wasiltchouk)

**L**E 8 février eut lieu une grève d'avertissement à laquelle prirent part les mineurs de presque tous les comités territoriaux de Rosougolprof et le NPG (respectivement le syndicat russe du charbon et le syndicat indépendant des mineurs) environ 500 000 mineurs. Deux jours auparavant, les mineurs de Vorkouta avaient fait grève une journée. Les mineurs du bassin houiller de Rostov étaient en grève illimitée. La revendication principale: règlement de 2.000 milliards de roubles (2 milliards de francs) dus par l'Etat aux entreprises mi-

nières. De plus, les mineurs reprochent au gouvernement son incapacité chronique à résoudre le problème du non-paiement des salaires et demandent qu'il soit établi un contrôle du déroulement des opérations financières dans l'appareil d'Etat et d'une utilisation efficace des moyens financiers distribués par l'autorité centrale. A part cela, l'industrie houillère a besoin de 10 000 milliards de roubles (10 milliards de F) pour sa reconstruction et sa modernisation et pour la fermeture des puits improductifs.

Jusqu'à maintenant, les revendications des mineurs ont été purement économiques. Cependant les dirigeants de la plupart des unités syndicales de la branche font savoir que, si le gouvernement essaie de gagner du temps et ne satisfait pas les revendications des mineurs d'ici fin février, les mineurs se verront obligés d'annoncer la grève pour l'ensemble de la Russie avec des revendications politiques: démission du gouvernement et du président, élections présidentielles anticipées. L'auteur continue en disant que la situation est très difficile pour le gouvernement, que la situation dans l'industrie de transformation n'est pas meilleure que dans l'industrie minière. Si besoin est, le gouvernement peut trouver 1 000 milliards de roubles (1 milliard de francs) pour éteindre l'incendie aux points les plus chauds mais il ne pourra jamais réunir les 10 000 milliards de roubles (10 milliards de francs) pour la restructuration de l'industrie.

« Quelques aperçus sur la suite du mouvement des mineurs »

(du 6 au 18 mars 95)

**25** FÉVRIER 1995 Le gouvernement promet de débloquer 4 000 milliards de roubles (4 milliards de francs); le président de Rosougolprof maintient la grève et la manifestation du 15 mars à Moscou si les paiements ne sont pas faits.

Vorkuta 6/3/95, 20 mineurs (10 hommes et 10 femmes) en grève de la faim pour le paiement d'un

La dévalorisation ne va pas se limiter au secteur bancaire, entre 1974 et 1982 il y aura d'importantes faillites d'entreprises.

\*

Cette "privatisation" du système monétaire, s'opère sur la base de la crise ouverte de "l'endettement international" des années 80, c'est-à-dire de la crise même du système de crédit international et donc de celle du dollar comme monnaie de réserve. C'est justement cette démultiplication des crédits internationaux après la seconde guerre mondiale réglée par le SMI (FMI et banque mondiale) qui va favoriser la montée en puissance des MFE et ainsi leur donner les moyens de guider les taux de change.

Le recours massif à l'épargne internationale est venu subsumer l'épargne privée insuffisante pour la "mondialisation/globalisation".

La BRI nous donne quelques chiffres révélateurs à ce sujet:

" Les transactions transfrontières des Etats Unis étaient de 3% du PIB en 1970, de 100% en 1990 et de 135% en 1993. Au Royaume-Uni les transactions transfrontières se montaient à 7 fois le PIB de pays en 1990 et à 10 fois en 1993.

Les crédits bancaires internationaux étaient de 500 Mds de \$ en 1974 et de 10 000 Mds de \$ en 1994. Les produits dérivés qui n'existaient guère en 1970 sont estimés maintenant à un montant de 20 000 Mds. De leur côté, les réserves de change officielles ont augmenté, mais beaucoup moins, passant de 150 Mds de \$ en 1974 à 1000 Mds de \$ en 1994. L'accroissement dans les marchés privés est beaucoup plus important que dans les instruments détenus par les banques centrales."

( Rapports du Conseil Economique et Social "Crise de l'économie et crise du système monétaire international" journal officiel N°8 année 96 page 93)

Les MFE, comme nous allons le voir sont des marchés à risques, et même à hauts risques. Par conséquent, le loyer de l'argent est d'autant plus grand, que le risque est important et nous pouvons dire que les MFE soutiennent actuellement l'économie mondiale comme " la corde soutient le pendu ". Si la production industrielle chute, ou stagne, comme c'est le cas actuellement pour les grands pays industrialisés, il y aura impossibilité pour les emprunteurs de rembourser et une dévalorisation devra s'opérer aussi bien dans la sphère de circulation que dans la sphère de production.

## 11°) LES MARCHES FINANCIERS EMERGENTS.

\* L'UNE DES CONDITIONS DE LA PRODUCTION FONDÉE SUR LE CAPITAL EST DONC LA PRODUCTION D'UNE SPHERE SANS CESSE GRANDISSANTE DE LA CIRCULATION, SOIT QU'ELLE S'ÉLARGISSE, SOIT QU'ON Y CREE PLUS DE POINTS D'ÉCHANGE. ( Fondements T 1 P 364 éd. Sociale )

\*\*\*

Depuis le retournement monétariste de 1979/80, (c'est-à-dire la brusque conversion du système de crédit en système monétaire), la structure des flux financiers s'est modifiée dans le sens d'un renforcement du rôle des MFE (Marché Financiers Emergents) au détriment de l'intermédiation bancaire classique.

Le concept de 'Libération financière' fait son apparition au début des années 70, ses promoteurs sont respectivement Mc-Kinnon (1973) et E Shaw (1973) qui pensent que la croissance des pays du Sud passe par cette 'libération'. Pour parler plus directement, disons que nos 'libéraux' espèrent ainsi obtenir au moins les remboursements des intérêts de la dette du tiers monde vis à vis des banques créancières. (1)

A cet effet dès les années 70 un premier essai se met en place en Amérique latine (Argentine, Chili, Uruguay).

Cette nouvelle politique sera approuvée par le FMI et la Banque Mondiale. Elle consiste schématiquement à promouvoir les investissements à risques, mais à forte rémunération que les Banques ne veulent pas prendre.

La libéralisation financière au Chili débuta par la privatisation des banques publiques, et des faillites bancaires en chaîne. Le gouvernement fut donc contraint d'exiger un capital social minimum, tout en informant que la banque centrale ne garantirait en aucune manière les dépôts publics et les faillites.

Les limites de la déréglementation libérale seront vite atteintes quand en 1977 l'une des plus importantes banques du Chili ( Banco Orsono ) passe dans le 'rouge', Le gouvernement est non seulement obligé d'intervenir, mais dès 1981 la surveillance du système bancaire est confiée à une 'super intendance' qui va réintroduire la réglementation bancaire.

arriéré de 4 mois de salaires. Pour l'ensemble des mines l'arriéré est de 1.500 milliards de roubles (1.500 millions de F).

15/3/95 - situation confuse : 12 puits de Vorkouta refusent la grève nationale; ailleurs des puits ont spontanément débrayé. Les deux principaux syndicats ont bien du mal à canaliser le mouvement en raison de la grande méfiance des appareils; des revendications politiques apparaissent.

18/3/95 - Grèves et manifestations reportées, les subsides de l'Etat aux mines ayant été débloqués (ils représentent 40% du revenu des mines, à la fois paiement de livraisons de charbon notamment aux centrales électriques et subventions à une industrie déficitaire mais vitale.

### MOSKAVSKIE NOVOSTI

(5-12/2/95)

« L'épicentre du tremblement de terre se trouve dans les puits de Rostov »

**L**A grève des mineurs dans l'oblast de Rostov commença spontanément le 19 janvier. 120 mineurs de Nowochakhtinsk qui demandent le paiement des arriérés de salaires impayés depuis octobre ont refusé de remonter à la surface à la fin de leur équipe. Le 25 janvier les autres puits cessent aussi de charger le charbon destiné à la centrale thermique de Nowotcherkassk (Rostovenergo). Le gouvernement ne réagit pas et, à partir du 1<sup>er</sup> février, toute la partie russe du Donbass (26 puits, usines d'enrichissement, ateliers de constructions mécaniques, services techniques des mines, en tout plus de 70 000 travailleurs) se trouvaient en grève. La revendication principale: règlement des contributions dues par l'Etat (plus de 240 milliards de roubles - 240 millions de francs) et l'annulation des amendes infligées à des mineurs pour non-paiement de leurs cotisations sociales à l'oblast. Le 2 février, Rostovenergo coupa le courant dans les cités minières et dans les puits. Mais lorsque les réserves de charbon de la centrale commencèrent

à s'épuiser, les revendications des mineurs vis à vis de l'oblast furent satisfaites et alors les puits recommencèrent à livrer du charbon à la centrale, mais juste le strict minimum...

Les problèmes des mineurs de la Fédération de Russie sont partout les mêmes. Cependant, il n'y a pas d'unité d'action entre leurs syndicats. Les mineurs de Rostov se mirent en grève 8 jours avant la date prévue pour une grève dans l'ensemble du pays. De même, les mineurs de Vorkouta démarrèrent deux jours avant...

On peut comprendre l'attitude du gouvernement: il ne met aucun empressement, dans la situation où il se trouve, à soutenir une industrie peu rentable. On comprend aussi les mineurs qui veulent nourrir leurs familles. De plus, ils sont sans perspective en cas de fermeture des mines: dans les villes minières, il n'y a que ça et rien d'autre.

Lors de la grève du 8 février, les mineurs voulaient aussi faire des pétitions pour demander la démission du gouvernement et des élections présidentielles anticipées: « Ils nous disent que la Tchétchénie mange le budget, déclare le vice-président du syndicat de Rosougleprof (syndicat russe du charbon), mais lorsque l'armée commença son invasion, ils n'ont pas demandé l'avis des mineurs. Qu'ils remplissent donc leurs obligations envers nous. »

Si la grève reste sans résultat, 1 000 mineurs de tous les bassins houillers envisagent de monter à Moscou le 27 février pour manifester devant la Maison Blanche. Si alors les pouvoirs refusent de nous écouter, les mines commenceront une grève générale illimitée. Ce serait la troisième vague de grèves depuis 1989

### IZVETSIA

(16/2/95)

Le syndicat du personnel navigant de l'aéroport international de Sheremetyevo 2 (un des aéroports de Moscou) annonce qu'il est prêt à déclencher une grève c'est à dire de stopper tous les départs. La revendication principale des pilotes: la démission

de Vladimir Tikhonov, directeur général d'Aeroflot, la nomination d'un représentant du collectif des travailleurs dans le conseil des directeurs et la participation du syndicat lors des discussions des problèmes touchant le personnel navigant. (d'après *Moscow News* du 14/20 avril, la grève prévue pour le 9 avril devait consister, en raison de l'interdiction légale de la grève pour les pilotes, à se présenter au travail à jeun depuis plus de 6 heures ce qui, d'après le règlement leur interdisait de prendre des commandes d'avion, mais des tractations dans le dos des pilotes fit que le mot d'ordre de grève fut rapporté dans la nuit du 8 avril, simplement sur la promesse d'ouverture de négociations)

### MOSKOVISKIE NOVOSTI

(12-19/2/95)

Articles qui pour une bonne part répètent les informations antérieures.

**L**A livraison de charbon à la centrale de Rostov reprit en partie le 4 février et totalement le 9.

Officiellement l'oblast veut fermer 4 des 26 puits mais personne ne croit qu'un seul sera fermé. Le charbon de ces mines donne 1,5 fois plus de calories à un prix de revient 2 fois plus élevé que celui du Kouzbass mais à cause des frais de transport il reste présentement la source d'énergie la moins chère dans l'oblast. En raison des grèves à répétition, les autorités locales commencent à penser au fuel et au gaz. Si le nouveau gazoduc prévu par le gouvernement est effectivement construit, la centrale de Novotcherkassk ne pourra fonctionner au gaz qu'après la fermeture d'un certain nombre de puits. Cela coûtera au moins aussi cher que le maintien en activité de l'ensemble des puits. Il n'est pas surprenant, dans ces conditions d'apprendre que les dirigeants de l'oblast voudraient bien se débarrasser de la responsabilité concernant le sort des mineurs.

La grève lancée par le syndicat des mines Rostougleprof fut soutenue par son éternel concurrent

le syndicat NPG. Il lui étant difficile de ne pas la soutenir : la grève avait débuté spontanément et avait en grande partie continué toute seule. Cela rappelait un peu les premières vagues de grèves minières des années passées: pas de discours, pas de rassemblement sur les places publiques. Il semblait que les mineurs avaient cessé le travail simplement parce que ce travail n'avait plus de sens: dans certains puits, les salaires étaient plus payés depuis septembre. (La paie d'un mineur de fond est 500 000 roubles mensuels (500 francs), le salaire moyen pour le puits est 300 000 roubles mensuels (300 francs) ; les mineurs empruntent de l'argent à leurs parents en retraite car les pensions sont payées régulièrement. La seule chose qui fut demandée aux deux syndicats fut d'apposer leur signature sur les revendications élaborées par les mineurs, ce qu'ils firent. Cependant, alors que Rostougleprof ne s'adressa qu'au gouvernement, le NPG essaya de prendre langue aussi avec l'employeur direct Rostovougol, lequel, selon le NPG devait aussi tenter d'extorquer de l'argent au pouvoir politique.

Les revendications politiques surgirent spontanément : démission du gouvernement et élections présidentielles anticipées. Dans le puits «Maïskaya», les travailleurs commencèrent à réunir des signatures pour la démission de Yeltsine.

### MOSCOW NEWS

21-27/4/95

*(Cet article dont nous donnons des extraits illustre bien l'incroyable imbroglio économique dans la Russie actuelle et l'ensemble des problèmes aux quels se heurte, non seulement les mineurs, mais l'ensemble des travailleurs; le texte concerne les mineurs du «Territoire Maritime», la côte pacifique autour de Vladivostok)*

**L**ES raisons pour le non-paiement des salaires ont été étudiées par une commission désignée par le gouvernement (avec des « experts compétents » de divers mi-

## CRISES MONÉTAIRES, REFLET DE LA CRISE MONDIALE DU CAPITAL

*Le début de cette étude esy paru dans les numéros 78 et 79 d'Echanges. Nous nous proposons d'y suivre le développement et les manifestations des crises monétaires internationales.*

Après avoir fait dans le numéro 78 de "Echanges" un bref résumé de la crise du dollar et de sa dévaluation inévitable, nous allons expliquer l'émergence de la crise du FMI concurrencé par le FME.

Dans le numéro 79 de Echanges, nous abordons la question cruciale du retournement monétariste mondial de 1979, comme négation de la période Keynésienne du crédit facile. Nous montrons comment le capital fictif va mordre la poussière en Octobre 87, pour enfin démystifier la soit-disante "reprise" qui se traduit aujourd'hui par la stagnation des grands pays industriels et de certains pays émergents.

Aux Etats-Unis, la production industrielle, malgré un à-coup en février, est de nouveau sur le chemin du ralentissement depuis un an.

Au Japon, les dernières estimations pour la production en mars 96, relativise le redressement en cours.

En Allemagne, la production industrielle a chuté de 2,8% au mois de février et la "reprise" se fait toujours attendre.

En France les prévisions de croissance sont revues à la baisse et reposeraient sur la consommation des ménages.

Au Royaume-Uni, la croissance reste faible, en Italie, la production industrielle et l'emploi continuent de reculer, en Espagne nous constatons une hausse de la production industrielle de 0,9% qui est probablement surestimée; En Suède le ralentissement brutal de l'activité industrielle se poursuit, en Finlande elle est en repli depuis le début de l'année seule la Norvège est en croissance.

joue le fait que prendre le pouvoir dans l'Etat au moment où les Etats se disloquent, apparaît comme une charge trop lourde. Peut-être que prendre ce pouvoir sur soi-même, au moment où il y a tant de conflits et de crise, apparaît comme une charge trop lourde. Peut-être le socialisme, qui est l'espoir pour la classe ouvrière, est-il aussi une charge.

» Mais je crois important de bien caractériser ce qui reste du pouvoir purement bourgeois, c'est-à-dire : gérer le capital, le circuit du capital, et non plus tant régler l'ensemble d'une société qui

échapperait pour une grande part au salariat. Tout cet ensemble de statuts équivoque d'agriculteurs, de classes moyennes, de professions libérales, a pour une large part disparu. Il reste le circuit tout pur du capital, géré par quelques capitalistes purs et, surtout, par des Etats dont le rôle dans la distribution et l'usage du capital est énorme.

» Quand on parle des privatisations, on fait croire qu'un certain nombre de réseaux d'Etat redeviendraient privés, mais ce n'est pas exact. La fameuse déréglementation, aux Etats-Unis, est une re-réglementation. On ne supprime pas les réglementations, on passe d'une réglementation à une

autre. C'est très important, ce n'est pas un mouvement apparent, mais ce n'est pas une déréglementation. Le système bancaire américain a été organisé de telle sorte qu'il donne beaucoup d'importance aux Etats. Il a été déréglementé, c'est-à-dire qu'on lui a donné des règles plus universelles, qui le libèrent de la tutelle des Etats, mais qui l'assujettissent beaucoup mieux à l'Etat fédéral.

Comment peut-on penser qu'on privatiserait la poste ? On redistribue certaines fonctions de la poste en les assortissant de contraintes répressives. La déréglementation des lignes aériennes a consisté à les assujettir à un nouveau modèle de distribution des circuits autour d'aéroports très précis. Tout cela dans le contexte de cette société en transition vers une économie mondiale, où chaque règle apparaît à la fois comme un progrès et comme un obstacle pour les étapes ultérieures.

» Le capitalisme, c'est un circuit du capital réglé par des capitalistes et par des Etats capitalistes dont

il n'est pas si facile de s'emparer pour instituer le socialisme, parce que tout ceci est siège de contradictions. La classe ouvrière, encore organisée autour d'Etats, sent bien la solidarité, mais ne la sent que sous une forme encore le plus souvent abstraite et elle n'est pas encore susceptible de trouver la manière d'affronter ses contradictions.

» Donc la transition n'est pas un processus achevé de si tôt, c'est l'émergence de quantité de conflits et de pertes de pouvoir, un processus multiple et contradictoire.

» Mais je voudrais combattre l'idée qu'il ne se passe plus

rien, ou que la classe ouvrière est en voie de disparition et que les institutions qui la réunissaient sont elles-mêmes en train de perdre leur puissance. Tout ceci n'est qu'à demi-vrai. L'autre vérité est énorme et importante : c'est que quelques-uns des problèmes qu'on affrontera dans le socialisme se font jour à travers les difficultés de la classe ouvrière sous le capitalisme étatisé et finissant. »

**Quand on parle des privatisations, on fait croire qu'un certain nombre de réseaux d'Etat redeviendraient privés, mais ce n'est pas exact. La fameuse déréglementation, aux Etats-Unis, est une re-réglementation. On ne supprime pas les réglementations, on passe d'une réglementation à une autre**

mistères). Il est apparu que le non-paiement de la compagnie semi publique des charbonnages (Primorskugol) provient pour 85 % des dettes antérieures d'une autre compagnie semi-publique d'électricité -Dalenergo - qui est le principal client consommateur du charbon produit. Alors que les subventions de l'Etat à Primorskugol, en retard en mars s'élèvent à 30 milliards de roubles (30 millions de francs) les dettes de Dalenergo envers cette même compagnie s'élèvent à 112 milliards de roubles (112 millions de francs). Les deux compagnies charbonnières et électriques jouissent dans le territoire maritime d'une situation de monopole et le prix du charbon et de l'électricité sont fixés par les autorités de la région à des prix très bas: 1 000 roubles la tonne (prix de revient en 95, 41 500 roubles soit 1 francs contre 41,50) pour le charbon, 40 roubles le kW (soit 4 centimes, prix de revient trois fois plus). Le résultat est que 80 % des recettes de Primorskugol viennent de subventions et 65% celles de Dalenergo.

Dans le même temps, Dalenergo s'est engagé dans des opérations hasardeuses de construction qui n'ont pas été terminées (pour 90 milliards de roubles (90 millions de francs) et a investi de l'argent dans la spéculation auprès de banques commerciales. Les managers se sont alloués des augmentations de salaires d'un taux largement supérieur (plus de 30 %) à ce qui était alloué aux mineurs. La principale activité des dirigeants politiques de la région maritime est de faire le siège de Moscou pour obtenir des crédits: une bonne partie va dans des opérations bien éloignées de la production d'énergie ou de charbon. Fin 1994 des 100 milliards de roubles (100 millions de francs) reçus du gouvernement russe, 25 milliards (25 millions de F) versés à Dalenergo furent reversés à une compagnie étrangère pour la commercialisation de 14 000 tonnes de cuisses de poulet. Au même moment cette société concluait un accord avec la Chine pour la fourniture de 250 000 tonnes de charbon (de surcroît de mauvaise qualité) pour 200 millions de francs alors que la région regorge de

charbon. L'enquête a aussi révélé que 17 milliards de roubles (17 millions de francs) alloués pour les services sociaux des mineurs ont été en totalité dépensés par Primorskugol pour des prêts sans intérêts aux dirigeants de la firme, à leur verser des allocations leur permettant d'envoyer leurs enfants dans des écoles secondaires privées russes ou étrangères, ou comme capital de départ dans de nouvelles sociétés privées. D'énormes sommes circulent ainsi entre toutes ces sociétés et les banques privées commerciales. Pendant ce temps, la plupart des mineurs n'ont reçu leurs salaires qu'en novembre et décembre de l'an passé et à la veille de la grève, ils ne touchaient qu'une somme symbolique de 200 000 roubles (200 francs).

Lorsque la commission déposa son rapport, il fut adopté par l'administration du territoire maritime des mesures «strictes» en vue du redressement de cette situation. Mais un mois plus tard rien n'avait changé et c'est cela qui déclencha la grève illimitée. Bien que le travail ait repris avec la promesse des 50 milliards de roubles (50 millions de francs), première tranche de 150 milliards promis, les mineurs ne sont pas spécialement satisfaits et optimistes étant donné ce qui s'est passé jusqu'ici.

#### **RUSSIAN LABOUR REVIEW**

*N° 4 - automne /hiver 94-95 (en anglais) P.O. Box 500 Moscou 107061, Russie CIS*

*Nous avons déjà signalé cette revue et traduit des textes qui y ont été publiés (voir Echanges n° 77 p 22 et s.)*

**S**ommaire de ce numéro : La guerre en Tchétchénie: ce qui est en cause pour le mouvement ouvrier. — Les aspects racistes de la campagne tchétchène de Yeltsine. — Russie: l'agression tchétchène condamne - t-elle le régime Yeltsine? — Plus d'un demi million dans la grève d'avertissement (concerne la grève des mineurs dont nous parlons ci-contre). — Le lock-out de AutoVaz signale une nouvelle période

dans les luttes (*nous pensons traduire cet article dans le prochain bulletin*). — Ukraine: Kuchma lance les mauvaises réformes. — Stabilisation en Russie: stabilisation ou rhétorique? — Des piquets maintiennent la pression sur les pollueurs russes. Accidents en Russie: le coût pour les ouvriers et pour l'environnement. — Les ouvriers du nucléaire luttent pour le paiement de leurs salaires. — Victoire pour les opposants au terminal pétrolier ukrainien. — La réforme tue: les conséquences de la paupérisation sur la santé. — Garder le salaire minimum au dessous de 5 dollars (25 francs par mois. Le marché du travail en Russie, le chômage présage de nouveaux conflits. Des demi-mesures ne sont pas suffisantes. — Fascisme russe et fascistes russes. — Le mythe d'une Russie fasciste. — La sympathie pour la droite: une tolérance pour les mauvais. — Des gauchistes russes discutent leur futur. — La social démocratie en Russie: un mirage de la nomenklatura. Ne veillez pas les morts, organisez vous. — La variante russe du réformisme social. — Les syndicats en Russie (ce texte a été publié en français dans *Echanges* n° 79, p 57 et s.)

1<sup>er</sup> mai 1995

#### TEXTES ET DOCUMENTS

- De Moscou à Minsk (*L'Affranchi*, été 95, n° 11)
- Le capitalisme soviétique en crise (fin) (*Programme communiste* n° 94, mai 95)
- L'organisation de Moscou de la Contédération des anarcho-syndicalistes révolutionnaires (IWA) (c/o Damlar, Perekuloc Alymova 13/kW 24. 107258 Moscow) publie un bulletin avec des informations sur la Russie et les Pays de l'Est dont une partie est traduite en anglais et disponible à: K.M. Kreuger. pb 61253. 2506 am Den Haag, Pays-Bas (le plus récent, été 1995).

## IRAN

### Sur les émeutes ouvrières d'avril 1995

**S**UCCÉDANT aux manifestations des ouvriers du pétrole et d'autres industries au cours des deux années passées, les ouvriers du Sud de Téhéran se sont révoltés le 4 avril 1995. Les habitants (pratiquement de jeunes ouvriers de « Karaj industries ») du bidonville « Islam Shahr », où s'entassent 500 000 personnes, protestaient quant au manque d'eau potable et au coût élevé des transports.

Ces bidonvilles ont été construits par des ouvriers pauvres, sans aucune autorisation gouvernementale, et ne peuvent par suite prétendre à aucun aménagement de viabilité. Le résultat est que l'eau potable est vendue 4 000 rials le litre (le salaire minimum d'après les statistiques gouvernementales est de 5 330 rials par mois).

Spontanément une manifestation surgit sur ces questions élémentaires mais ces revendications furent bientôt étendue à bien d'autres questions, y compris la chute du régime islamique. Après des heures de manifestation, celle-ci se transforme en un affrontement violent des manifestants et des forces armées. Des bâtiments furent incendiés (postes de police, stations service, etc.) ; dès que les forces armées perdirent le contrôle de la situation, les unités spéciales anti émeutes furent envoyées par hélicoptères de la capitale. Les manifestants furent tirés comme des lapins du haut des airs par ces troupes tirant indistinctement sur tout ce qui bougeait, tuant 50 personnes et en blessant beaucoup plus. 350 jeunes furent arrêtés et emmenés vers des destinations inconnues.

magasins le dimanche, c'est aider la classe ouvrière en tant que consommatrice et la brimer en tant que productrice. Ces conflits sont intériorisés par la classe ouvrière. Le conflit principal, traditionnel, entre les agriculteurs et les ouvriers industriels, devient de plus en plus un conflit à l'intérieur d'une même classe. La classe bourgeoise existe toujours, bien entendu, mais elle n'a quasiment plus qu'une immense classe salariale à côté d'elle. La classe bourgeoise garde pour fonction d'organiser toute la société et d'organiser le circuit du capital, mais il ne lui reste presque plus d'autre fonction.

**Comment expliques-tu le décalage entre l'évolution sociale qui nous mène à une hégémonie de la classe salariée et le fait que c'est toujours et plus que jamais la bourgeoisie qui dirige ?**

*P. R.* : La fonction de la bourgeoisie, dans sa définition fondamentale, est d'être le pôle qui organise le travail et reconstitue et accroît le capital. En effet, elle est non seulement tout à fait puissante aujourd'hui, mais elle est en plus entremêlée avec un système d'Etat qui l'aide à accomplir cette fonction, voire l'accomplit avec elle. Il n'y a plus, je crois, de bourgeoisie qui ne soit pas entremêlée avec toutes les protections de l'autorité de l'Etat.

» D'une certaine façon, la bourgeoisie agit par l'intermédiaire de l'Etat en constituant une forme de socialisation de la classe ouvrière, une socialisation en extériorité qui rend la tâche très difficile à cette classe ouvrière, parce qu'elle ne se reconnaît plus. La classe ouvrière est gérée quasiment en tant que telle. Elle n'est plus gérée par un ensemble de petits entrepreneurs qui se réuniraient en une ligue des entrepreneurs et dont chacun serait maître de son petit personnel et contesté par celui-ci dans son coin. Elle est gérée dans le cadre d'une socialisation à demi, une socialisation contradictoire où la bourgeoisie règle la reproduction, les qualifications, l'apprentissage

de la classe ouvrière en grande partie en extériorité. Il y a des lois sur la façon dont la classe ouvrière doit s'éduquer, sur le genre de qualifications qu'elle reçoit, sur sa masse — les gens qu'on fait venir, ceux qu'on repousse, une politique nataliste ou pas — sur la famille, sur le temps de travail. Tout ceci est organisé par la puissance pure du capital appuyé sur la puissance pure de l'Etat.

» Il faut se poser la question : n'est-ce pas au moment où on se rapproche le plus de formes socialisées de la société que cette socialisation même et les groupes qui se constituent à cette occasion deviennent le plus impénétrables à la compréhension ? Le système des temps anciens où la classe ouvrière tout entière est affrontée à une classe bourgeoise se montrant en tant que telle et qui a une puissance de consommation, une puissance intellectuelle et une emprise sur quantité d'autres classes dans les campagnes, a l'air d'être un système très facile à déchiffrer. Par contre, ces systèmes à demi-socialisés, où la reproduction de la classe ouvrière est faite à partir de prélèvements sur elle, de principes plus ou moins admis, proposés, discutés, même s'ils sont mis en œuvre de l'extérieur, sont très difficiles à déchiffrer. D'une certaine façon, la classe ouvrière a cet immense choix à faire de passer de cette socialisation faite de l'extérieur, sur elle, à une situation où elle deviendrait agent unique de constitution de la société et devrait dès lors aussitôt affronter aussi cette socialisation incomplète, ces contradictions, ces choix.

» Ce n'est pas facile. Surtout dans une situation où, en plus, les institutions sont perpétuellement mises en cause dans une mondialisation qui est l'avenir de l'humanité, puisque le socialisme humain sera mondial. C'est une situation très équivoque : tout est proche et tout est insaisissable, incompréhensible. Tous les germes de la capacité du salariat à se régler lui-même, à reprendre les instruments forgés par la bourgeoisie, sont présents. C'est une situation très étrange. Peut-être

que ces conflits engagent des formes de société et que ces débats ne sont pas, à mon avis, près d'être clairement posés et franchement tranchés.

**Mais la classe ouvrière n'est pas morcelée seulement par ses institutions et ses statuts : elle apparaît aussi comme morcelée en nations. Comment analyses-tu ce deuxième aspect ?**

*P. R. :* Ensemble des individus qui se trouvent dans un rapport salarial avec d'autres, la classe ouvrière n'est, par définition, pas nationale. Le grand chant de la classe ouvrière, les statuts de la classe ouvrière, l'institution propre de la classe ouvrière, portent tout de suite le nom de l'Internationale.

» L'Internationale ne s'était pas proclamée simplement dans l'idée que les travailleurs n'ont pas de patrie tant qu'ils n'ont pas acquis un certain nombre de points qui leur permettent de devenir citoyens. Ceci est une vision réductrice. Dans cette vision, que le mouvement stalinien a propagée, dire "les travailleurs n'ont pas de patrie", c'était leur promettre un

certain nombre de droits, somme toute assez limités, qu'ils pourraient acquérir au cours de l'histoire et grâce auxquels, du coup, ils auraient une patrie socialiste. Mais ce n'est pas vrai. Le socialisme, ce n'est pas une espèce d'action plus harmonieuse et plus juste du capitalisme. C'est vraiment autre chose, un tout autre mouvement. Et ce mouvement c'est l'Internationale, c'est le fait qu'il n'y aura d'institution concevable du socialisme qu'à partir du moment où celui-ci organisera toute l'humanité.

» Nous savons bien que ce n'est pas pour aujourd'hui. Par conséquent, ce qu'on peut imaginer,

c'est que les débats internes à la classe ouvrière, mais qu'elle ne reconnaît pas, elle les reconnaîtra de plus en plus comme étant les siens - ce qui ne veut pas dire qu'elle saura les trancher sans conflits. Autrement dit, en conséquence du fait que la classe ouvrière est formidablement dominante par sa puissance, par son nombre aussi, tout en étant toujours asservie par le capitalisme, les conflits de la société en transition sont désormais internes à la classe ouvrière. Et l'idée que c'est à l'intérieur de la classe ouvrière que seront débattus les problèmes de sa constitution interne implique des conflits que l'on ne pourra plus rejeter définitivement ou complètement

aux institutions.

» Il y a encore un autre aspect du problème. Tout mouvement de la classe ouvrière, même le plus parcellisé, le plus corporatiste, engage très vite des conséquences immenses parce que la classe ouvrière c'est la classe des producteurs, mais c'est aussi la classe des consommateurs. Et comment ! Nos ancêtres socialistes du XIX<sup>e</sup> siècle parlaient des travailleurs en tant que producteurs. Les consom-

mateurs, c'étaient toutes les autres classes qui étaient encore bien importantes, non seulement par leur puissance en capital, mais aussi par leur puissance de consommation, leur puissance sur les structures politiques, leur puissance sur les structures politiques, leur puissance sur l'éducation. A l'époque, on pouvait s'interroger sur les moyens qu'on pourrait avoir d'influer sur les salaires, sur les conditions de travail, et puis se préparer aux réactions des autres classes. Mais aujourd'hui, c'est largement la même. On voit ça y compris dans le quotidien d'une discussion comme celle sur l'ouverture des magasins le dimanche : ouvrir les

Sans aucun doute ils seront torturés et/ou exécutés. Depuis ces événements, le bidonville est sous la loi martiale.

**L**A révolte de Shahr appelle les commentaires suivants :

1 - Bien que l'affrontement fut la continuation des émeutes précédentes, cette manifestation était qualitativement différente. Les manifestations précédentes avaient surgi spontanément parmi la population pauvre de villes situées à des kilomètres de la capitale; celles-ci venant des jeunes prolétaires industriels se sont déroulées seulement à quelques kilomètres de la capitale. Elles pourraient dans un proche avenir s'étendre à d'autres villes dans la banlieue industrielle de Téhéran.

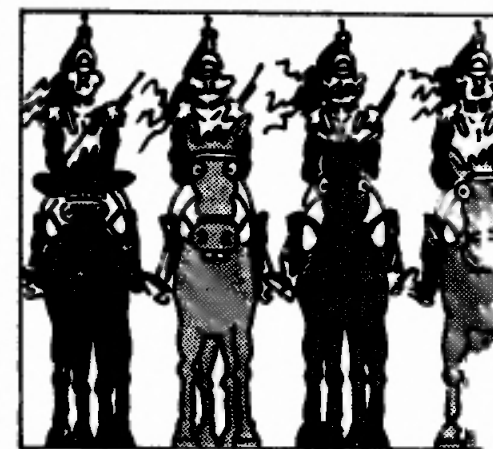
2 - La façon dont le régime a réprimé la manifestation montre la hantise du régime du développement de mouvements de masse. Le régime sait seulement trop bien (particulièrement à la lumière des émeutes précédentes) que les plus petite résistance dans un quelconque secteur ouvrier peut menacer son existence même. Le président Rafsanjani a annoncé récemment : « Nous ne répéterons pas les erreurs du Shah », signifiant par là que le régime utilisera tout le temps et partout

les méthodes employées par la Savak (police secrète du Shah) pour conserver le pouvoir.

3 - La crise économique a approfondi le mécontentement et les désaccords dans beaucoup de milieux en Iran. Quand des milliers d'ouvriers et de pauvres des villes sont prêts à mourir tout simplement pour pouvoir boire de l'eau potable, cela montre sans aucun doute la profondeur de la misère économique. L'Iran doit faire face à une inflation galopante et à un chômage important. Le régime a été contraint de solliciter d'énormes emprunts du FMI (sans même savoir comment il pourra les rembourser). De plus, des conflits politiques internes et le chaos économique mettent le gouvernement dans une situation dans laquelle il ne peut trouver une réponse quelconque aux problèmes spécifiques que pose la société iranienne.

4 - En dépit de continuelles bagarres de clans entre les « faucons » et les « colombes », les deux factions libérale et fondamentaliste s'unissent pour affirmer leur détermination de réprimer les travailleurs et défendre les intérêts de la classe capitaliste

(traduit de *Iranian Revolutionary Socialists*  
Savril 1995)



## LA GRÈVE DES DOCKERS DE LIVERPOOL

*L'abolition du statut des dockers (NDLS), en 1989, avait signifié pour eux l'abandon d'un certain contrôle de base sur les conditions du travail, son rythme, sa rémunération.*

*Le conflit des dockers de Liverpool, qui dure depuis septembre 1995, a éclaté précisément à cause de ces conditions de travail.*

L'ÉCHEC de la grève des dockers anglais de juillet 1989 avait marqué l'abolition du NDLS (National Dock Labour Scheme) et l'obligation conséquente pour les dockers en exercice (qui refusaient leur départ volontaire indemnisé) de travailler comme salariés ordinaires d'entreprises de manutention, avec souvent des salaires équivalents mais toujours la perte de conditions de travail avantageuses garantis par le NDLS (sur cette grève et les changements qui en résultaient, voir *Echanges* n° 62, octobre-décembre 1989, p 23). A cette époque, alors que le travail avait repris le 24 juillet sur ordre du syndicat TGWU, les dockers de Liverpool, restés en lutte seuls et contre tous, n'avaient finalement cédé que le 7 août sous les menaces diverses, venant à la fois du patronat du port et du TGWU.

Depuis, à Liverpool comme dans d'autres ports, de nombreuses escarmouches ont ponctué la mise en place du nouveau statut qui, comme on pouvait le prévoir, a accéléré la restructuration du trafic portuaire et modifié profondément les conditions de travail antérieures. On a même vu réapparaitre, à côté des dockers salariés permanents dont le nombre avait largement diminué sur l'autel de la productivité, des dockers occasionnels loués à l'heure mais sans la protection d'autrefois pour faire face à des tâches imprévues que les effectifs réduits ne pouvaient assumer, même au prix d'heures supplémentaires. Etant

donné le taux de chômage à Liverpool (15 % de la population active avec des flots de 30 %), le résultat bien connu de ces embauches complémentaires occasionnelles, embauches directes ou par des boîtes d'intérim sans le recours au pool de dockers comme dans l'ancien système, était une pression sur les salaires et les conditions de travail des dockers permanents. Les employeurs du port ne se privaient pas de tenter d'imposer leur loi à ceux-ci.

CETTE situation était d'autant plus pénible pour les dockers permanents que le système des lois réglementant la grève interdisait dorénavant – et interdisent toujours – les grèves de solidarité: non seulement toute grève, pour être légale, devait concerner un litige avec son propre employeur et devait être précédée d'un vote secret, mais il était illégal de faire grève même pour soutenir des travailleurs faisant le même travail au même endroit et dont la lutte vous concernait pourtant directement, simplement parce qu'ils travaillaient pour une autre entreprise. Dans la mesure où la déréglementation avait laissé s'installer dans le même port plusieurs compagnies de manutention ayant des dockers salariés, il devenait difficile pour les dockers d'une compagnie en lutte de pouvoir compter sur la solidarité des dockers du même port et encore moins des dockers des autres ports bri-

considérer la classe ouvrière, alors cette classe est aujourd'hui plus importante et plus hégémonique qu'elle ne l'a jamais été.

Or, on a l'impression inverse ...

P. R. : Cela tient, je crois, au processus extraordinaire d'institutionnalisation de cette classe ouvrière. Reconnaître un syndicat est bien sûr quelque chose dont nous nous félicitons, mais c'est en même temps une manière de positionner le syndicat par rapport à qui lui reconnaît pouvoir et légitimité, c'est-à-dire par rapport à l'Etat. Cela ne signifie pas que le syndicat serait un rouage de l'appareil d'Etat, car il y a des contradictions énormes dans les syndicats. Mais l'institutionnalisation du syndicat fait que, en son sein, se différencient certaines fonctions et certaines couches qui, par certains côtés, contribuent en effet au développement de la société capitaliste. Les capitalistes, quelquefois, déplorent l'affaiblissement de certains syndicats avec qui ils négocient. A d'autres moments, ils contribuent autant qu'ils peuvent à l'affaiblissement de ce syndicat, car ils sont eux aussi dans la contradiction.

» Il y a donc des moments où les institutions qu'on a accepté que la classe ouvrière se donne dissimulent la classe ouvrière en tant que mouvement vivant, partagé, contradictoire sans doute et cherchant son unité. Le jour où elle la trouve, cette unité, les institutions éclatent, l'Etat comme les autres. Mais on sait bien que cette unité n'est pas facile à trouver.

» Quand on y songe, la situation est parfaitement extraordinaire, parce qu'il y a de multiples institutions dans notre société qui sont des institutions de la classe ouvrière, de son mouvement, institutionnalisées de l'extérieur par des Etats, qui font en sorte qu'à l'intérieur de la classe ouvrière, mais sans elle, se compensent des inégalités. La politique éducative consiste, à partir des impôts, à former les couches les plus qualifiées de la prochaine classe ouvrière, à modeler sa hiérarchie. En fin de compte, on voit bien que la politique

économique tout entière des Etats, ou presque, consiste à gérer la classe ouvrière de l'extérieur. Chaque salarié est concerné d'une manière différente. Il est concerné en tant que membre d'une entreprise, en tant que salarié appartenant à la sécurité sociale, en tant que membre d'associations, en tant que citoyen. Mais jamais l'ensemble de ces statuts ne se joignent. De sorte que, dispersée en toutes ces reconnaissances qui sont à la fois des limitations, on peut croire que la classe ouvrière a disparu, alors que c'est elle qui, à travers ces incarnations, ces institutions, est l'objet premier de toutes les politiques économiques, alors que ce sont ses énergies qui sont confisquées pour faire fonctionner toute cette société.

» Cela ne veut pas dire pour autant qu'il suffirait de s'en rendre compte et de se dire "m... à la fin, comprenons que nous, salariés ...". Non, les distinctions, les conflits qui existent dans la classe ouvrière, par exemple autour d'une autre politique éducative, sont de vrais conflits qui supposent débat. Or ce débat n'est pas près d'être véritablement posé, tant qu'il ne sera pas de plus en plus clair que les statuts qui s'attachent à tel ou tel emploi ou telle ou telle catégorie de travailleurs n'apparaîtront pas comme mobiles, susceptibles de débats. Autrement dit, l'acquisition de compétences, de connaissances reconnues par des diplômes signifie de toute évidence des statuts différenciés. Tout le monde cotise pour l'apprentissage, le privilège de quelques-uns. Un débat à ce sujet peut-il ne pas diviser la classe ouvrière de manière désespérée, faute de solution ? Je crois que, peu à peu, les statuts perdent de leurs arêtes, que le rapport entre ce qu'on apprend et ce qu'on fait n'est plus si évident, et qu'en conséquence, ce problème devient accessible.

» Il y a donc, dans les conflits qui divisent la classe ouvrière, des enjeux sociaux énormes et réels. C'est même pour cela que la classe ouvrière est au centre des politiques économiques : parce



## REQUIEM POUR LA CLASSE OUVRIÈRE ?

*Sous ce titre, la revue belge La Gauche (1), a publié un entretien avec Pierre Rolle, dont les thèmes rejoignent des sujets souvent abordés dans Echanges et font l'objet de débats qui, bien sûr, n'ont pas et ne peuvent avoir de fin*

« Comment réponds-tu aux discours en vogue sur la disparition de la classe ouvrière ?

*Pierre Rolle :* Ces discours sont la conséquence des modernisations accélérées qui ont eu lieu dans toutes les nations occidentales depuis la guerre. La classe ouvrière a paru longtemps comme caractérisée par les comportements, les cultures et les institutions de catégories plus reconnaissables que les autres. Ainsi, le métallo avait un grand prestige, en France par exemple, puisque c'était lui, en 1936, qui avait forcé la victoire. Il caractérisait la classe ouvrière à tel point que les degrés de qualification de sa profession devenaient les degrés de classification de toute la classe ouvrière. On distinguait les manœuvres, les ouvriers spécialisés, les ouvriers professionnels, des ca-

tégories à l'intérieur de ces grandes catégories, et tout cela c'était le modèle du métallo imposé à toute la classe ouvrière.

» Donc, on prend la classe ouvrière comme caractérisée par un de ses éléments. Il suffit que cet élément ne prédomine plus, qu'il ne donne plus l'impression d'entraîner le reste de ses congénères, pour qu'on déclare que la classe ouvrière a disparu. Or, la classe ouvrière grandit continuellement

et change de peau, comme certains animaux. Ce n'est pas la première fois qu'on ne la reconnaît plus dans une de ses nouvelles formes.

**Qu'est-ce en réalité que la classe ouvrière ?**

*P. R. :* La classe des gens qui n'ont rien d'autre pour subsister que leurs bras, leur force de travail, leur capacité de travail — car il ne s'agit pas, dans cette définition, de force musculaire —. Cette idée que la classe ouvrière est composée de travailleurs manuels contribuant à la transformation physique du milieu social et affrontant les rigueurs de la matière est le reflet d'une forme de développement de la classe ouvrière, ce n'est pas sa caractéristique.

» Sa caractéristique, c'est d'être enfermée dans un rapport social qui fait que l'usage de sa capacité de travail lui échappe et que ledit travail n'est mis en œuvre, n'est mobilisé que dans la mesure où il contribue à reproduire un capital.

» Naturellement, cela représente des situations fort différentes, entre lesquelles l'unité n'est pas facile à constituer. Mais, si c'est bien ainsi qu'il faut

La Gauche (n° 23-24, 23 décembre 199

**Il suffit que ce modèle du métallo ne prédomine plus pour qu'on déclare que la classe ouvrière a disparu. Or, la classe ouvrière grandit continuellement et change de peau. Ce n'est pas la première fois qu'on ne la reconnaît plus**

tanniques. Précisément, au cours de leurs longues luttes, la force des dockers était venue de leur possibilité d'une pression immédiate par la grève dès qu'un problème survenait sur les conditions pratiques du travail et de l'existence d'un potentiel de solidarité tout aussi immédiat. Les lois anti-grèves votées par le gouvernement Thatcher visaient d'abord à rendre totalement illégales ces formes de lutte. Si elles étaient néanmoins utilisées, il ne fallait pas compter sur un éventuel soutien éventuel du syndicat, car celui-ci risquait de lourdes sanctions pénales, voire physiques, pour les dirigeants. Si les travailleurs passaient outre, ils pouvaient être licenciés immédiatement sauf bien sûr si la solidarité surgissant malgré tous ces obstacles rétablissait le rapport de force du côté des travailleurs en lutte (Voir dans *Echanges* n° 79, p. 35, les conflits entre grévistes sauvages et syndicat dans une grève des postes)

L'abolition du NDLS avait signifié pour les dockers l'abandon d'un certain contrôle de base sur les conditions de travail, son rythme, sa rémunération. Le conflit des dockers de Liverpool a surgi précisément sur ces conditions de travail. L'éclatement de ce conflit, ainsi que son extension, en toute illégalité, étaient et sont encore une tentative de rétablir un rapport de force face aux armes dont disposent les patrons du port pour faire régner leur seule loi. (Des conflits du même genre ont surgi récemment dans les postes de Londres, où la grève sauvage s'est étendu rapidement, ce qui a fait céder la direction bien que le conflit et son extension se soient déroulés en pleine illégalité ; un autre conflit vient de surgir dans les postes également en Ecosse, mais on n'en connaît pas encore l'issue.)

Il faut dire qu'une partie des dockers, des jeunes, travaillaient dans une entreprise de manutention créée depuis l'abolition du NDLS, Torside, où les conditions de travail et les salaires étaient fixés avec, en arrière-plan, la pression de la situation de Liverpool :

— salaires 4,21 livres sterling (£) de l'heure (32 F), donnant le plus souvent 150 £ la semaine (1 200 F) — flexibilité totale dans des équipes de 12 heures avec travail du samedi et du dimanche et heures supplémentaires obligatoires. Personne ne savait le matin quel serait son temps de travail

### *Une autre grève sauvage dans les postes*

A la mi-novembre 95, 6 000 postiers d'Ecosse sont en grève sur des problèmes de restructuration, un mouvement qui, comme les autres dans les postes (voir *Echanges* 79, p. 35)

a surgi d'un bureau et a fait tache d'huile. Le syndicat CWU (Communication Workers Union) a ordonné aux grévistes de reprendre le travail. Une fois de plus, sa position est délicate : s'il soutient la grève, il sera condamné à de fortes amendes et encore plus si elle continue malgré tout. S'il ne la soutient pas, il perd le peu de confiance que les adhérents lui portent encore.

Si seulement les militants de base sont dans la grève, le syndicat peut être aussi condamné pour ne pas savoir discipliner ses membres responsables. A la fin de novembre, 12 millions de lettres restaient dans les sacs... Après sept jours de grève, comme celle-ci menaçait de s'étendre, la direction des postes a cédé sur toute la ligne en retirant purement et simplement tout son plan de restructuration... Cependant l'équipe de nuit de Hamilton, la nuit même de la reprise, reprit la grève en installant des piquets pour demander la tête du directeur du centre...

(Nous reviendrons sur cette grève dans le prochain bulletin.)

dans la journée — multiplication d'entreprises de main-d'oeuvre intérimaires approvisionnant le port en dockers occasionnels, disponibles à tout moment sur coup de téléphone.

— taux d'accidents du travail ayant augmenté de près de 40 % depuis l'abolition du NDLS.

La grève commença en septembre 1995, lorsque cinq dockers salariés de l'entreprise Torside (80 dockers en tout) refusèrent de faire des heures supplémentaires parce qu'ils n'avaient pas été prévenus à temps et que ces heures ne seraient pas payées au taux fixé. Ils sont immédiatement licenciés. Quinze autres dockers de Torside, sur les quais à

ce moment, cessent le travail aussitôt : eux aussi sont immédiatement licenciés. Les soixante dockers restants devaient décharger un bateau le lendemain : ils refusèrent de le faire tant que les vingt licenciés ne seraient pas réintégrés. Ils furent à leur tour licenciés. Aussitôt, les dockers de Torside installèrent des piquets à toutes les entrées du port, surtout à Seaforth, le principal terminal à l'extérieur du vieux port de Liverpool,

avec un important trafic de conteneurs.

Alors que Torside, constituée après l'abolition du NDLS, avait recruté des dockers relativement jeunes alors que l'organisation du port de Liverpool — entreprise privée et non service public — MD&HC (Mersey Docks and Harbour Company) avait conservé principalement les « vieux » dockers, les 300 survivants du grand lessivage qui avait suivi la grève perdue de juillet 1989; bien qu'ayant été durement marqués par cet échec, ils refusèrent en masse de traverser les piquets et, dans une assemblée, votèrent la grève de solidarité avec les dockers de Torside. La nuit suivante, chaque docker salarié de MD&HC recevait une

lettre délivrée à son domicile par courrier spécial déclarant que si, à 7 heures le lendemain matin, chacun n'était pas à pied d'oeuvre, il serait licencié sans indemnités et perdrait tous ses droits à pension et indemnités spéciales de départ comme docker (en Grande-Bretagne, la grève — celle-ci en outre était illégale — est une cause de rupture du contrat de travail et autorise le licenciement; tout devenant alors une question de rapport de forces entre travailleurs et employeurs). La menace n'était pas légère pour des dockers comptant jusqu'à trente ans de service. Plusieurs centaines d'entre eux ne reprirent pas le travail et furent li-

cenciés dans la foulée

C'était une double illégalité: les grèves de solidarité étaient illégales, qu'elles aient été votées ou non dans les formes légales, et celle-ci soutenait une grève sauvage elle-même illégale. Dans ces circonstances, la position du syndicat des dockers TGWU est sans ambiguïté : il lance un appel à la reprise du travail pour ces 300 dockers du MD&HC, mais 150 d'entre eux se voient refuser l'entrée

des docks car ils ont été licenciés antérieurement.

Pendant le week-end qui suit, MD&HC offre aux dockers licenciés — pas à tous, on fait le tri — de les reprendre avec des contrats individuels avec baisse des salaires, qui les fait échapper au contrat collectif qui continuait à régler les relations de travail. Seuls sont maintenus en activité aux conditions antérieures les 60 dockers de MD&HC qui ont traversé les piquets. Le TGWU maintient sa ligne: refus de soutenir la grève qui, à vrai dire, se transforme en un combat pour la réintégration qui se déroule à l'extérieur du port. MD&HC veut profiter de la circonstance pour se

### **En Grande-Bretagne, la grève est une cause de rupture du contrat de travail et autorise le licenciement ; tout devient alors une question de rapport de forces entre travailleurs et employeurs**

d'Etat en Hongrie — jusqu'où peut aller le retour au libéralisme ?-, d'une part ; sur le caractère impérialiste du capitalisme d'Etat français, d'autre part.

**G**RACE à sa technique supérieure, EDF a presque le contrôle des deux sociétés hongroises. Elle est bien un trust capitaliste national, qui passe du marché intérieur au marché international. Ainsi, elle va chercher ses clients deux mille kilomètres plus loin, au cœur de l'Europe centrale. Ces clients sont branchés sur un réseau électrique entièrement connecté à celui de

l'Europe occidentale. Cette clientèle a les mêmes exigences qu'en France : elle demande à être bien alimentée, et elle est prête à payer pour ce service. Les factures seront traitées informatiquement et le nombre des « impayés » restera restreint ou même nul. Si le trust capitaliste national EDF n'avait pas pris possession des 48 % des actions de Edasz et de Demasz un autre l'aurait fait. EDF a réussi parce qu'au fil des années, elle a consolidé son avance technologique et su prendre le tournant commercial ; sa stratégie commerciale est une « merveille ».

## **TEXTES ET DOCUMENTS. AFRIQUE, ASIE**

### **AFRIQUE DU SUD**

● *Lessons of Azikwetma et The Big Sell Out by the Communist Party of South Africa and the African National Congress.* Ces deux livres de Dan Mokonyane dévoilent le rôle joué par Mandela et ses supporters dans le retour récent de l'Afrique du Sud dans la « communauté des nations ». Le premier traite du boycott des bus en 1957 à Johannesburg et Pretoria qui fut la première action réussie des Noirs sud-africains. Selon Mokonyane, alors un activiste, les bureaucraties du Parti Communiste Sud Africain et de l'ANC se vendaient déjà aux dirigeants blancs. *The Big Sell out* donne des détails sur les événements les plus récents précédant l'élection de Nelson Mandela comme président de l'Afrique du Sud. Mokonyane est particulièrement amer vis-à-

vis du parti communiste d'Afrique du Sud, dont l'activité ne visait qu'à appuyer la politique socialiste dans la région et la carrière personnelle de ses dirigeants (£ 5.00 pour chaque ouvrage, Nakog Ya Rena, PO Box 3671, Londres E1 2DX)

### **ALGÉRIE**

● « Le rideau de fumée électoral... » Analyse de la situation sociale en Algérie - *Le Prolétaire* n° 435 - tév.mars. avril 96-

### **NIGERIA**

● « Exploitation impérialiste et répression au Nigéria », *Le Prolétaire* n° 434, déc. 95 et 435, avril 96 — « Murder in Nigeria » ordonné par Shell et le FMI et payé par le gouvernement US dans *Fifth Estate*, print, 96

### **CHINE**

\* « China and US Morality - Capitalism can't solve China's

problems » Bref aperçu des problèmes actuels de la Chine depuis les 100 millions de migrants intérieurs jusqu'à une pollution gigantesque en passant par tous les maux engendrés par un capitalisme sauvage (*Z Magazine* - décembre 95)

● « L'intégration commerciale de Hong Kong au monde chinois » et « La Chine à la fin de l'ère Deng Xiaoping » (*Perspectives Chinoises* n° 33 janv. fév. 96)

● Dans *Management et conjoncture sociale* n° 473, 11 déc. 95, une vision officielle et managériale d'une usine chinoise « Voyage à l'intérieur d'une usine de Shanghai » et un document différé sur les PME chinoises à Paris extrait d'un livre sur ce sujet: Thierry Pairault, *L'intégration silencieuse, la petite entreprise chinoise en France* (L'Harmattan) (copies à Echanges)

## EDF S'IMPLANTE EN EUROPE DE L'EST

*Le 16 octobre 1995, l'Etat hongrois confirme son intention de privatiser le secteur de l'électricité en lançant un appel d'offres international.*

Dès 1988, le parti stalinien dirigeant l'économie hongroise fut prompt à se « social-démocratiser ». Sur son ordre, on détruisit les symboles du régime, les étoiles rouges furent décrochées des bâtiments publics. De tous les pays du « Comecon », la Hongrie aura été certainement le premier à s'engager dans la voie des privatisations pour stabiliser la domination du capital. Les nouvelles équipes dirigeantes — ou pas si nouvelles — ne parlaient plus que d'ouverture aux capitaux, techniques et marchandises occidentales. Le « rideau de fer » que Staline avait baissé sur l'Europe de l'Est était levé. En démantelant les lignes de barbelés et en ouvrant les routes à la circulation, la Hongrie favorisa le flux migratoire des Allemands de l'Est, des Hongrois et des Polonais vers le monde libre.

Quand, le 16 octobre 1995, l'Etat hongrois confirme son intention de privatiser le secteur de l'électricité en lançant un appel d'offres international, aussitôt EDF se met sur les rangs, comme une vingtaine d'autres « opérateurs ». Le projet de privatisation concerne alors quatorze sociétés qui se partagent le secteur : sept dans la production (essentiellement thermique), une dans le transport, six dans la distribution.

L'appel d'offres était clos le 30 novembre suivant, soit six semaines après son lancement. Six semaines durant lesquelles la Direction des Affaires Internationales (DAI) et de la Direction des Services Financiers et Juridiques (DSFJ) de l'EDF ont évalué l'intérêt de ce marché et de proposer une offre. EDF avait déjà tissé de nombreuses relations avec la Hongrie. En 1993, en effet, une première tentative

de privatisation partielle avait permis à EDF de se « rapprocher » de deux sociétés hongroises de distribution d'électricité, Edasz et Demasz, et d'entreprendre différents projets communs (contrats de formation, assistance technique). On dut très certainement parler de la centrale nucléaire de Paks, au sud de Budapest, sur le Danube. Le 21 décembre 1995, EDF est devenue propriétaire de 48 % des actions de ces deux sociétés. Elles couvrent près de 40 000 km<sup>2</sup>, la longueur totale du réseau à entretenir est de 55 300 km ; elles desservent 1 600 000 abonnés et fonctionnent avec 5 480 agents : « Notre première action sera de rationaliser les investissements afin d'améliorer l'outil technique. Ensuite, nous travaillerons à la restructuration pour faire progresser la productivité », a expliqué B. Rebel, responsable EDF pour la partie exploitation.

EDF doit nommer les nouveaux présidents des deux sociétés et mettre sur pied une structure permanente de représentation en Hongrie.

Actuellement, EDF cherche parmi son personnel des agents parlant hongrois et a donné un numéro de téléphone pour se faire connaître.

En 1994, le chiffre d'affaires de Edasz était de 1 380 MF ; celui de Demasz, de 823 MF. Selon les termes des contrats, EDF dispose d'un droit d'option qui lui permettra de devenir en 1997 actionnaire majoritaire des deux sociétés. En revanche, les autorités hongroises n'ont pas donné suite aux offres relatives à la société MVM, qui gère le réseau de transport et la centrale de Paks.

Cette affaire nous donne à réfléchir sur le degré de retrait en arrière — et de résistance — du capitalisme

débarrasser des conditions post-NDLC, qui de toute façon continuent à le lier aux dockers, et qui bloquent en partie la surexploitation et les profits. Aussi laisse-t-il le champ libre dans la gestion du travail sur le port à une autre société privée de manutention, Drake Port Services, qui se trouve chargée de former tout le personnel du port et fournir aussi les travailleurs occasionnels. 150 postes sont ainsi offerts pour faire le travail d'environ 400 dockers. Les 60 dockers qui ont traversé les piquets restent en fonction, mais les dockers licenciés ont jusqu'au vendredi à 15 heures pour répondre à une offre qui de toute façon a été également lancée dans les journaux locaux, provoquant plus de 1 000 réponses pour les 150 postes. L'entreprise Torside, qui fut à l'origine du conflit, s'est quant à elle mise opportunément en faillite, prétendant ne pouvoir assumer des salaires que de toute façon elle avait refusé de verser en licenciant les dockers.

Depuis plus de sept semaines, les 400 dockers licenciés n'ont d'autre ressource que de compter sur une solidarité qui doit ou s'exprimer dans la rue ou prendre des formes qui ne font pas risquer de sanctions similaires à celles qui les ont privé de leur travail. Des manifestations dans Liverpool ont réuni plusieurs milliers de dockers et supporters ; certaines se sont terminées aux portes du port,

par des piquets qui, à plusieurs reprises, ont réussi à bloquer Seaforth et à faire dérouter plusieurs porte-conteneurs de lignes régulières (jusqu'à présent, quinze de ces lignes touchant Liverpool ont été dérotées pour troubles sociaux). Des projets de boycott des navires ainsi dérotés peuvent toucher non seulement les autres ports anglais, mais aussi des ports européens et américains.

DES pourparlers se sont ouverts à diverses reprises entre le MDHC et les représentants officiels du syndicat TGWU (qui, insistons sur ce point, ne reconnaît pas la grève et ne la soutient pas). Rompues plusieurs fois, à chaque fois reprises, elles ont donné pourtant donné lieu à un « accord » qui entérine les positions de MD&HC tout en accordant quelques « dédommagements » aux dockers licenciés. Début mars, ceux-ci se sont vus proposer l'acceptation de leur situation contre une indemnité de licenciement équivalant à peu près à 200 000 F ; 84 % des 500 ont rejeté cette proposition : ils veulent leur réintégration. Ils sont bien conscients que cette acceptation ne signifierait pas seulement une victoire patronale les concernant personnellement, mais aussi la liberté totale pour l'organisation du travail, non seulement dans le port de Liverpool mais aussi dans tous les ports britanniques.

Aux dernières nouvelles, en mai 1996, le bras de fer se poursuivait toujours, sans qu'il soit possible de mesurer l'impact réel du boycott international sur les lignes de conteneurs touchant le port et déchargés par les jaunes. Ce boycott semble avoir été effectif dans certains ports américains, où des piquets délégués de Liverpool ont pu faire dérouter des navires à plusieurs reprises (il y a même eu des tentatives de faire déclarer ces piquets illégaux par des tribunaux américains, ce qui semblerait démontrer leur efficacité). D'un autre côté, MDHC a menacé de licencier des centaines d'autres



travailleurs du port si ce boycott se montrait trop efficace et entraînait un déclin de l'activité du port. Du côté des dockers de Liverpool, hors de tout soutien syndical, se poursuivaient des manifestations qui se terminent par des piquets de masse devant les portes du terminal de conteneurs (des provocations de commandos patronaux y sont aussi relevées régulièrement). Aussi des tentatives d'associer au boycott d'autres ports, britanniques et étrangers, et de faire pression sur les appareils syndicaux, conduisent à la tenue d'assemblées nationales et internationales. Mais jusqu'à présent, il ne semble pas que tous ces ef-

forts de solidarité aient été suffisants pour changer quoi que ce soit.

Le mouvement dure depuis maintenant presque neuf mois et il est évident que les patrons de Liverpool comptent sur un pourrissement, car pour eux aussi l'enjeu n'est pas seulement limité à ce port mais à toute l'activité portuaire britannique (en particulier, MD&HC a des intérêts dans différents autres ports britanniques, ce qui lui laisse une marge de manœuvre et une raison de plus de continuer l'épreuve de force.

H. S.  
mai 1996

## TEXTES ET DOCUMENTS

« Le Nouveau Labour Party : la vieille réserve en partis du capital. (*Workers Voice* n° 79, septembre-octobre 1995). Il s'agit du « nettoyage » du Labour Party éliminant toute référence de classe pour en faire un instrument moderne de gestion du capital.



On pourrait tout autant coller cette étiquette sur la tentative (qui n'a pas encore vu le jour) par Arthur Scargill qui, dans un document « Stratégie future pour la gauche », envisage et prend des contacts pour la formation d'un « Socialist Labour Party ».

Les discussions vont bon train dans l'extrême gauche tant léniniste qu'anarchiste pour savoir s'il faut ou non entrer dans cette nouvelle formation (il existe encore en Grande-Bretagne des vestiges d'anciennes tentatives semblables : l'Independent Labour Party (ILP) (dont on reparle un peu à propos d'Orwell et du film *Land and Freedom*) et le Socialist

Party of Great-Britain (SPGB), partis qui, comme la plupart des partis — léninistes ou pas —, sont toujours restés marginaux malgré tous leurs efforts de prendre une place « révolutionnaire » en jouant plus ou moins le jeu du système capitaliste « démocratique ».

Pour ceux que l'histoire — en marge de la grève des mineurs anglais de 1984-85 — intéresse, signalons l'ouvrage récent sur les manipulations policières visant essentiellement Scargill, ouvrage qui révèle en même temps les caractères de la bureaucratie du NUM et de son leader charismatique, caractères déjà mis en relief dans l'étude de cette grève *To the Bitter End — Grève des mineurs en Grande-Bretagne — mars 84-mars 85* (H. Simon, éd. Acratie, disponible à *Echanges*)

## GRÈCE

### LETTRE D'ATHÈNES

*Le groupe TPTG édite un bulletin qui fait une mise au point sur le texte publié dans Echanges (n°78, p 22), « Air France, comment sortir d'une grève sauvage », et envisage de reprendre la discussion au sujet de la brochure Les Mythes du fordisme dispersé (Echanges)*

« (...) Nous avons donné le texte français (1) à différents camarades — mais les traductions n'étaient guère satisfaisantes —. Néanmoins, certaines traductions sur les événements français de mars-avril 1994 étaient bonnes et ont été publiées dans notre bulletin. Merci encore pour ce gros paquet de tracts. Notre ambition initiale était d'inclure dans ce dernier numéro votre texte sur Air France, mais la traduction n'était guère satisfaisante et nous avons déjà publié ce numéro quand nous avons pris connaissance de la traduction allemande de Wildcat, mais c'était trop tard.

Peut-être ferons-nous une édition spéciale sur les luttes de classe en France, Italie et Espagne, dans les années 90, et tous ces documents seront très utiles. *Les Mythes du fordisme dispersé* paraît aussi d'un grand intérêt, mais l'édition en anglais nous serait plus utile que l'édition française (question de traduction).

Pour revenir au sujet d'Air France, il n'y avait pas d'autre question derrière celle que je posais (la question posée est reproduite au début de l'article mentionné ci-dessus : « Pourquoi les mêmes qui, l'an passé, avaient mis de côté les syndicats, ont-ils

alors approuvé les propositions des syndicats ? » Ma phrase : « les mêmes gens » n'était pas destinée à être lue littéralement, car je ne savais pas ce qui se passait dans les différentes divisions de l'entreprise. Juste avant ma lettre d'octobre 1994, un magazine gauchiste, d'ici en Grèce, avait accusé les travailleurs d'Air France au sujet des accords d'avril en écrivant qu'ils ne cherchaient que leurs intérêts sectoriels et que les travailleurs des services publics européens et des entreprises d'Etat formaient une aristocratie ouvrière et ne se souciaient en aucune manière des travailleurs précaires, etc. Personne n'avait l'idée de ce qui se passait réellement, et c'est pour cela que je demandais des informations...

Je n'ai pas de théorie simpliste au sujet de l'acquisition graduelle d'une « conscience révolutionnaire ». De plus, je n'ai guère suivi les grèves en Europe au cours des dernières années. Mais j'ai commencé à lire soigneusement vos textes. Ne pensez-vous pas que les camarades de *Wildcat* (Allemagne), dans ce n° 63, montrent une vision quelque peu triomphaliste sur la grève d'Air France ? Et que signifie « intérêts sectoriels » ? Dans notre introduction des tracts du mouvement de mars-avril 1994 en France, nous avons développé votre interprétation selon laquelle les travailleurs de différents secteurs prirent part aux manifestations. Que sont devenues les actions des cinq dernières années des étudiants, des précaires, des jeunes, etc. ?

Ici, en Grèce, le gouvernement a lancé en mars dernier une attaque sur les paysans et la petite bourgeoisie. La situation en Grèce est quelque peu différente de la situation en France. Nous en dirons plus dans un long texte à venir en anglais sur les luttes de classe en Grèce.

J'espère pouvoir vous envoyer prochainement un autre texte sur le mouvement zapatiste. Il a été écrit par ma camarade Katerina, qui était au Mexique au cours de l'été dernier.

Pour notre texte sur l'ex-Yougoslavie et les Balkans, pensez-vous toujours en faire une traduction en français ? »

(1) Faisant suite à l'envoi de matériaux, notamment sur les mouvements anti CIP en France) ...

printemps 95, £ 3.95) (Socialist Platform Ltd, BCM 7646, London WC1N 3XX)

● *La "Repubblica" di Sala* - Roberto Gremmo : ouvrage sur la révolte populaire de 1896 et le massacre qui s'ensuivit - Edizioni Elf, Cassella Postale 292 13051 Biella, Italie

Sur l'émigration : « Le monde à moitié caché des travailleurs migrants philippins : serviteurs des maîtres de partout » et « Les femmes guatémaltèques dans la Maquiladora : un nouveau monde de lutte » (dans *Against The Current* n° 61, mars avril 96)

#### FRANCE

● « Mai des banlieues ou question sociale ? » dans *A Contre Courant* n° 73, avril-mai 96

● « A la Poste, la répression anti-CNT ne passera pas » - Dossier de presse - sur une grève au bureau de poste principal du 16<sup>e</sup> arrondissement de Paris, du 18 au 24 octobre contre la suppression de 50 emplois et terminée le 24 octobre avec la création de 6 emplois et la victimisation de deux représentants de la CNT (Union des syndicats CNT -

PTT de l'île de France, 33 rue des Vignoles, 75020 Paris)

● *C'est possible* n° 0 (127 rue Marcadet, 75018 Paris) est né des mouvements de lutte de l'automne 95 comme l'expression d'un comité de solidarité usagers - chemins et veut continuer à œuvrer pour « aider les luttes en cours et à venir à déboucher sur la victoire ». Nous ignorons s'il y a eu d'autres numéros.

● *Rebelle Re-Belle* (ne pas confondre avec un homologue canadien bien qu'il soit à peu près sur la même longueur d'onde), journal prolétarien internationaliste (apatride!) n° 3, avril 96;

« Un bol d'air frais » entièrement consacré au mouvement de luttes de novembre décembre 95 dont nous parlerons en bloc (BP 35, 68750 Berghelm, sans autre mention) ● *Lutte de classe* (à ne pas confondre avec une publication aujourd'hui disparue ou avec l'organe théorique de Lutte ouvrière), n° 27, no 19 novembre 95, numéro d'une série de bulletins principalement thématiques ; celui-ci traite de l'Etat : fondements historiques de l'Etat moderne, Peut-on concevoir un système capi-

taliste sans Etat?, le marxisme et l'Etat-une critique, l'Etat en Afrique - Association Culture Populaire, 30 rue A. Carrel, 93700 Drancy

● *Partisan* n° 106, janvier 96 : outre l'essentiel de ce numéro consacré aux luttes de novembre-décembre 95, une discussion intéressante à propos d'une critique du film *Land and Freedom*. Sur le même thème : « Les leçons de la guerre civile espagnole » dans *Revolutionary Perspectives*, hiver 95-96

● Les grèves de Péchiney et d'Aisthom (automne 94) et d'Air France dans *Wildcat* n° 64-65, mars 95

#### EX-YOUGOSLAVIE

● Ex-Yougoslavie et Macédoine - réimpression d'un texte de camarades grecs en anglais par *Subversion* - 50p

● L'agonie de la Bosnie *Perspective Internationaliste* n° 29, hiver 95-96

● « Bosnia triumph and Western Treachery » dans *Against The Current* n° 59, nov. dec. 95

● « Après la guerre des Balkans, la paix impérialiste » dans *Revolutionary Perspectives*, hiver 95-96.

#### ALLEMAGNE

● sur les ouvriers du bâtiment à Berlin dans *Wildcat* n° 64-65, mars 1995 (Voir aussi *Echanges*, n° 80, page 21)

#### BELGIQUE

● « Köln Karochi bei VW » dans *Wildcat* 64-65, mars 95 (grève chez Volkswagen, voir *Echanges* n° 79)

#### ESPAGNE

● Syndicats : les CCOO du Pays Basque (*Hika* n° 65, mars 96)

● Sur un mouvement coopératif en Espagne, la Fédération Coopérative Mondragon, dans *Libertarian Labor Review* n° 19, hiver 1996, présenté comme une absolue nécessité pour beaucoup de pays aujourd'hui. L'apologie de ce « modèle » oublie le destin des expériences coopératives dans d'autres pays d'Europe, notamment en Grande-Bretagne et en France, pendant plus d'un siècle ; cet essor coopératif est à relier à la situation transitoire de l'Espagne dans son développement

#### TEXTES ET DOCUMENTS

capitaliste des cinquante dernières années, un même développement ayant vu le succès d'expériences similaires dans les pays industrialisés cent ans auparavant et leur quasi-disparition dans la période récente.

● *El Acrattador*: bulletin de contre-information, recueil d'informations brèves notamment sur l'Espagne.

● *L'Esclave Salarlé* (apdo 92062, 08080 Barcelona - sans autre mention), c'est le titre d'une nouvelle publication, présentement basée en Espagne (publiée en français et espagnol) animé par des camarades en rupture déjà jointaine avec le FOR publiant le journal *Alarma*. Après avoir posé justement que « la lutte révolutionnaire n'a que faire de fétichisme organisationnel » (encore faut-il s'entendre par ce qui est considéré comme « lutte révolutionnaire »), le texte de présentation développe l'idée que « Tout mouvement, pour aussi spontané qu'il prétende être, est déterminé par des éléments plus combattifs et décidés » (ce qui est vrai mais là aussi, les mots « déterminés »

et « éléments » peuvent prêter à pas mal de confusion). Par contre lorsque, à la suite, il est affirmé « que ces éléments... veulent se regrouper pour développer une pratique globale déterminée et permanente... n'est pas seulement légitime mais absolument nécessaire » et que « ces organisations tentent de s'unir... pour former une seule organisation ou Parti (majuscule dans le texte, NDLR)... est une nécessité évidente... », on retrouve, à quelques formulations et réserves près, les mêmes éternelles considérations sur le « rôle des minorités révolutionnaires » qui toujours non seulement inversent les termes des luttes (c'est la lutte elle-même qui détermine sa propre dynamique, et non la « praxis des minorités organisées » qui agirait « de manière décidée à certains moments » [s'agit-il de relents bolcheviks ?] et en abstrait la situation dans laquelle ces luttes se déroulent. Ce n'est jamais la « volonté révolutionnaire » qui règle le cours et le contenu de la lutte mais les tâches que le mouvement doit affronter dans son dé-

